

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

LA CRISE ARGENTINE DE 2001-2002 : L'ÉVEIL DU CAPITAL SOCIAL

MÉMOIRE  
PRÉSENTÉ  
COMME EXIGENCE PARTIELLE  
DE LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR  
ISABELLE BROUILLARD

FÉVRIER 2013

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL  
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

## REMERCIEMENTS

Ce mémoire a été pour moi un long parcours, non sans embuches, mais ô combien formateur. Puisque le mémoire n'est qu'une finalité et non un tout, je tiens à remercier les gens sans qui, ce projet n'aurait pu être réalisé.

En tout premier lieu, j'aimerais remercier Julián Durazo Herrmann, mon directeur de recherche, professeur et directeur au département de science politique, pour sa patience et son écoute. Travailler avec vous m'a permis d'aller jusqu'au bout de ce long projet. Votre rigueur est inspirante.

Merci à mes précieux ami(e)s, pour votre support et vos encouragements continus. Merci à Florence pour ce que tu es, Marie-Ève pour avoir traversé l'Amérique, Amélie pour notre complicité, Véronique pour notre passion indicible, Audrey, Valérie, Caroline, Julie D., Julie S., Martine et Émilie, je ne vous remercierai jamais assez.

Merci à mes professeurs de la *Pontifica Universidad Católica de Argentina*, qui ont su éclairer ma compréhension de l'histoire argentine souvent complexe. Pour leur temps et pour le plaisir qu'ils ont à enseigner.

Merci à ma famille. Mes passions souvent hors du commun vous auront fait vivre son lot d'émotions. En espérant que vous trouviez des réponses à vos questions dans ce mémoire. Un clin d'œil particulier à mon grand-père, avec qui j'aimerais discuter de la pertinence d'un projet de recherche.

Je ne saurais oublier Angel, avec qui j'ai partagé cette grande aventure à Buenos Aires. Angel, merci d'être présent, d'être si patient et d'avoir sauté dans le vide à deux pieds joints dans ce périple avec moi. Il y a beaucoup de toi dans ce mémoire. Bien sûr, merci pour les transcriptions d'entrevues. Nous formons une équipe à toute épreuve.

Je terminerai en soulignant l'énorme générosité du peuple argentin. Ils m'ont laissé

entrer dans leur histoire bien à eux, et c'est avec beaucoup d'humilité que j'ai tenté de transmettre ce que j'ai vécu, entendu et lu durant cette année en Argentine. Merci de m'avoir laissée étudier une culture qui n'est pas la mienne. L'énergie, la passion et les convictions avec lesquelles les Argentins agissent au quotidien ont été contagieuses et m'ont permis de trouver les motivations pour écrire ce mémoire.

Je dédie ce mémoire au nom de l'espoir d'une plus grande solidarité. Les défis collectifs sont nombreux.

## TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES FIGURES.....	vii
LISTE DES ACRONYMES .....	viii
RÉSUMÉ .....	ix
INTRODUCTION .....	1
CHAPITRE I	
LES GRANDES LIGNES DE L'HISTOIRE ARGENTINE .....	6
1.1 La transition démocratique (1983-1989).....	6
1.2 Un tournant néolibéral (1989-1999) .....	8
1.3 La crise de 2001 .....	10
CHAPITRE II	
CADRE THÉORIQUE : DÉFINITIONS CONCEPTUELLES, MÉTHODOLOGIE ET HYPOTHÈSES .....	13
2.1 Survol épistémologique du capital social.....	13
2.1.1 Pierre Bourdieu .....	14
2.1.2 James Coleman.....	15
2.1.3 Robert Putnam.....	16
2.1.4 Discussion théorique .....	17
2.2 Appareil conceptuel .....	20
2.3 Hypothèses.....	23
2.4 Méthodologie .....	24
2.5 Variables .....	26
2.5.1 Confiance politique .....	26
2.5.2 Démocratie .....	28
2.5.3 Confiance sociale généralisée .....	31
2.5.4 Associations volontaires, mouvements sociaux et société civile .....	32
CHAPITRE III	
LA CONFIANCE POLITIQUE.....	36
3.1 Définition de la confiance politique.....	36

3.1.1	Indices d'évaluation politique .....	39
3.2	Confiance politique vis confiance sociale, une relation circulaire?.....	40
3.3	La confiance politique en Argentine.....	41
3.3.1	Cadre socio-politique : le néolibéralisme, un projet de société injuste? .....	42
3.3.2	Les traits populistes de Carlos Menem .....	43
3.3.3	Les conditions sociales en chute libre, la confiance politique à la baisse? .....	44
3.4	Indice de satisfaction politique .....	48
3.4.1	Taux de participation aux élections.....	48
3.4.2	Crise de représentation politique à la source de la crise de confiance? .....	51
3.4.3	Insatisfaction populaire? Quelle proportion de la population? .....	53
3.4.4	Analyse d'entrevues .....	53
3.5	Conclusions partielles .....	56
CHAPITRE IV		
LA DÉMOCRATIE .....		
4.1	Définition de la «polyarchie» selon Robert Dahl appliquée au cas argentin .....	60
4.2	L'Argentine démocratique, vraiment? .....	61
4.3	Le capital social, l'État et ses institutions .....	63
4.3.1	Les toquevilliens.....	64
4.3.2	Les associations volontaires, l'école de la démocratie selon Putnam .....	64
4.3.3	De Tocqueville à Putnam, le capital social interprété différemment .....	66
4.4	L'essor de la société civile, de bon ou de mauvais augure? .....	67
4.5	Le capital social, issu de la société civile ou du contexte politique? .....	68
4.6	Libertés d'expression et associationnisme en Argentine, les critiques aux élus bien reçues? .....	71
4.7	Conclusions partielles .....	73
CHAPITRE V		
LA CONFIANCE SOCIALE.....		
5.1	La confiance sociale et la réciprocité selon Putnam .....	76
5.2	La confiance sociale généralisée et sa relation avec le politique.....	79
5.2.1	D'où vient la confiance sociale? .....	79
5.3	Mesures de confiance sociale.....	82
5.4	La confiance sociale est-elle nécessaire pour passer d'un mode non-coopératif à un mode coopératif? .....	84

5.5 Conclusions partielles .....	86
CHAPITRE VI	
LES ORGANISATIONS FORMELLES ET INFORMELLES .....	88
6.1 Définition de la société civile.....	89
6.2 La société civile et le capital social.....	90
6.3 Associations volontaires apparues durant la crise de 2001-2002 en Argentine.....	91
6.3.1 Les <i>Piqueteros</i> .....	91
6.3.2 La révolte du 19 décembre 2001 et les assemblées de quartier.....	94
6.3.3 Les entreprises récupérées.....	99
6.4 Interprétations des réponses aux entrevues .....	101
6.4.1 La famille et les pairs d'abord et avant tout .....	101
6.4.2 Et ensuite, l'association à l'échelle de la collectivité.....	103
6.4.3 Les associations formelles dans le temps .....	107
6.5 Conclusions partielles .....	112
CONCLUSION.....	115
APPENDICE A	
DEMANDE D'APPROBATION D'ÉTHIQUE.....	123
APPENDICE B	
QUESTIONNAIRE D'ENTREVUE .....	127
BIBLIOGRAPHIE.....	129

## LISTE DES FIGURES

Figure		Page
2.1	Système à trois acteurs représentant la structure du capital social selon Coleman...	15
3.1	La relation entre performance et exigence dans la formation de confiance politique.....	37
3.2	La relation entre évaluation et connaissance dans la formation de la confiance politique.....	38
3.3	Taux de chômage en Argentine de 1989 à 2005.....	46
3.4	Taux de vote blanc et nul aux élections présidentielles argentines entre 1989 et 2003.....	50
3.5	Confiance politique en Argentine entre 1995 et 2006.....	56
5.1	Confiance sociale généralisée comparée entre l'Argentine et la moyenne mondiale.....	83

## LISTE DES ACRONYMES

FMI Fonds monétaire international

ONG Organisation non gouvernementale

WVS World Values Survey

YPF Yacimientos Petroliferos Fiscales

## RÉSUMÉ

L'objectif de ce mémoire est d'examiner le rôle du capital social durant l'explosion sociale et politique de 2001 en Argentine, année qui constitue l'aboutissement d'un processus de mobilisation collective entamé au cours des années 1990. Cette crise marquée par la marginalisation sociale, la pauvreté, le chômage et la perte de repère politique a plongé l'Argentine dans une misère généralisée. Contre toute attente, les Argentins se sont rassemblés, et ont envisagé diverses façons de résoudre leurs problèmes collectivement en réponse au vide politique et social.

Malgré la confiance politique atteignant les bas fonds, une confiance sociale généralisée à la baisse et une démocratie récente, les Argentins ont su se rassembler et travailler ensemble. Nous soulevons le paradoxe entre la théorie du capital social traditionnel et l'éveil du capital social constaté au cours des années 1990 et menant à la crise de 2001-2002 en Argentine.

Notre recherche permet de conclure que le capital social est contextuel, dans le cas argentin, associé à la conjoncture politique, sociale et économique menant à la crise argentine de 2001-2002. Nous soulignons l'importance des institutions politiques, irremplaçables malgré les efforts d'autogestion de la société civile. De plus, nous constatons que le capital social survient de façon ponctuelle et s'avère éphémère. À plus long terme, une fois l'état de crise estompé, les associations volontaires se démobilisent et s'orientent vers des objectifs plus personnels que collectifs. Nous appuyons notre recherche par une combinaison de recherche théorique et empirique, notamment par la recherche de terrain réalisée à Buenos Aires en 2010.

## MOTS CLÉS

ARGENTINE, CAPITAL SOCIAL, ASSOCIATIONS COLLECTIVES, CRISE DE 2001, CONFIANCE SOCIALE GÉNÉRALISÉE, CONFIANCE POLITIQUE, DÉMOCRATIE.

## INTRODUCTION

En décembre 2001, l'Argentine connaissait l'apogée d'une crise économique, sociale et politique. Ce pays traversait alors un moment de récession et de grande instabilité politique. La population se retrouva sans repères, à déplorer leur mécontentement et à crier leur colère au gouvernement. Le slogan «*¡que se vayan todos, que no quede uno solo!*»<sup>1</sup> était sur toutes les lèvres des manifestants, de toutes les sphères de la population, alors regroupées dans les rues, mobilisées.

Ce moment historique a éveillé notre curiosité et suscité de nombreux questionnements. Nous cherchions à saisir l'action collective en Argentine durant la crise, avec un recul de dix ans. Lors de lectures, nous avons remarqué qu'au fil du temps, la crise aurait dirigé les actions individuelles de la population vers des actions de plus en plus collectives. Nous n'avions qu'à penser à l'évolution des revendications des chômeurs, les *piqueteros*<sup>2</sup>, ces travailleurs devenus sans emploi qui bloquèrent les rues en guise de protestation ou même à ces entreprises récupérées, prises en charge par la population. Au départ, nous présumions que cette solidarité collective venait possiblement d'un manque de confiance politique, c'est-à-dire de la désillusion des Argentins face à leurs dirigeants politiques en place.

Cette question préliminaire, à savoir si «le manque de confiance des Argentins envers leurs dirigeants politiques a mené vers une solidarité collective en décembre 2001?» a servi de piste de départ à notre démarche de recherche. Notre séjour en Argentine a rapidement répondu à cette question et nous constatons que cet indice de confiance envers les dirigeants politiques était quasi inexistant. Il ne fut pas moins intéressant de s'y attarder. Mais pourquoi un tel scepticisme envers les institutions politiques? La crise de conviction en Argentine

---

<sup>1</sup> Traduction libre : «qu'ils s'en aillent tous, qu'ils n'en reste pas un seul!».

<sup>2</sup> *Piqueteros* : un terme dérivé de celui de «piquet de grève». Il s'agit d'un groupe qui exprimera le sentiment de ras-le-bol vis-à-vis leurs dirigeants politiques, et ce par l'action collective. Petras, James. 2002. «The Unemployed Workers in Argentina». *Monthly Review*, vol. 53, no 8, p. 26-32.

amorça notre réflexion.

La crise de 2001-2002 est le point de départ de notre étude, l'État et ses institutions forcés de quitter le pouvoir sous les pressions populaires de plus en plus intenses, et ce, jusqu'à l'arrivée de Néstor Kirchner en 2003. L'appropriation de l'espace public démontra la force de la société civile et força les futurs chefs politiques à les considérer, à les reconnaître. À la lumière de nos recherches, nous dénotons un consensus sur le fait que l'explosion politique, sociale et économique survenue en 2001 fut l'aboutissement d'un processus de mobilisation collective ayant pris naissance dans la seconde moitié des années 1990. Laissés à eux-mêmes, les Argentins se sont organisés et ont coopéré en vue d'un retour à la stabilité. Marginalité, chômage et atomisation de la structure sociale activèrent l'association collective. Le scepticisme global, la défiance vis-à-vis les espaces publics, le manque de sincérité des dirigeants politiques et leurs efforts de séduction marquent notre problématique de recherche.

C'est alors que le concept de capital social est apparu comme l'outil conceptuel qui allait nous permettre de considérer la question de recherche préliminaire dans son ensemble. En effet, le concept, défini comme une ressource issue de la vie sociale qui permet à la société civile d'agir collectivement de façon plus effective afin de poursuivre des objectifs communs (Putnam, 1995, pp. 664-665), était à même d'analyser la solidarité collective dans un contexte de crise de conviction politique. De plus, le capital social rejoignait à la fois les disciplines de la sociologie et des sciences politiques. D'un côté, la théorie de capital social se penche sur la dynamique de l'action collective et sur le pouvoir de la société civile, et de l'autre, elle s'affaire à déterminer le rôle de la société civile sur l'engagement politique et sur la démocratie. L'analyse du capital social dans un contexte de profonde crise annonçait être le concept idéal pour guider notre recherche et sous une approche originale.

Ainsi, de façon générale, notre recherche se veut une analyse de la crise économique, sociale et politique menant aux événements de 2001-2002. Nous choisissons d'utiliser la théorie de capital social comme outil d'exploration afin de répondre à la question de recherche : «quel est le rôle du capital social dans la crise de 2001-2002 en Argentine?». En vue de répondre à cette question, nous basons notre recherche principalement sur les travaux de Robert Putnam, théoricien qui opérationnalisa le concept de capital social et le considéra

de façon macro-sociale. À cet effet, notons que le chapitre II passe en revue le corpus littéraire relié à la théorie du capital social et explique l'origine de ce choix.

Considérant l'état de la crise généralisée en Argentine comme point de référence, la théorie du capital social nous permet d'analyser les effets d'une crise de la taille de celle de 2001-2002 sur les institutions politiques et sur la société civile. Dans un premier temps, inspirées des critères d'analyse de la définition de capital social selon Putnam, nous convenons de trois principaux éléments : les réseaux sociaux, la confiance sociale généralisée et la réciprocité. Pour Putnam, ces critères d'analyse identifient la dynamique sociale menant au capital social. Conséquemment, nous choisissons d'évaluer la confiance sociale généralisée et la réciprocité au chapitre V et les réseaux sociaux, ou associations collectives, au chapitre VI. Nous gardons à l'esprit l'interaction de ces variables avec la conjoncture argentine.

Par la suite, en plus d'analyser la dynamique de création de capital social, nous cherchons à mettre le capital social dans le contexte politique particulier du cas argentin et d'identifier les conditions sociales et politiques dans lesquelles les Argentins ont agi collectivement. Nous voulons, dans l'étude de cas argentin, évaluer la pertinence des conditions politiques et sociales jugées favorables à l'essor de l'associationnisme par Putnam. C'est pourquoi le chapitre III analyse la confiance politique et les conditions sociales qui ont pu influencer sa fluctuation. Nous tentons d'identifier la confiance politique allouée par les Argentins aux dirigeants politiques ainsi qu'à leurs institutions.

Finalement, nous appuyons notre dernier critère d'analyse sur la conception de Putnam selon laquelle l'associationnisme impulse le bon fonctionnement de la démocratie (Putnam, 1993, 1995, 2000). Nous plongeons la dynamique de création de capital social dans le contexte politique de l'Argentine et remettons en question l'utilisation du capital social comme outil de promotion de la démocratie. De plus, nous questionnons la nécessité du contexte démocratique comme préalable à la création de capital social. À cet égard, nous envisageons de décrire et d'analyser certains aspects de la démocratie auxquels les Argentins ont fait appel durant cette période, soit la liberté d'expression et le droit à l'association.

Pour résumer, les différentes variables qui permettent de considérer la question de

recherche dans son ensemble sont, au niveau politique, la confiance politique et la situation démocratique de l'Argentine, et au niveau social, la confiance sociale et la présence d'associationnisme. Ces éléments sont mis en relation avec le contexte sociopolitique menant à la crise argentine de 2001-2002 et identifient le rôle du capital social à ce moment précis.

Soulignons que la situation argentine s'est avérée un cas intéressant quant à l'application du concept de capital social. D'un côté, nous estimons que les niveaux de confiance politique et sociale étaient à la baisse, tandis que l'action collective est demeurée, sinon s'est amplifiée. De l'autre côté, le concept de capital social suggère que lorsqu'il y a de hauts niveaux de confiance politique et sociale, les conditions sont alors réunies pour impulser l'association collective. Il s'agit là du paradoxe théorique auquel nous nous attaquons. Certes, le mécanisme social qui pousse les citoyens à construire de nouvelles formes de réseaux sociaux, ou capital social, en vue de pallier à la perte de légitimité des institutions s'inscrit dans une logique qui a déjà été observée au sein de plusieurs communautés en quête d'autodétermination et qui peut relever du pur sens commun. Cependant, il s'agit précisément du mécanisme que nous cherchons à remettre en question dans ce mémoire. Nous jugeons qu'un processus qui semble *a priori* aller de soi gagne à être remis en question. Pour réaliser notre projet de recherche, la théorie du capital social offrait les paramètres d'évaluation, et l'Argentine, le moment historique répondant à l'envolée de mobilisation et à la perte de légitimité politique.

Plusieurs types de recherche sont utilisés dans ce mémoire. Dans un premier temps, nous utilisons une démarche comparative des données recueillies entre 1995 et 2005, notre limite temporelle. Ainsi, nous mettons en relation, sur une période d'environ dix ans, les variables définissant le capital social. Ensuite, nous abordons une démarche descriptive en brossant un tableau qualitatif du capital social présent en Argentine. Finalement, nous recourons à la recherche primaire. Les entrevues réalisées à Buenos Aires en 2010 permettent d'ajouter une plus-value à notre recherche, d'introduire des données tangibles et concrètes qui se différencient des recherches secondaires s'inspirant de données d'autrui. Tous les détails méthodologiques sont clairement décrits dans le chapitre II.

Dans le premier chapitre, nous décrivons les grandes lignes de l'histoire argentine afin

de nous situer dans le temps. Nous tentons de cerner le dénouement politique menant à l'explosion de la révolte citoyenne en 2001. Ce que nous appelons « crise argentine » ne se réfère pas seulement à l'année 2001, mais aussi aux mobilisations qui ont pris naissance quelques années auparavant. Nous revisitons très brièvement le retour à la démocratie sous le gouvernement Raúl Alfonsín (1983-1989), le tournant néolibéral de Carlos Menem (1989-1999) et le court mandat de Fernando De la Rúa (1999-2001). Ce survol historique nous sert de rétroaction nécessaire à la compréhension du point culminant de la crise argentine de 2001-2002, moment qui nous intéresse particulièrement.

Le deuxième chapitre présente le cadre théorique ainsi que la méthodologie utilisée tout au long du mémoire. Nous présentons la revue de littérature relative au concept de capital social en revisitant les principaux auteurs qui s'y sont attardés, soit : Alexis de Tocqueville, Pierre Bourdieu, James Coleman et Robert Putnam. Ensuite, nous mettons en lumière chacune des variables qui définissent le concept de capital social, variables qui formeront ensuite un chapitre bien à elles. Les chapitres III, IV et V associés à la confiance sociale généralisée, la démocratie et la confiance politique sont mis en rapport avec le cas de la crise argentine.

Finalement, afin de saisir les composantes du capital social durant la crise de 2001-2002, le dernier chapitre fait état des associations collectives en place durant cette période. De plus, des extraits d'entrevues réalisés à Buenos Aires sont présentés. Il s'agit de témoignages qui relèvent des aspects tangibles de capital social afin de comprendre le panorama argentin des plus complexes. Aussi, nous étudions le capital social tel un véhicule pour contrecarrer les effets de la crise socio-économique et ses effets à plus long terme à travers les entretiens recueillis.

À la lumière de nos recherches, nous estimons que le capital social est associé spécifiquement au contexte de crise, ce qui irait à l'encontre des critères optimaux décrits par la théorie de Putnam. Le rôle du capital social prendrait un tout autre sens, tout dépendant du contexte politique, social et économique dans lequel il prend forme.

## CHAPITRE I

### LES GRANDES LIGNES DE L'HISTOIRE ARGENTINE

Nous débutons notre étude en 1983 avec le commencement d'une nouvelle ère démocratique en Argentine. Lors des années précédentes, de 1976 à 1983, quatre dirigeants militaires ayant comme objectif de légitimer l'intervention militaire en Argentine, s'étaient relayé le pouvoir. Leur mandat de «réorganisation nationale» s'était réalisé sous le signe de la violence, de la disparition et de la torture. Les militaires quittèrent le pouvoir avec l'échec de la guerre des îles malouines, guerre initiée contre le Royaume-Uni par le régime dictatorial argentin en vue de «récupérer» ce territoire occupé depuis 1833. L'objectif était de rehausser leur popularité autour d'une cause affective dans un contexte de grave crise économique qui somme toute, n'a pas eu l'effet escompté (Armony, 2004, p. 51). En effet, l'armée britannique était nettement supérieure à l'armée argentine et les îles malouines restèrent aux mains des Anglais. Le régime militaire de l'époque avait plongé l'Argentine dans un climat de terreur, qui interdisait toute liberté d'expression ou de mobilisation civile. Ainsi, la tombée du régime militaire redonnait espoir à la société civile d'une réelle récupération du pouvoir citoyen. L'optimisme d'une transition démocratique revalorisait la confiance sociale petit à petit. On assistait à une reprise de l'espace public, par l'entremise de grèves et de mobilisations collectives.

#### 1.1 La transition démocratique (1983-1989)

Le 30 octobre 1983 ont eu lieu les élections qui ouvrirent le pas à la transition

démocratique avec Raúl Alfonsín, du parti radical<sup>1</sup>. Les électeurs considèrent qu'il incarnait le candidat le plus apte à trouver les solutions nécessaires à l'une des crises les plus aiguës de l'Argentine contemporaine (Quiroga, 2004, p. 95). La victoire du radicalisme sur le péronisme démontra une lassitude des Argentins vis-à-vis des pratiques sociopolitiques liées à l'autoritarisme. Alfonsín permit la récupération des institutions, de la vie civique et de la démocratie. Tandis que les Argentins s'affranchissaient des contraintes de la dictature, un regain de participation populaire prenait forme. Une reprise de la confiance politique, des mobilisations, des grèves et des demandes refoulées purent désormais être formulées au gouvernement.

Cependant, les espoirs retrouvés des Argentins furent éphémères. Un procès visant à juger les militaires qui avaient participé à la répression créa un malaise. Entre la population réclamant la condamnation des accusés et le malaise des militaires devant se juger entre eux au sein de l'armée, Alfonsín se trouva coincé. C'est alors que la loi nommée «point final» fut adoptée afin de clore la période d'admission de nouvelles poursuites. L'opinion publique vit l'application de cette loi comme une faute éthique importante, ce qui atténua la popularité d'Alfonsín. (Armony, 2004, p. 66-70)

En 1985, alors que l'inflation atteignait des niveaux critiques<sup>2</sup> (Armony, 2004, p. 70), Alfonsín inaugura le «Plan austral<sup>3</sup>». Ce plan économique reformerait le pays au moyen de

---

<sup>1</sup> La victoire du parti radical en 1983 est significative dans la mesure où le parti péroniste, fondé par Juan Domingo Perón en 1946, avait été battu. En effet, le colonel Perón détenait la sympathie du peuple. Il avait marqué l'identité populaire par son discours intégrateur et par la reconnaissance des travailleurs. La majorité des salariés et des secteurs populaires s'identifiaient au péronisme, se sentaient prêts à soutenir Perón, à construire un projet commun de société, soit le rêve de la prospérité argentine. L'avènement du péronisme amorça une forte confiance envers l'État et les institutions politiques qui stimula l'engagement civique populaire. La victoire du parti radical en 1983 marquait un changement, les Argentins avaient choisi librement un autre parti que le parti péroniste pour la première fois en 40 ans. Il faut dire que le retour de Perón en Argentine durant les années 1970 était plutôt chaotique et sous le signe de la violence. Baily, Samuel L. 1985. «Los nacionalismos en el movimiento obrero y el ascenso de Perón». In *Movimiento obrero, nacionalismo y política en la Argentina*. Buenos Aires: Hyspamérica, p. 81-105.

<sup>2</sup> Le taux d'inflation annuel atteignait 1200% en 1985.

<sup>3</sup> Le plan comptait sur l'aide du FMI et de Washington. Il consistait en l'élimination du déficit public, l'ajustement des taux d'intérêt dorénavant contrôlés par la Banque Centrale et le contrôle de l'inflation. Armony, Victor. 2004. *L'énigme argentine*. Outremont: Athéna éditions, p. 71.

gel de salaires et des dépenses publiques, de même que la mise sur pied de nouveaux impôts, prévoyant ainsi l'absorption de la dette publique. Le plan eut des effets positifs immédiats, mais de courtes durées.

D'ailleurs, le processus de transition vers la démocratie d'Alfonsín ne fut pas bien accueilli à tous les niveaux. Certains secteurs militaires, appelés «*carapintadas*<sup>4</sup>» résistèrent et organisèrent secrètement une rébellion. Cette incertitude militaire rendit plus difficile la transition économique, particulièrement dans un pays qui requérait des réformes structurelles rigoureuses afin d'améliorer les conditions de vie de la population (Quiroga, 2004). Les conditions économiques, sociales et militaires s'envenimaient. Alfonsín était incapable de gérer la crise qui s'annonçait inévitable. La défaillance du «Plan austral», les difficultés d'application des réformes étatiques et les possibilités limitées de transformations du gouvernement radical rendirent l'exercice du pouvoir laborieux. Alfonsín légua le pouvoir à Carlos Menem le 8 juillet 1989, ce qui déçut les Argentins. En effet, au début de son mandat, Alfonsín avait gagné la confiance du peuple avec des promesses de transformation démocratiques portant sur l'espoir de liberté et de justice sociale. Désormais, il était perçu par plusieurs comme un imposteur. Les Argentins, humiliés, eurent l'impression d'avoir été victimes de fausse représentation et de trahison. Les liens sociaux furent détruits par la crise hyperinflationniste, ce qui laissa place à une nouvelle incarnation du péronisme (Novaro, 2002).

## 1.2 Un tournant néolibéral (1989-1999)

Le parti justicialiste<sup>5</sup> remporta les élections de 1989<sup>6</sup>. Un virage néolibéral marqua l'Argentine comme il marqua l'Amérique latine dans les années 1990. C'est Carlos Menem

---

<sup>4</sup> Les «visages peints», étant donné leurs visages enduits de peinture noire à l'apparence de camouflage.

<sup>5</sup> Aussi appelé le parti péroniste.

<sup>6</sup> Le parti péroniste remporta 47% des voix aux élections présidentielles de 1989.

qui se chargea d'appliquer les conseils des institutions financières internationales<sup>7</sup>. Menem voulait s'adapter aux nouvelles exigences du commerce international et créer des conditions de développement pour l'Argentine. Sa politique économique consistait en la libéralisation de l'économie au moyen de l'ouverture commerciale et la libre circulation des capitaux. Il réforma l'État en procédant à la privatisation d'entreprises publiques et à la déréglementation des marchés de façon à ce que l'État intervienne minimalement dans l'économie argentine (Quiroga, 2004, p. 118). Ces politiques invitèrent les entreprises étrangères à investir en Argentine.

À cause de l'hyperinflation et de la crise permanente de l'économie, il y avait perte de confiance en la monnaie. En 1991, afin de récupérer la crédibilité de l'autorité publique, Menem fit appel au «Plan de Convertibilité». Il s'agissait d'une solution à la crise par la stabilisation de l'économie en fixant la parité entre le peso argentin et le dollar. À la joie des investisseurs étrangers, l'inflation fut contrôlée, ce qui incita soudainement la croissance économique.

Menem fut cité en exemple par les États-Unis comme l'un des meilleurs «élèves» de l'application des réformes. Dans la vague de privatisation massive, le gouvernement de Menem procéda à la dénationalisation de l'entreprise pétrolière étatique YPF, symbole de l'autonomie nationale (Armony, 2004, p. 94). Rapidement les actifs publics se vendaient, mais sans réelle définition de stratégie de développement, sans planification de l'insertion compétitive des entreprises dans l'économie mondiale et sans contrôle postprivatisation (Quiroga, 2004, p. 128).

La vente d'YPF, qui occasionna de nombreuses pertes d'emplois, a précisément été le déclencheur de la première organisation *piqueteros* en Argentine (Svampa et Pereyra, 2009). Pauvreté, précarité, marginalisation et pertes d'emplois consolidèrent la mobilisation des secteurs plus fragiles tandis que les classes moyennes et plus élevées tirèrent avantage de ces

---

<sup>7</sup> C'est-à-dire, le FMI et la Banque mondiale.

nouvelles réformes en devenant socialement plus individualistes<sup>8</sup>.

En effet, la décentralisation de l'État mena vers une polarisation de la société : plus de gens riches, plus de gens pauvres. Dès 1994, les aspects négatifs de la convertibilité furent plus évidents. Les coûts sociaux étaient palpables, la pauvreté et la précarité s'accroissaient. Le taux de chômage augmentait. Les manifestations populaires et les barrages routiers étaient de plus en plus fréquents.

En 1995, Menem fut réélu<sup>9</sup>. La confiance politique destinée à Menem, traduite par sa réélection pouvait être exprimée de différentes façons. Certains ont convenu que la convertibilité donna un sentiment de pouvoir d'achat que les Argentins n'ont pas voulu délaissier. D'autres l'ont appuyé par tradition et attachement au parti péroniste. Et finalement, certains ont vu à travers le discours ménémiste l'espoir de la prospérité argentine, de la révolution productive et du saut vers les pays du «Premier monde». Victor Armony souligna d'ailleurs le paradoxe central du ménémisme en affirmant que Menem a «reçu autant le soutien des secteurs populaires que celui des classes aisées» (Armony, 2002, p. 66). Nous reviendrons sur la personnalité populiste de Menem et sur les caractéristiques de sa gouvernance au chapitre III.

### 1.3 La crise de 2001

En 1999, Fernando de la Rúa et sa coalition, l'*Alianza por el Trabajo, la Justicia y la Educación*<sup>10</sup> remportèrent les élections face aux péronistes. Toutefois, sa coalition ne parvint pas à remettre en marche l'économie fragile. De la Rúa fit appel à Domingo Cavallo au poste

---

<sup>8</sup> Maristella Svampa affirme que la transition néolibérale était caractérisée par des transformations sociales individualistes telles : l'expansion des urbanisations privées, des constructions de condominiums, la multiplication des universités et des collèges privés, des espaces privés, de sécurité privée, etc. Svampa, Maristella. 2005. Svampa, Maristella. 2005. *La sociedad excluyente. La Argentina bajo el signo del neoliberalismo*. Buenos Aires: Taurus.

<sup>9</sup> Menem eut droit à un deuxième mandat, grâce à la modification de la Constitution en 1994, ce qui permit sa réélection. Sidicaro, Ricardo. 2010. *Los tres peronismos, estado y poder económico*. Buenos Aires: Siglo veintiuno, p. 272.

<sup>10</sup> Traduction libre: l'Alliance pour le Travail, la Justice et l'Éducation.

de ministre de l'Économie, l'initiateur de la convertibilité de 1991. Son mandat était principalement d'éviter l'écroulement économique (Armony, 2004, p. 130).

En juillet 2001, un nouveau plan d'ajustement économique fut présenté par de la Rúa (Armony, 2004, p. 130). Ce plan prévoyait un «déficit budgétaire zéro» qui permit l'obtention d'un nouveau prêt du FMI. La dette augmenta, la monnaie était surévaluée et la population se voyait imposer un accès limité à ses économies. Devant la fuite des capitaux et le manque de liquidités bancaires, le *corralito*<sup>11</sup> restreignait les retraits à 250 pesos par semaine. L'*Alianza* avait échoué et n'avait pu se transformer en une coalition gouvernementale stable et compétente (Quiroga, 2004, p. 144) et l'Argentine était désormais en crise. Les principaux syndicats convoquèrent plusieurs grèves afin de déstabiliser le gouvernement et manifester leur mécontentement. Le 19 décembre 2001, De la Rúa décréta l'état de siège. Cette mesure fut la goutte qui fit sortir les gens de toutes les classes sociales à la rue, exigeant le départ des dirigeants politiques.

Les médias internationaux montrèrent des images d'une Argentine hors de contrôle. Les manifestants frappaient bruyamment sur leurs casseroles en guise d'indignation et de ras-le-bol face au gouvernement (Armony, 2004, p. 150). La population, désespérée, se rassemblait dans les rues, y plantait leurs tentes, y préparait des soupes populaires, s'échangeait produits et services. Les *piqueteros* barrèrent les routes, rappelant leur appropriation de l'espace public. De la Rúa démissionna, laissant le pays dans des conditions exécrales. Quatre présidents intérimaires se succédèrent entre 2001 et 2003, jusqu'à l'arrivée de Néstor Kirchner<sup>12</sup>, du parti péroniste.

Encore aujourd'hui, la crise argentine reste imprégnée dans la mémoire des Argentins. Particulièrement, ce qui a retenu notre attention, c'est l'action collective de plus en plus active et organisée en réaction à la déchéance du gouvernement. La présence de capital

---

<sup>11</sup> *Corralito* : nom donné aux mesures économiques mises en place par Cavallo en décembre 2001 visant à restreindre le retrait en espèces et éviter la fuite des capitaux.

<sup>12</sup> Néstor Kirchner a été gouverneur de la province de Santa Cruz de 1991 à 2003, pour ensuite accéder à la présidence argentine de 2003 à 2007. En 2007, il relaya le pouvoir présidentiel à sa femme, Cristina Fernández Kirchner, en poste jusqu'en 2015.

social, malgré le vide politique. En gardant bien en tête l'histoire argentine des années 1990 jusqu'aux événements de 2001-2002, nous tentons tout au long de ce mémoire de tracer les contours des tenants et aboutissants du capital social en Argentine. Nous reviendrons au chapitre III sur la confiance politique et au chapitre VI sur les différentes formes d'associations reliées à la crise argentine.

## CHAPITRE II

### CADRE THÉORIQUE : DÉFINITIONS CONCEPTUELLES, MÉTHODOLOGIE ET HYPOTHÈSES

#### 2.1 Survol épistémologique du capital social

Le concept de capital social n'a cessé de gagner en popularité depuis les années 1980 en science politique. Il s'agit d'un concept récent, dont nous découvrons peu à peu ses implications. Nous n'avons qu'à consulter les études de cas appliquées de Robert Putnam en Italie (1993) et aux États-Unis (2000), dressant un tableau alarmant des conséquences d'une société civile désengagée, pour nous intéresser à la portée du capital social, autant en science politique, en sociologie qu'en économie.

De façon générale, le capital social est une ressource disponible aux individus, aux communautés et à la société qui lie les citoyens les uns aux autres dans l'optique d'atteindre des objectifs individuels ou collectifs. Aujourd'hui, il ne fait plus de doute que la présence de denses réseaux, accompagnés de normes, génère la confiance et la réciprocité et ainsi permet aux citoyens de surmonter les problèmes collectifs plus efficacement (Hooghe *et al.*, 2003, p. 1). Le capital social est maintenant utilisé par des organisations internationales, telle la Banque mondiale, comme critère d'évaluation relié à différents projets (Edwards, Foley et Diani, 2001) ou par certains gouvernements consciencieux des rapports sociaux de leur population.

Notre approche se différencie des recherches antérieures quant au rapprochement que nous faisons entre le capital social avec la crise argentine. Il ne s'agit pas de dépeindre simplement les tenants et aboutissants du capital social en Argentine, mais bien d'y trouver le rôle du capital social à l'intérieur de la crise. Sur cette base, nous faisons aussi une réflexion

sur la portée théorique du concept.

Les trente dernières années, plusieurs auteurs ont cerné les contours de la théorie à leur façon, sans pour autant trouver de consensus au concept. Trois théoriciens retiennent notre attention : Pierre Bourdieu, Robert Putnam et James Coleman<sup>1</sup>. Leur apport à la définition du capital social permet de bien délimiter la théorie existante. Soulignons la contribution de Max Weber à la théorie, qui a aussi utilisé les idées reliées aux réseaux sociaux tel un instrument facilitant le développement économique, sans toutefois utiliser le terme «capital social» (Trigilia, 2001, p. 9). Nous le laissons de côté pour nous attarder aux aspects sociopolitiques uniquement, notre objectif étant d'évaluer l'état du capital social en Argentine et ses influences. Passons en revue les différents travaux empiriques existants dans la littérature.

### 2.1.1 Pierre Bourdieu

Au début des années 1980, Pierre Bourdieu définit le concept de capital de façon générale, en le divisant en trois formes interreliées, mais que ne se superposent pas : le capital économique (constitué des revenus, de la fortune, etc.), le capital culturel (la partie intégrante d'une personne aussi appelée «habitus», les biens culturels tels les livres, peintures, etc., et la partie institutionnelle qui est déterminée par l'acquisition de certificat d'études) et le capital social (Caracciolo Basco et Foti Laxalde, 2005, p. 41). Bourdieu définit le capital social comme étant :

L'ensemble des ressources actuelles ou potentielles qui sont liées à la possession d'un réseau durable de relations plus ou moins institutionnalisées d'interconnaissance et d'interreconnaissance; ou, en d'autres termes, à l'appartenance à un groupe, comme ensemble d'agents qui ne sont pas seulement dotés de propriétés communes mais sont aussi unies par des liaisons permanentes et

---

<sup>1</sup> Ces trois auteurs proviennent d'un contexte différent et ce faisant, n'ont pas les mêmes perspectives théoriques relatives au capital social. Pierre Bourdieu est un sociologue français ancré dans le marxisme, dont l'intérêt central est la domination, tandis que Putnam et Coleman sont des fonctionnalistes anglo-américains individualistes méthodologiques. Certes, ces différents contextes rendent la comparaison théorique plus difficile, mais cette dernière reste nécessaire à la recherche.

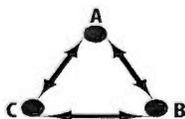
utiles. Ces liaisons sont irréductibles aux relations objectives de proximité dans l'espace physique (géographique) ou même dans l'espace économique et social parce qu'elles sont fondées sur des échanges inséparablement matériels et symboliques dont l'instauration et la perpétuation supposent la reconnaissance de cette proximité. (Bourdieu, 1980, p. 2)

Bourdieu perçoit le capital social comme un amas de relations sociales qu'un acteur donné peut mobiliser pour lui et sa communauté dans la perspective d'en retirer des bénéfices. Il mesure le capital social par : «l'étendue du réseau des liaisons qu'il peut effectivement mobiliser et du volume du capital (économique, culturel ou symbolique) possédé en propre par chacun de ceux auxquels il est lié» (Bourdieu, 1980, p. 2).

### 2.1.2 James Coleman

Coleman utilise un schéma afin d'illustrer la structure du capital social de la façon suivante :

Figure 2.1 : Système à trois acteurs représentant la structure du capital social selon Coleman.



Tirée de Coleman, James. 1990. «Social Capital». In *Foundations of Social Theory* Cambridge: Harvard University Press, p. 305.

Ici, chaque lettre représentant un individu, le capital humain est identifié par les nœuds et le capital social par les relations entre ces individus (Coleman, 1990, p. 305). Coleman insiste sur le fait que le capital social est imbriqué dans les relations et non pas soutenu par les individus (Coleman, 1990, p. 304). Il définit le capital social comme étant :

A variety of different entities having two characteristics in common: They all consist of some aspect of a social structure, and they certain actions of individuals who are within the structure [...]. Unlike other forms of capital, social capital

inheres in the structure of relations between persons and among persons. It is lodged neither in individuals nor in physical implements of production. (Coleman, 1990, p. 302)

De plus, comme toute autre forme de capital, pour Coleman le capital social «is productive, making possible the achievement of certain ends that would not be attainable in its absence» (Coleman, 1990, p. 302).

Ce dernier décrit le capital social comme une ressource disponible dans la structure sociale facilitant la tâche aux acteurs dans l'atteinte de certains buts communs et ce, disponible seulement à travers les rapports entre individus, à l'intérieur de la structure sociale. Le capital social pour Coleman n'est pas seulement un instrument de «colle» pour la société, mais aussi un «lubrifiant» pour travailler collectivement (Renshon, 2000, p. 201).

Cette définition est la plus large de la théorie. D'ailleurs, soulignons que Coleman fait mention de la confiance sociale comme élément de cohésion entre les individus. De plus, il fait la distinction entre le capital humain (créé par les changements d'une personne afin de lui donner les connaissances et les capacités qui la rendront capable d'innover), le capital physique (créé par le changement dans la fabrication de nouveaux matériaux qui serviront d'outil et faciliteront la production) et le capital social (Coleman, 1990, p. 304).

Aussi, Coleman précise le principe économique de l'action rationnelle dans l'analyse du système social. Il veut faire le pont entre la sociologie et l'économie, entre la notion de l'Homme «socialisé» et celui du «choix rationnel» dans sa définition du capital social (Edwards, Foley et Diani, 2001, p. 236). Il reconnaît l'importance de l'action personnelle et des réseaux de relations intégrés dans les transactions économiques des relations sociales. Ceci génère la confiance, l'établissement d'attentes et la création de normes.

### 2.1.3 Robert Putnam

L'interprétation de Robert Putnam, pour sa part, donna un ton plus subjectif au concept de capital social à l'aide de ses études appliquées *Making Democracy Work* (1993) et *Bowling*

*Alone* (2000). Les ouvrages de Putnam, considérés «néo-tocquevilliennes», revisitent les observations d'Alexis de Tocqueville sur les contributions de l'association à la politique. En effet, Tocqueville valorisait les facteurs sociaux et culturels comme étant la clef du succès d'une démocratie solide et d'un gouvernement efficace (Edwards, Foley et Diani, 2001, p. 17). Pour lui, une société civile active, caractérisée par des infrastructures sociales composées de denses réseaux de relations face à face qui resserrent les clivages sociaux existants, soutient un gouvernement démocratique fort et responsable. Inspiré par Tocqueville, mais actualisé à la société d'aujourd'hui, l'apport de Putnam au champ théorique du capital social laissa sa marque.

Putnam définit le capital social comme étant «a feature of social life (networks, norms, and trust) that enable participants to act together more effectively to pursue shared objectives» (Putnam, 1995, pp. 664-665). L'origine du capital social vient du concept de «communauté», de «vivre ensemble». Ici, les réseaux sociaux compris dans la société ont une valeur primordiale. Ils affectent la productivité d'un individu ou d'un groupe grâce aux contacts sociaux (Putnam, 2000, p. 19). Chacun des individus occupe un rôle unique dans la société qu'il ne faut pas sous-estimer. Pour que les relations sociales deviennent du capital social, il faut une forme de relation qui brise l'individualisme. À cet effet, plusieurs contextes propices à l'échange forment le capital social, tels les réseaux informels (ex. soupers entre amis), l'association volontaire, les institutions religieuses, les communautés et les mouvements sociaux et transnationaux.

#### 2.1.4 Discussion théorique

En tenant compte de la conception du capital social pour le moins différente de Bourdieu, Coleman et Putnam, nous procédons à une réflexion de chacune d'entre elles afin d'identifier un cadre théorique sur mesure pour notre recherche.

D'abord, Bourdieu perçoit le capital social comme un instrument de domination mobilisé par un groupe social, à l'égal du capital économique ou culturel, ayant pour but l'accumulation stratégique de celui-ci. Considérant cela, le réseau social n'est pas spontané,

mais bien volontairement construit dans un rapport de force, ce qui met l'emphase sur un accès inégal des ressources nécessaires à la possession de capital (Baret et Soto Maciel, 2004). De plus, pour Bourdieu, une relation sociale peut, ou pas, faciliter l'action collective ou individuelle puisqu'elle dépend du contexte spécifique dans lequel elle est générée. Ainsi, puisqu'il s'agit d'une ressource disponible seulement à l'intérieur d'un contexte donné, le capital social est considéré comme une ressource distribuée de façon inéquitable. Cet élément limitatif du concept a été vivement critiqué par les auteurs qui lui succèdent.

Par la suite, à partir des ouvrages de Bourdieu, les auteurs Coleman et Putnam ont contribué au concept de capital social d'une façon plus attentive à l'analyse de l'action sociale, puisque des notions telles la confiance et la réciprocité sont venues s'incorporer au concept de réseau social pour ainsi permettre l'application du capital social à l'action collective. La distinction de Bourdieu entre le réseau social et le capital social, déterminée par l'intention de l'acteur, disparut dans les théorisations subséquentes pour laisser place à un concept disponible à la collectivité.

Or, notre recherche se voulant principalement orientée sur l'analyse de l'engouement généralisé des mobilisations populaires en Argentine durant la crise de 2001-2002, nous laissons de côté la définition de Bourdieu du capital social. Ce dernier, qui conçoit le capital social comme un instrument de domination, se voit restrictif et peu opportun dans le cadre de notre recherche. Nous cherchons à cerner le caractère impulsif de la participation citoyenne qui émerge selon une structure horizontale. Structure qui va au-delà de l'emprise d'une personne ou d'un groupe donné, mais qui offre un bien collectif disponible à l'ensemble de la société.

La définition de Coleman, quant à elle, insiste sur le fait que certains attributs subjectifs, telles la confiance, les attentes ou les normes, sont endogènes à certaines relations sociales spécifiques. En effet, la confiance sociale, importante dans la théorie de Coleman, n'est pas associée à la «confiance sociale généralisée», mais plutôt utilisée comme un dispositif appliqué à un contexte précis où certains individus ou groupes d'individus pourront être en confiance (Edwards, Foley et Diani, 2001, p. 10). Cette conception situationnelle du capital social le garde strictement disponible dans une structure sociale spécifique. Les membres ont

accès au bénéfice du capital social tandis que les non-membres n'y ont pas droit. Ainsi, le capital social est conçu comme une ressource sociostructurelle disponible seulement à travers une relation. Cette condition théorique limitative ne représente pas l'angle de recherche escompté. Ainsi, nous choisissons, pour des raisons de convenance et d'opérationnalisation, d'écarter la conception de Coleman du capital social présentée comme une ressource individuelle. Dans le cas qui nous concerne, la conception communautaire du capital social de Putnam est plus utile considérant l'étude macro-sociale de la crise argentine. Par exemple, avec la conception de Putnam, il est possible d'évaluer la variable de la confiance sociale généralisée reliée à la situation socioéconomique particulière de l'Argentine.

Ajoutons que Coleman ne fait pas référence à la société civile ni aux organisations qui engagent l'État. Pour lui, le rapport entre le capital social, ou confiance sociale, et les bénéfices publics est indirect et intervient par l'entremise d'intermédiaire. Par exemple, il décrit la relation entre un médecin et un patient, qui pourrait indirectement occasionner une augmentation des coûts publics des soins de la santé une fois la confiance perdue entre ces derniers. Selon lui, les coûts publics seraient occasionnés par les tarifs plus élevés des assurances des médecins pour pratiquer leur métier ou par l'abandon de l'exercice des fonctions de certains médecins occasionné par la peur de consultation de patients (Coleman, 1990, p. 303).

Nous notons que les conceptions de Coleman et Bourdieu se rejoignent dans la considération du capital social en tant qu'instrument utilisé afin de produire un flux de biens et services tangibles entre les individus ou groupe d'individus. Par exemple, suivant leurs conceptions, une personne peut utiliser son réseau de connaissances en vue d'obtenir un nouveau travail ou une gardienne pour ses enfants. À l'inverse, Putnam entrevoit le capital social comme étant lié à la production de biens et services communs, tels l'engagement civique ou l'esprit de coopération et ce, disponible à la communauté entière (Edwards, Foley et Diani, 2001, p. 8)

Aux fins de notre recherche, nous choisissons d'analyser le capital social tel un ensemble de réseaux sociaux à disposition de la communauté plutôt que comme une ressource personnelle. Notre question de recherche examine la société argentine en tant

qu'ensemble. La crise argentine de 2001 a frappé plus profondément les classes sociales moyennes et inférieures tout en laissant l'ensemble de la population en état d'alerte. Nous constatons que la définition de Coleman, qui nous propose une définition de capital social caractérisée par des obligations et des attentes entre les individus à l'intérieur de chacun des réseaux sociaux rapportant des objectifs propres à ce même individu ou réseau, est inadéquate. Notre recherche cible plutôt l'évaluation de la confiance sociale généralisée et l'association volontaire (assemblés de quartier, *piqueteros*, entreprises récupérées) présente en Argentine en 2001-2002. Nous convenons que les réseaux sociaux présents durant la crise reposaient de prime abord sur des objectifs personnels et fondamentaux immédiats (vouloir un travail, manger, etc.), tout en figurant que le lien qui unissait les réseaux ne se limitât pas au groupe ou à l'individu, mais bien à l'ensemble des Argentins.

Ainsi, Putnam est le théoricien le plus près de notre recherche dans la mesure où il utilise une vision macro-sociale du concept qui intègre l'action collective et la coopération. Sa conception sera notre point de référence pour évaluer le rôle du capital social dans la crise argentine. De plus, rappelons que Putnam est celui qui opérationnalisa le concept de capital social, qui tenta de le rendre mesurable. Les critères d'analyse choisis et présentés en introduction, soient la confiance sociale, la confiance politique, certains aspects de la démocratie et les associations collectives, découlent des ouvrages de Putnam. Notons que pour des besoins d'opérationnalisation, nous avons déconstruit le concept de capital social. Les variables étudiées et analysées individuellement dans le cas argentin font, dans les faits, partie intégrante de la conceptualisation du capital social. Les variables sont interreliées et ne sont pas étudiées de façon étanche.

## 2.2 Appareil conceptuel

Plusieurs approches de recherche sont utilisées dans ce mémoire. Dans un premier temps, nous utilisons une démarche comparative des données recueillies entre 1995 et 2005, notre limite temporelle de recherche. Pour ce faire, nous transposons graphiquement les données de façon à pouvoir mettre en évidence la période qui nous intéresse, soit l'éveil de la mobilisation collective vers 1997 jusqu'à la crise de 2001-2002. Selon le cas, nous

comparons les données avec la moyenne mondiale (confiance sociale) ou à l'aide d'une comparaison des variations au fil du temps (confiance politique). Sur une période approximative de dix ans, les variables définissant le capital social sont analysées et mises en relation.

Aussi, nous utilisons une démarche descriptive et brossons un tableau qualitatif du capital social présent en Argentine. Pour ce faire, nous recourons à la recherche primaire. Des entrevues standardisées ont été réalisées auprès des Argentins, ce qui nous permet d'introduire des données tangibles et concrètes qui se différencient des recherches secondaires s'inspirant de données d'autrui. Et finalement, nous faisons appel à la recherche secondaire et aux travaux d'autrui disponibles sur le sujet.

Tel que mentionné, notre cadre de recherche s'inspire principalement de la conceptualisation du capital social de Putnam. À cela, nous ajoutons les idées sommaires de Bourdieu et Coleman, notamment celles qui se réfèrent à la définition du concept, telles que l'association des organisations sociales et certaines conditions de cohésion entre les individus. Nous reprenons aussi certains auteurs désirant compléter le concept, ou même critiquer les ouvrages de Putnam. Les travaux de Fukumaya (2000), Edwards, Foley et Diane (2001), Uslaner (2003), Cortes et Kessler (2006), Knack (2002), Newton (2001), Levi (1998), Portes (2000), Inglehart (1999), Hooghe et Stolle (2003) viennent étoffer notre conception du capital social. Ces auteurs examinèrent avec attention certaines variables moins étudiées chez Putnam, en éclaircissent d'autres, et placèrent le capital social dans un contexte différent de celui de Putnam. Les ouvrages des différents auteurs relativisent les fondements du capital social énoncés par Putnam et nous permettent d'y voir plus clair.

D'autre part, nous basons notre réflexion sur la définition de démocratie de Dahl. Aussi, nous considérons la contribution de Tocqueville sur le pouvoir collectif et sur les facteurs de mobilisation de la société civile. Nous utilisons une synthèse entre les différents courants énoncés afin de mieux construire un concept qui est opérationnalisé dans chacun des chapitres de la recherche. Nous sommes conscientes que notre choix théorique a été critiqué et controversé, et nous considérons avec attention ces imperfections tout au long du mémoire.

Par exemple, nous tenons compte de l'absence de consensus sur la façon de mesurer le

capital social, sur la relation entre la confiance sociale générale et la participation collective parfois difficile à démontrer et la qualification du rôle de l'association dans le développement d'une attitude ou d'une norme comme habileté à résoudre les problèmes collectifs parfois exagéré ou négligeant certains facteurs considérables. Ces objections n'enlèvent en rien la pertinence de notre recherche. Nous gardons en tête les éléments théoriques justifiés tout en nuancant nos résultats de recherche. De plus, nous optons pour un amalgame de recherche qualitative et quantitative. Nous créons ainsi une conception plus complète de recherche. La recherche quantitative n'offrant parfois pas de réponse suffisamment précise, nous reprenons qualitativement chacune des variables étudiées.

Afin d'opérationnaliser notre recherche, nous choisissons d'étudier quatre variables qui tracent les contours ou qui peuvent influencer le concept de capital social, soit : la confiance politique, l'état de la démocratie, la confiance sociale généralisée, et les associations volontaires. Rappelons que ces variables proviennent de la conception de capital social de Putnam, conception qui se rapproche le plus de notre étude. En effet, Putnam est l'auteur qui a opérationnalisé le concept et nous a servi de modèle pour l'adoption des critères d'analyse. De plus, ce dernier considère la dynamique sociale de développement de capital social à l'échelle de la collectivité tout en faisant un rapprochement entre le capital social et la politique. L'étude du cas argentin cherche précisément à analyser le capital social dans le contexte sociopolitique relié à la crise de 2001-2002. Chaque chapitre est alloué à une variable et sert d'espace de discussions nous permettant de comparer les aspects théoriques avec les aspects spécifiques du cas argentin étudié.

Dans un premier temps, nous avons choisi d'étudier la confiance politique, variable qui entremêlée au concept de démocratie chez Putnam est perçue comme une cause et une conséquence du désengagement social (Putnam, 2000, p. 347). Ainsi, cette variable nous apparaît nécessaire à la compréhension de la relation entre le capital social et l'État durant la crise de 2001. L'analyse de la confiance politique permet de dépeindre le portrait global de la société argentine vis-à-vis les performances démocratiques en moment de crise et l'influence

de cette variable sur la création de capital social<sup>2</sup>.

Ensuite, le concept de la démocratie est étudié, dans la mesure où il s'agit d'une contribution remarquable des travaux de Putnam. En effet, ce dernier affirme qu'une société caractérisée par de hauts niveaux de capital social contribue à une société plus démocratique. De plus, certaines études scientifiques suggèrent que les sociétés possédant les plus hauts niveaux de confiance sociale généralisée (moteur de capital social selon Putnam) et politique sont des sociétés jugées démocratiques (Putnam, 2000 ; Uslaner, 2003). Par conséquent, ces arguments invitent à évaluer l'état de la démocratie en Argentine de même que certains aspects inclus dans la définition de la démocratie et reliés au capital social, soient la liberté d'expression et le droit à l'associationnisme.

Par la suite, nous étudions la confiance sociale généralisée en Argentine puisqu'il s'agit du principal facteur de cohésion sociale décrit par Putnam. En effet, selon ce dernier, la confiance sociale généralisée est la pierre angulaire du concept de capital social et s'avère nécessaire à son développement.

Finalement, une fois les paramètres de création de capital social évalués, nous les associons avec la quatrième variable, l'association volontaire, soit l'aboutissement de capital social. De cette façon, nous sommes en mesure de répondre à notre question de recherche et de cerner le rôle du capital social durant la crise de 2001-2002 en Argentine.

### 2.3 Hypothèses

Notre recherche entreprend la démonstration de l'hypothèse principale plutôt large, à

---

<sup>2</sup> La confiance politique n'est pas l'équivalent du capital social, mais plutôt une variable qui peut l'influencer. Il s'agit d'une relation circulaire qui reste floue sur le plan théorique. Nous savons qu'elle se définit par l'évaluation des performances politiques que font les citoyens de leur gouvernement par rapport leurs attentes. Nous sommes au fait que la variable est influencée par le contexte socioéconomique, perçu comme un résultat de performance politique. Elle exerce une influence sur la confiance sociale généralisée, ou capital social (sect. 3.2), mais nous ne savons pas si elle agit comme la source ou comme le résultat de capital social.

l'aide des sous hypothèses qui deviennent des chapitres.

Hypothèse : Le capital social influence la crise argentine de 2001-2002.

Sous-hypothèse 1 : La confiance politique véhiculée par la population aux dirigeants et à leurs institutions lors de la crise argentine de 2001-2002 a contribué à la création de capital social.

Sous-hypothèse 2 : L'état de la démocratie et les caractéristiques (e et g ci-dessous) de la démocratie ont contribué à la création de capital social lors de la crise argentine de 2001-2002.

Sous-hypothèse 3 : La confiance sociale a contribué à l'essor du capital social durant la crise de 2001-2002 en Argentine.

Sous-hypothèse 4 : Les associations volontaires formelles et informelles ont permis de surmonter la crise de 2001-2002 en Argentine.

En vue de répondre à la question de recherche, nous proposons qu'effectivement, le capital social a joué un rôle durant la crise argentine de 2001-2002. Nous supposons qu'à l'inverse des principes de la théorie du capital social qui indiquent qu'avec des conditions de confiance politique et sociale élevées, de respect de la démocratie et un libre cours des associations volontaires, le capital social occuperait des niveaux supérieurs dans un pays en situation de crise. Seule la recherche en profondeur tranchera.

## 2.4 Méthodologie

Nous utilisons différentes méthodes afin de répondre à notre question de recherche. Dans un premier temps, nous utilisons l'entrevue semi-dirigée, méthode de cueillette de données qui apporte un aspect plus qualitatif à nos réponses de recherche. Les entrevues réalisées viennent compléter nos lectures et agissent comme point de comparaison entre la recherche théorique et la recherche empirique. L'analyse d'entrevues permet de dépeindre

des facteurs difficilement mesurables par le biais d'études quantitatives. Ensuite, nous consultons des documents scientifiques tels, livres, articles scientifiques et base de données. Le logiciel d'analyse statistique SPSS est utilisé pour extraire les données de confiance sociale généralisée des enquêtes internationales du *World Values Survey* (WVS). La recherche scientifique, moins subjective, fait état de faits théoriques. La recherche scientifique et la recherche empirique sont ainsi complémentaires. Finalement, nous recourons à la recherche secondaire afin d'incorporer les recherches déjà réalisées par d'autres auteurs sur le concept de capital social. Nos principales sources théoriques se réfèrent aux travaux de Putnam, Coleman et Bourdieu. Aussi, nous faisons référence à différents travaux historiques sur l'Argentine et à des témoignages de citoyens ayant vécu la crise de 2001-2002, exemples de coopération et d'associations collectives (*piqueteros*, assemblées de quartier, entreprises récupérées).

Notre questionnaire d'entrevue est constitué de questions semi-dirigées ouvertes (voir le questionnaire d'entrevues reproduit dans l'appendice B). Nous avons administré les entrevues de façon orale à 12 sujets dans la région de Buenos Aires et nous les avons enregistrées à l'aide d'un magnétophone. Les sujets sont issus de la classe moyenne et constitués de : six professionnels, un chômeur, deux retraités, deux étudiants et un exilé<sup>3</sup>. Ils ont été choisis tout d'abord en fonction de nos professeurs et connaissances rencontrés durant notre séjour en Argentine, pour ensuite contacter les personnes-ressources, les accointances et les connaissances pertinentes mentionnées par les interviewés, tel un réseau de contacts. Un consentement oral a été demandé à tous les sujets.

Afin de valider la démonstration de notre recherche, nous énonçons clairement notre question de recherche, nous dégageons les hypothèses et les critères de recherche reliés aux hypothèses, et nous comparons les hypothèses avec la réalité terrain et théorique étudiée. Chacune des variables présentées dans la section 2.5 forme un chapitre et nous revenons

---

<sup>3</sup> L'échantillon de seulement 12 sujets peut présenter un biais. Toutefois, nous ne sous-entendons pas que les entrevues réalisées à Buenos Aires en 2010 sont représentatives de la société argentine dans son ensemble. Les entrevues ont été réalisées dans une démarche de récolte d'informations provenant de la classe moyenne argentine, tranche sociale la plus affectée par la crise, mais aussi la plus susceptible de tirer profit de denses réseaux sociaux.

spécifiquement sur chacune d'entre elles en détail. Dans la section ci-dessous seules les mesures de chacune des variables sont présentées, sans entrer dans les particularités théoriques ou la mise en contexte détaillée argentine.

## 2.5 Variables

### 2.5.1 Confiance politique

La confiance politique rassemble les notions d'éthique et d'honnêteté d'un gouvernement tout en incluant les critères d'habileté et d'efficacité des décisions politiques (Renshon, 2000). Cette variable, que nous étudions au chapitre III, se réfère à l'évaluation des performances politiques en comparaison avec les exigences politiques de la population. En effet, la perception populaire vis-à-vis un gouvernement reflète le niveau de confiance politique : plus de manifestations populaires laissent présager de bas niveaux de confiance politique. Il existe deux types de «supports» afin d'expliquer la confiance politique : le spécifique référant à la satisfaction de la performance des autorités politiques et le diffus référant à l'attitude du public vis-à-vis le régime politique (Hetherington, 1998).

D'un côté, si le support diffus diminue, alors la légitimité du gouvernement est remise en question par la population et celui-ci éprouve des difficultés à rester efficace sans un minimum de soutien populaire. De l'autre côté, le manque de support spécifique s'illustre par la contestation et rend plus difficile pour un dirigeant de mobiliser les ressources nécessaires à la résolution de problème.

En Argentine, nous voyons que le support diffus et spécifique a été remis en cause par la population durant la crise. Les autorités se sont vues demander de quitter le pouvoir par voie de manifestation, en partie expliquée par le mécontentement généralisé envers la gouverne sociale, politique et économique en place. Dans ce cas, la confiance peut affecter les deux types de supports.

La confiance politique offre de nombreuses implications. Les individus s'attendent à ce que le gouvernement soit juste et crédible, qu'il représente leurs intérêts et qu'il veille à ce

que tous les citoyens fassent leur part. Chaque citoyen agit selon l'évaluation rationnelle de son propre intérêt d'abord et base sa confiance ou défiance politique sur cette impression (Balme, Marie et Rozenberg, 2003, p. 452). Lors d'une crise de confiance, les individus jugent que les représentants politiques n'ont pas représenté leurs intérêts. Plusieurs conséquences peuvent s'ensuivre tels le désintérêt politique, les protestations populaires et/ou la recherche d'autodétermination.

La proposition théorique du capital social de Putnam fait mention de la relation entre le cynisme ambiant d'une population et leur gouvernement. Ce dernier explique que la confiance politique à la baisse tend vers un désengagement politique (Putnam, 2000, p. 347). Il ajoute que le désengagement politique, qui peut être exprimé par l'acte démocratique de voter, est lié au désengagement de la vie en communauté, et par le fait même, à la création de capital social (Putnam, 2000, p. 35). Considérant ce lien de causalité proposé par Putnam, nous cherchons à saisir la confiance politique en Argentine et son influence sur l'engagement politique et social. À l'intérieur de la limite temporelle choisie, nous cherchons à comprendre l'état d'esprit dans lequel les Argentins se trouvaient à l'égard de leurs représentants politiques.

Nous choisissons de mesurer la confiance politique en Argentine par trois critères d'analyse : le taux de vote en blanc ou nul aux élections présidentielles, la description qualitative de la satisfaction politique et l'interprétation de réponses aux entrevues sur la question.

- Pourcentage de la population ayant voté blanc ou nul aux élections présidentielles de 1989 à 2003. Cet indice démontre l'expression de revendication et d'engagement populaire dédié à l'État et ses institutions (Putnam, 2000, p. 35). Putnam utilise le taux de participation ou d'abstention aux élections comme indice d'engagement politique et d'engagement civique. Puisque le vote est obligatoire en Argentine, nous utilisons l'indice d'abstention ou d'annulation de vote comme indice de rechange (Zulfikarpasic, 2001).

- Description qualitative de la confiance politique en Argentine par l'analyse documentaire du cadre sociopolitique des années 1990. Putnam suggère que des conditions sociales de paupérisation de la population détruisent le sentiment d'appartenance alloué aux

représentants politiques et influencent le désengagement civique (Putnam, 2000, p. 343).

- Description qualitative de la satisfaction politique populaire par l'analyse de réponse des sujets aux entrevues semi-dirigées à la question : «Comment qualifieriez-vous votre niveau de confiance vis-à-vis l'État et les institutions politiques en 2001-2002? Et maintenant?». Cette question tente de cerner de façon qualitative le niveau de confiance politique. Il s'agit de recherche primaire, ou recherche de terrain, effectuée à Buenos Aires à l'été 2010, en vue d'obtenir, de façon plus concrète, l'appréciation politique des Argentins de la classe moyenne ayant vécu la crise de 2002-2002. Putnam explique que la confiance politique à la baisse diminue l'engagement politique et du même coup, influence à la baisse l'engagement civique (Putnam, 2000, p. 347).

#### 2.5.1.1 Contexte argentin

La crise argentine a été l'aboutissement d'une longue succession historique d'espoirs, de trahisons et d'échecs politiques. Encore aujourd'hui, notre visite en Argentine laisse l'impression que la confiance politique n'est pas tout à fait reconstruite. Nous chercherons à mesurer celle-ci au cours des années (1995-2005) pour ensuite analyser le lien entre la crise argentine de 2001-2002 et la création d'associations volontaires permettant la résolution de conflits collectifs (capital social). Nous cherchons à savoir si la confiance politique influence le capital social dans l'étude de cas argentin.

#### 2.5.2 Démocratie

Il existe plusieurs définitions de la démocratie. Aussi, sa relation avec le capital social et les critères pour la mesurer reste confuse. L'utilisation de la démocratie comme variable pose problème, mais reste nécessaire. Afin d'opérationnaliser la démocratie, nous déconstruisons le concept à l'aide d'une définition connue, celle de la polyarchie de Robert Dahl (Dahl, 2006).

La démocratie repose sur la considération égale des intérêts de chacune des personnes comprises dans une communauté politique lors d'une décision collective (Dahl, 2006). Ce type de gouvernement implique certaines caractéristiques, telles;

a- Le contrôle sur les décisions du gouvernement à propos de politiques est constitutionnellement acquis par les élus.

b- Les élus sont choisis et pacifiquement remplacés de façon relativement fréquente, juste et par élections libres dans lesquels la coercition est entièrement limitée.

c- Pratiquement tous les adultes ont le droit de vote aux élections.

d- La plupart des adultes ont le droit de se présenter aux fonctions officielles.

e- Les citoyens ont droit à la liberté d'expression, particulièrement l'expression politique, incluant la critique faite aux élus, la conduite du gouvernement, le système politique, économique et social dominant ainsi que l'idéologie dominante.

f- Les citoyens ont aussi accès à des sources alternatives d'information qui ne sont pas monopolisées par le gouvernement ou tout autre groupe.

g- Finalement, les citoyens ont le droit de former et de joindre des associations autonomes, incluant des associations politiques, tels que parti politique et groupe d'intérêts qui tente d'influencer le gouvernement en s'opposant aux élections et par d'autres moyens pacifiques.

Parmi ces caractéristiques concernant les contours de la démocratie, nous utilisons principalement les éléments e et g qui rejoignent le concept de capital social de deux façons :

- Le capital social a des effets «externes» sur le régime politique. Il permet aux individus d'exprimer leurs intérêts et leurs demandes au gouvernement, tout en se protégeant des abus de pouvoir. L'articulation d'intérêts populaires peut être démontrée par différents modes, soit la pétition, le barrage routier, la grève, la marche ou le rassemblement. Ces modes de communications articulent les opinions des citoyens et agissent en tant qu'intermédiaire entre

les citoyens et les élites (Newton, 2001b). La représentation par la masse multiplie et renforce en visibilité chacune des voix (Putnam, 2000). Quant aux médias, ils diffusent l'information. Notons que le capital social incite les discussions et les échanges à l'intérieur du réseau social, nous y reviendrons au chapitre IV.

- Le capital social a des effets «internes» sur les participants eux-mêmes. Les associations volontaires et l'engagement civique engendrent des échanges. Tocqueville observa qu'à l'intérieur des réseaux sociaux, «les consciences et les idées ne se renouvellent pas, l'âme ne grandit pas et l'esprit humain ne se développe pas, sinon à travers l'action réciproque des hommes les uns sur les autres» (Tocqueville, 1835, p. 515). Le système démocratique propose les meilleures conditions au surgissement d'activités associatives volontaires laissant place à la liberté d'expression. L'Argentine des années 1990 a été caractérisée par un mouvement d'insatisfaction et de protestation organisée. L'action collective se développa en réaction à ces insatisfactions (Svampa, 2005).

Nous comptons mesurer la démocratie selon les critères suivants :

- Description qualitative de l'état de la polyarchie en Argentine par une démarche comparative entre la définition de la démocratie de Dahl (Dahl, 1989, 2006) et l'analyse documentaire du cadre sociopolitique argentin. Putnam suggère qu'une société démocratique rassemble les conditions sociales et politiques (confiance sociale et politique) nécessaires à la création et au maintien du capital social. De plus, ce dernier affirme que le capital social contribue à la démocratie. (Putnam, 1995, 2000, p. 347 ; Uslaner, 1999, p. 141, 2003, p. 171)

- Description qualitative du respect des caractéristiques e et c de la polyarchie selon Dahl en Argentine durant la période étudiée. Nous effectuons une analyse documentaire relative au droit à l'association et à la liberté d'expression, caractéristiques de la démocratie liées à la création de capital social.

### 2.5.3 Confiance sociale généralisée

Margaret Levi définit la confiance comme : «a variety of phenomena that enable individuals to take risks in dealing with others, solve collective action problems, or act in ways that seem contrary to standard definitions of self-interest» (Levi, 1998). Ainsi, la confiance sociale a été intégrée au concept de capital social (Coleman, 1990; Fukuyama, 2000; Putnam, 2001). Elle fait partie d'une des composantes de la formation d'organisation qui permet à la société de faciliter l'action collective.

La confiance sociale généralisée permet aux citoyens d'augmenter le niveau d'engagement civique, considérant que les individus inclus dans une société jugée «de confiance» se joindront aux associations volontaires plus souvent (Putnam, 2000). Les réseaux sociaux résultent des individus qui se font confiance (Inglehart, 1999). De plus, le concept de Putnam propose que la confiance généralisée et l'engagement civique influencent les performances d'un gouvernement. L'argument exprime que l'association et la confiance sociale généralisée augmenteraient l'articulation et la considération des intérêts du gouvernement face à la société civile.

La relation entre la confiance politique et sociale n'est pas simple. Par exemple, si la confiance politique se réfère à l'évaluation de l'État et de ses institutions par la population, la confiance sociale nous renvoie à l'abandon des craintes vis-à-vis les concitoyens en général. Par contre, un bas niveau de confiance politique se reflète dans l'optimisme social et a tendance à le tirer vers le bas. À l'inverse, une méfiance sociale insinue une mince cohésion citoyenne, et une influence négative sur la performance de l'État. Les confiances politiques et sociales sont intimement reliées et entretiennent une relation circulaire. Les causes et conséquences sont interreliées, mais les concepts ne sont pas synonymes, c'est-à-dire qu'un individu peut faire confiance à son voisin sans pour autant faire confiance aux institutions politiques, et vice-versa. Nous y reviendrons en détail dans chacun des chapitres correspondants à ces variables.

De plus, tenant pour acquis qu'un gouvernement démocratique veuille réaliser les demandes populaires afin d'augmenter le nombre de votes qui lui est assigné, ce dernier sera réceptif aux intérêts de la société civile mobilisée (Hooghe *et al.*, 2003, p. 137). Aussi, il

existe une relation entre la démocratie et la confiance sociale généralisée. L'État peut construire de la confiance sociale, et ce, de trois façons. Premièrement, l'honnêteté d'un gouvernement peut promouvoir la confiance interpersonnelle en donnant l'exemple. Les gouvernements corrompus sont les sociétés avec le moins de citoyens confiants. Deuxièmement, la démocratie en soi promeut la confiance. La démocratie procure un «pouvoir» aux citoyens ayant moins de ressources et permet à ceux-ci de s'exprimer lorsque le moment est venu de prendre des décisions collectives. Et finalement, les performances d'un gouvernement peuvent aussi influencer l'opinion publique et par le fait même, inciter les citoyens à coopérer. Notons que lorsqu'un citoyen a confiance en son gouvernement, il est plus probable qu'il croit qu'il puisse l'influencer. (Uslaner dans Hooghe *et al.*, 2003, p. 172)

Nous comptons mesurer la confiance sociale en Argentine selon les réponses aux questions «en règle générale, pensez-vous qu'il est possible de faire confiance aux autres» et «pensez-vous que l'on est jamais assez méfiant». Ces données quantitatives sont fournies par *World Values Survey* (WVS<sup>4</sup>).

#### 2.5.4 Associations volontaires, mouvements sociaux et société civile

Un débat existe autour de la définition de la société civile. Les premiers à la définir furent Hegel et Tocqueville, qui virent la société civile «as a sphere of social interaction distinct from the economy and state, characterized by voluntary association, civil publics, the media of communication, and sets of subjective legal rights» (Cohen, 1999, p. 213). Par la suite, une dimension culturelle et symbolique a été ajoutée au concept par Gramsci. La société civile fut alors conçue tels un champ symbolique et un réseau d'institutions et de pratiques donnant lieu à la formation de valeurs, de normes pragmatiques, de significations, et d'identités collectives (Cohen, 1999).

---

<sup>4</sup> Le *World Values Survey* est un réseau mondial de chercheurs en sciences sociales qui étudie l'évolution des valeurs et leurs impacts sur la vie sociale et politique. WVS travaille en collaboration avec *The European Value Study* (EVS) et réalise des enquêtes au niveau national dans 97 sociétés, représentant près de 90% de la population mondiale.

En effet, la notion de société civile évolua avec le temps selon les événements et les régions. Les associations et les réseaux menèrent à la contestation sociale. L'emphase sur l'aspect dynamique, créatif, innovateur et contestataire de la société civile donna lieu à la contribution des réseaux informels, des initiatives et des mouvements sociaux, différentes des associations volontaires formelles (Cohen, 1999). À l'intérieur de la sphère publique, les citoyens pouvaient discuter, échanger des opinions, des intérêts et des valeurs. Différents types d'associations prirent forme, les formelles entrepris à travers une organisation et les informelles, sur une base un à un (Williams, 2003). Dans le cas qui nous concerne, nous nous intéressons davantage aux associations formelles, c'est-à-dire celles qui engagent particulièrement l'État.

Dans la proposition théorique de capital social de Putnam, ce dernier indique que la société civile constitue l'arène de production de normes de confiance et de réciprocité qui soutient la civilité, la participation civile et la démocratie (Putnam, 1993). En effet, ce dernier argumente que l'association volontaire organisée horizontalement atténue les clivages sociaux et tend à alimenter la coopération sociale, renforcer les normes de réciprocité, et ainsi mener vers une société démocratique plutôt que hiérarchiquement segmentée (Hooghe *et al.*, 2003, p. 23). De plus, les toquevilliens argumentent que l'interaction face à face est essentielle à l'organisation volontaire formelle afin de générer des normes démocratiques parmi les citoyens.

Notre recherche se concentre sur certaines associations volontaires formelles cherchant l'autodétermination politique. Nous cherchons à décrire les organisations présentes avant, durant et après (1995-2005) la crise argentine. Cette variable nous sert d'élément de réponse qualitative à notre question de recherche, mettant en relation l'engagement civil volontaire avec la crise argentine. Aussi, nous tentons de délimiter les intérêts et les raisons de leurs actions durant la crise afin d'apporter une explication causale.

Nous comptons mesurer l'association volontaire en Argentine selon les critères suivants:

- Description qualitative des organisations issues de la crise de 2001-2002 en Argentine (*piqueteros*, assemblés de quartier, entreprises récupérées). Nous effectuons une analyse documentaire portant sur chacune des organisations étudiées. Cet indice est tiré de

l'affirmation de Putnam selon laquelle les organisations volontaires, ou réseaux sociaux, constituent une forme de capital social (Putnam, 2000, p. 49).

- Description quantitative approximative des organisations formelles et informelles. Ici, un ordre de grandeur est considéré comme étant plus significatif que le chiffre précis, qui lui peut avoir des problèmes d'exactitude.

Pour les associations volontaires informelles :

- Description qualitative de l'engagement volontaire informel par l'analyse de réponse des sujets aux entrevues semi-dirigées à la question: «Vous êtes-vous rassemblé avec votre famille ou vos voisins en vue de discuter des événements? Si oui, décrivez». Cet indice est tiré de l'affirmation selon laquelle les associations informelles, telles les discussions entre amis ou avec la famille, constituent une forme de capital social (Putnam, 2000, p. 93).

Pour les associations volontaires formelles :

- Description qualitative de l'engagement volontaire formel par l'analyse de réponse des sujets aux entrevues semi-dirigées aux questions: «Avez-vous participé à une organisation formelle en vue de résoudre les problèmes collectifs présents dans la communauté? Si oui, décrivez. Sinon, pour quelles raisons?». Dans l'affirmative : «Avez-vous eu l'impression de faire avancer les choses, d'avoir obtenu des résultats concrets issus de ces rencontres? Si oui, lesquels?» «Au cours des années qui ont suivi, avez-vous continué de participer à ces organisations? Si oui, lesquelles et décrivez. Sinon, pour quelles raisons?» Cet indice est extrait de la définition de Putnam du capital social qui se réfère à une ressource issue de la vie sociale qui permet à la société civile d'agir collectivement de façon plus effective afin de poursuivre des objectifs communs (Putnam, 1995, pp. 664-665). Nous appliquons cette définition au contexte argentin en situation de crise.

L'analyse des associations volontaires formelles en Argentine durant la crise de 2001-2002 permet de mettre en relation les variables de confiance politique, de confiance sociale et l'état de la démocratie. Ainsi, nous approfondissons notre réflexion sur le paradoxe théorique du capital social se référant à la nécessité du haut niveau de confiance pour faciliter

l'associationnisme. Nous cherchons à expliquer pourquoi l'étude de cas argentin semble plutôt évoluer à l'inverse. Le retour de la démocratie procédurale en 1983 redonnant libre cours aux manifestations populaires et à la liberté d'expression pourrait être une piste de réponse.

De plus, nous évaluons les valeurs et normes qui émanent des associations volontaires. Plusieurs questions sont posées. Par exemple, quelle était la nature des échanges à l'intérieur des associations? Est-ce que celles-ci étaient vouées au bon fonctionnement à plus long terme? Que dire de la confiance et de la réciprocité dans le temps? Est-ce que le capital social durant la crise a amené une nouvelle façon de concevoir la politique de la part des élus? Et que dire des conditions sociales et de leurs répercussions sur le capital social? Les conclusions de notre recherche sauront cerner ces questions.

## CHAPITRE III

### LA CONFIANCE POLITIQUE

En Argentine, tout comme en Amérique latine, l'histoire témoigne d'une tendance vers de bas niveaux de confiance envers l'État et ses institutions. L'instabilité démocratique et institutionnelle, les conflits sociaux et politiques de même que les régimes militaires caractérisés par la répression expliqueraient ces bas niveaux de confiance. Ce chapitre veut contribuer à l'explication de ce phénomène de méfiance dans une période plus récente.

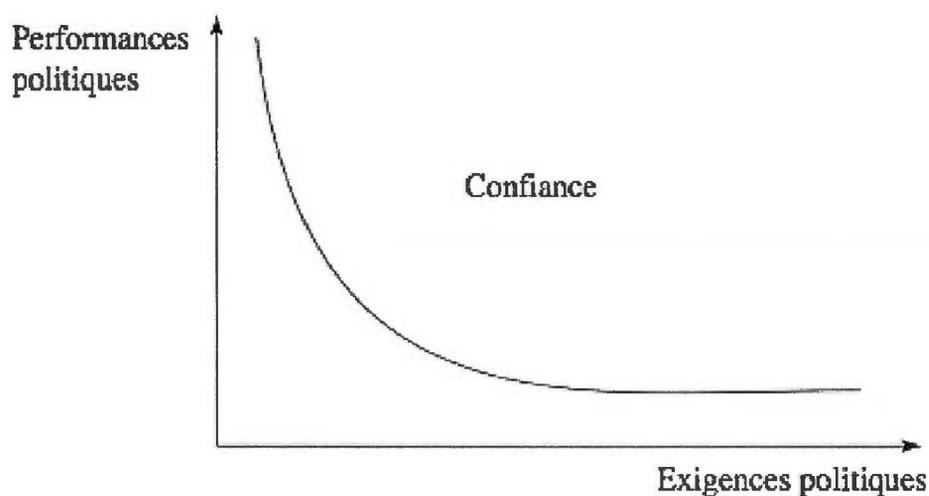
#### 3.1 Définition de la confiance politique

Chacune des variables qui interagissent avec le capital social étant reliée aux autres, nous déconstruisons le concept de capital social pour nous attaquer à la variable de confiance politique seulement. Nous débutons par une description théorique de la variable, pour ensuite être en mesure de valider ou d'infirmer notre hypothèse et d'appliquer la définition de confiance politique au cas plus spécifique de l'Argentine. Par définition, la confiance politique se réfère à l'évaluation d'un gouvernement relative à ses opérations, basée sur les attentes normatives de la population (Miller dans Hetherington, 1998, p. 791). En d'autres mots, la confiance politique est un indice de performance du système politique aux yeux des citoyens.

Dans la perspective d'un rapport dynamique entre les performances de l'action publique vis-à-vis les exigences politiques de la population, la confiance politique s'exprime selon le tableau ci-dessous. La thèse proposée par Tocqueville et élaborée par Gurr dans son analyse de l'action collective (Gurr, 1970 dans Balme, Marie, Rozenberg, 2003) indique que de

pauvres performances politiques, qui ne réussissent pas à résoudre les problèmes collectifs, diminuent la confiance politique.

Figure 3.1 : La relation entre performance et exigence dans la formation de la confiance politique.

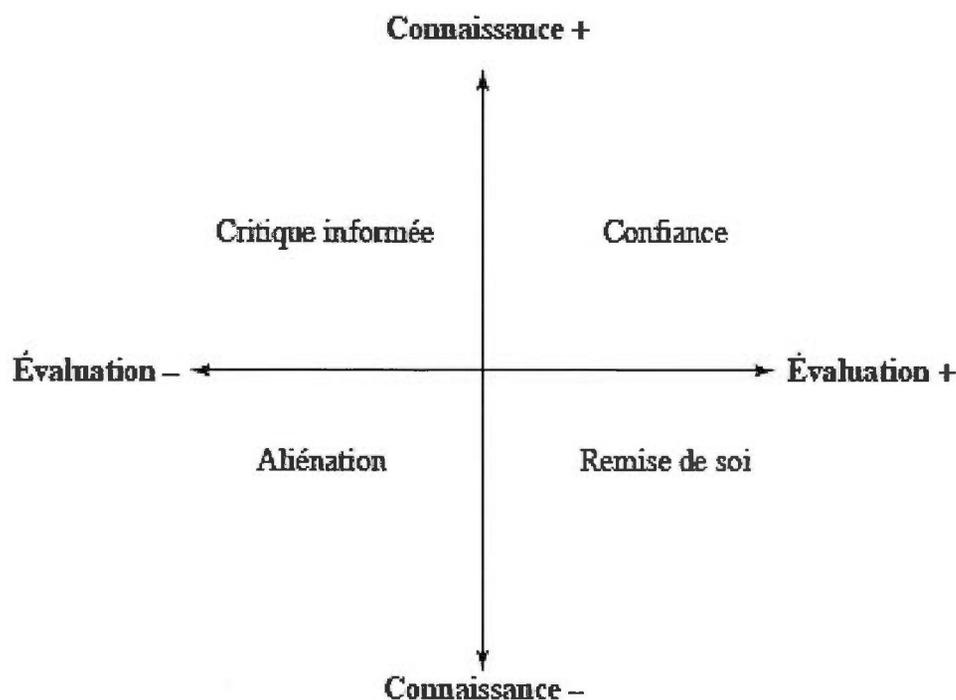


Tirée de Gurr, dans Balme, Richard, Jean-Louis Marie et Olivier Rozenberg. 2003. «Les motifs de la confiance (et de la défiance) politique : intérêt, connaissance et conviction dans les formes du raisonnement politique». *Revue internationale de politique comparée*, vol. 10, no 3, p. 436.

Selon le graphique 3.1, plus les citoyens ont de hautes attentes à l'égard de leurs dirigeants politiques, plus ceux-ci ont tendance à être déçus des performances politiques et par conséquent, leur confiance politique diminue. Dans le même ordre d'idée, plus les performances politiques augmentent, plus la confiance politique augmente.

À ce modèle, nous jugeons important d'ajouter le facteur de la disponibilité de l'information, élément essentiel à la formation du jugement et à la prise de position politique. Dans une étude relatant des motifs de la confiance et de la défiance politique, l'auteur Balme représente, par le graphique 3.2, la formation de l'opinion politique en fonction de la connaissance politique (Balme, Marie et Rozenberg, 2003, p. 437).

Figure 3.2 : La relation entre évaluation et connaissance dans la formation de la confiance politique.



Tirée de Balme, Richard, Jean-Louis Marie et Olivier Rozenberg. 2003. «Les motifs de la confiance (et de la défiance) politique : intérêt, connaissance et conviction dans les formes du raisonnement politique». *Revue internationale de politique comparée*, vol. 10, no 3, p. 437.

Dans la case supérieure droite, le citoyen en confiance se dit connaître la politique de son pays et en faire une évaluation positive. Dans le cas contraire, la critique négative mais informée des performances politiques exprime une méfiance politique en toute connaissance de cause. Sans pour autant prétendre à la parfaite accessibilité de l'information en Argentine qui situerait le niveau de confiance politique de l'Argentin dans la case supérieure droite, nous considérons que le citoyen pouvait constater par lui-même l'état dégradant des conditions sociales et se former une opinion propre. Notons que dans un contexte d'instabilité économique, politique et social grandissant (chap. I), la libéralisation politique récente tend à rendre les citoyens méfiants face à l'État et exigeants à l'égard de ces performances politiques. Quant à l'aliénation, synonyme de renonciation, elle résulte du désintéressement

politique suite à de faibles performances de l'État. Selon Balme, une diminution de la connaissance politique s'explique par la piètre qualité de la représentation politique (sect. 3.4.2), phénomène notamment observé en Argentine. Dans le cas argentin, ce chapitre démontre que la crise de 2001-2002 se situe du côté gauche du graphique, ciblant principalement le scepticisme politique (sect. 3.3 et 3.4). Nous reviendrons plus particulièrement sur les causes de la méfiance politique en Argentine dans ce chapitre (sect. 3.3) mais avant cela, attardons-nous aux différentes formes d'évaluation politique qui construisent la confiance.

### 3.1.1 Indices d'évaluation politique

L'évaluation politique positive ou négative varie selon différents facteurs. Les études d'Hetherington considèrent six facteurs en cause (Hetherington, 1998). Tout d'abord, le président lui-même, en tant qu'acteur principal du gouvernement, donne le ton global au fonctionnement gouvernemental. Ensuite, les institutions, tels le Congrès ou la Cour suprême, forment les appareils politiques également soumis aux exigences politiques. Une gestion juste, équitable et transparente de l'appareil politique stimule un climat de confiance politique. Dans le cas qui nous concerne, il ne va sans dire que ces exigences d'impartialité ont été soumises aux critiques de plus d'un en Argentine à l'aube de la crise. Menem, cet homme séduisant à la gestion populiste et instigateur des politiques néolibérales, a été placé aux bancs des accusés pour les conséquences de ces politiques, tout comme le gouvernement du moment (sect. 3.3.2).

L'évaluation politique peut aussi varier selon les désirs de la population et la réceptivité du gouvernement à cet égard. L'évaluation politique conformément aux résultats gouvernementaux est liée à la résolution de problèmes sociétaux. La mesure de performance gouvernementale en réaction à certains changements sociaux, culturels ou économiques, ensuite traduite positivement ou négativement par les différents médias, joue un rôle notable dans la variation de l'opinion publique. Finalement, certaines caractéristiques sociales telles, l'âge, la race, l'éducation, le revenu et le genre figurent comme facteurs pouvant influencer la

confiance politique. En référence à ces différentes caractéristiques sociales, malgré leur pertinence dans la discussion théorique du capital social, nous les écartons des facteurs influençant la confiance politique en Argentine, étant donné l'état de crise généralisée, atteignant les jeunes et moins jeunes, riches et moins riches, etc.

Finalement, selon Hetherington, la confiance politique se calcule selon la somme des niveaux de confiance individuelle de la population. Ce dernier ajoute que les sentiments ressentis par plusieurs acteurs collectifs (associations, groupes, réseaux sociaux) affectent plus les individus que l'inverse (Hetherington, 1998). Enfin, la variable est endogène et bidirectionnelle.

### 3.2 Confiance politique vis confiance sociale, une relation circulaire?

Dans ce mémoire, nous avons affaire à deux variables de confiance, l'une politique, l'autre sociale, qui à travers le concept de capital social, entretiennent une relation encore confuse sur le plan théorique. En effet, la confiance sociale, bien que nécessaire à la création de capital social, n'est pas sans lacunes dans la théorie quant à sa relation avec la confiance politique. L'unique rapprochement dont nous pouvons être certaines, est que le rapport entre ces deux variables est causal et circulaire. Certains affirment que la confiance sociale entraîne la confiance politique (Newton, 2001b ; Putnam, 2000) et d'autres, l'inverse (Hooghe *et al.*, 2003 ; Rothstein, 2000).

L'auteur Uslaner réussit à vulgariser efficacement la relation circulaire entre la confiance politique et sociale (Uslaner, 2003). Il débute le raisonnement de la relation en supposant une confiance politique bien établie entre la population et son gouvernement. Ainsi, les performances gouvernementales sont jugées à la hauteur des attentes sociétales, tant au niveau de la personnalité spécifique du dirigeant, des institutions, que des politiques. Chacun de ces acteurs travaille efficacement au maintien de la confiance politique et contribue à l'instauration d'un climat de compromis. Selon Uslaner, les dirigeants politiques sont ultimement responsables des peurs et espoirs des citoyens. Néanmoins, la responsabilité institutionnelle associée à la confiance politique ne peut produire directement la confiance

entre les individus (confiance sociale). Cependant, un environnement de confiance politique peut permettre au gouvernement d'obtenir la latitude nécessaire pour résoudre les problèmes sociétaux majeurs et indirectement, augmenter la confiance sociale.

Ainsi, le rôle de l'État dans la structure sociétale est un facteur important. Pour illustrer concrètement la relation circulaire de confiance, nous prenons l'exemple de l'État qui encadre les relations entre individus à travers un système légal fort. De cette façon, l'État gagne la confiance politique des citoyens de par ses capacités à faire régner l'ordre. Alors, la confiance politique qui découle de cette situation peut rendre les citoyens moins craintifs à la collaboration, et encourager la confiance sociale.

Cette relation, qui semble intuitive, soulève plusieurs questionnements des plus pertinents dans le cas de l'analyse du capital social en Argentine. Par exemple, si le lien de confiance politique est brisé, alors la confiance sociale est-elle toujours possible? D'autre part, ces circonstances laissent imaginer que la démocratie est indispensable à la création de confiance sociale, à son tour équivalente au concept de capital social. Serait-ce que l'État démocratique est incontournable à la création de capital social? Certes, nous reviendrons plus en profondeur sur l'implication de la démocratie dans le capital social au chapitre IV, et sur la confiance sociale au chapitre V. Les deux types de confiance sont interreliés et indissociables du cas argentin. Y avait-il de hauts niveaux de confiance politique en Argentine avant et après la crise de 2001-2002? Comment pouvons-nous la mesurer? Est-ce que la confiance politique a influencé la confiance sociale? Il s'agit bien des questions auxquelles nous tentons de répondre tout au long du mémoire.

### 3.3 La confiance politique en Argentine

La crise argentine a été l'aboutissement d'une longue succession historique d'espoirs, de déceptions et d'échecs politiques. La crise de 2001-2002 ne fut pas soudaine, mais bien le point de chute de changements sociopolitiques devenus insupportables pour les Argentins. Dès le retour à la démocratie en 1983, cette méfiance, lentement généralisée, prit racine au rythme de l'échec des réformes (Robin, 2002, p. 19). Le passé laissa sa marque dans le cœur

des citoyens. Instinctivement, nous aurions tendance à penser que le retour à la démocratie aurait soutenu la confiance politique, ce qui selon toute vraisemblance n'a pas été le cas, du moins, à partir de la seconde moitié des années 1990. Suivant la courbe du rapport entre les performances et exigences politiques qui traduit la confiance politique de la section 3.1, nous évoquons la possibilité que les attentes relatives au retour démocratique aient été plus élevées que les performances politiques, qui elles ont dégénéré.

### 3.3.1 Cadre socio-politique : le néolibéralisme, un projet de société injuste?

La crise d'hyperinflation de 1989 en Argentine a mené le gouvernement à prendre les actions nécessaires afin de réorienter les politiques sociales et économiques. Dès le premier mandat de Menem, il se chargea d'appliquer des réformes politiques néolibérales. Il s'agissait principalement de réformes sociales audacieuses ayant comme objectif la rationalisation et la réduction des dépenses publiques sociales (Cortes et Kessler, 2006, p. 4). Ces réformes frappèrent de plein fouet. Le désengagement de l'État et la privatisation des services publics polarisèrent l'Argentine; plus de gens riches, plus de gens pauvres.

Mais comment les Argentins ont-ils pu accepter et garder confiance en l'instigateur de ses réformes ainsi qu'en leurs viabilités en moment de grande instabilité? Une partie de la réponse se trouve dans le présidentielisme argentin, les traits personalistes du leader et sa tendance populiste<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> Définition du populisme : Qui cherche à dépeindre avec réalisme la vie des gens du peuple. Rey-Debove, Josette, et Alain Rey (1996). Le Nouveau Petit Robert - dictionnaire de la langue française. Le Petit Robert. Dictionnaires Le Robert: p. 2551.

Définition du populisme idéologico-politique : «la présentation des interpellations populaires-démocratiques en tant qu'ensemble antagonique vis-à-vis de l'idéologie dominante». Lauclau, *Política e ideología en la teoría marxista* dans Armony, «Populisme et néopopulisme en Argentine : de Juan Perón à Carlos Menem» *Politique et Sociétés*, vol. 21, no 2, p. 51.

Définition du populisme socio-économique : «un programme «développementiste» et «distributionniste» où le gouvernement produit un transfert de ressources favorisant l'industrialisation et la croissance du marché interne». Dornbusch et Edwards, *The Macroeconomics of Populism in Latin*

### 3.3.2 Les traits populistes de Carlos Menem

Menem était un personnage unique en son genre, qui aimait se faire remarquer et attirer l'attention. Souvent, il apparaissait dans les médias, photographié avec des personnalités artistiques et sportives. Il faisait partie du «jet set» argentin. À bord de sa «Menem-mobile», voiture rouge flamboyante, il parcourait les provinces, vêtu de blanc, pour saluer les gens, leur serrer la main, les embrasser et même leur déclarer leur amour – «je vous aime tous!» — disait-il (Armony, 2002, p. 63). (Armony, 2004)

Certes, l'instigateur des réformes sociopolitiques des années 1990 en Argentine avait un style populiste. Mais quelle portée cette attitude pouvait-elle avoir sur la confiance politique? Notons que le populisme survient souvent dans un moment de crise. De façon générale, il s'agit d'actions volontaires de l'État afin de mobiliser les classes populaires vers l'«ordre» social et politique. D'amener les citoyens à intégrer la société afin de légitimer les actions de l'État. Par exemple, avec Menem, le populisme fut sa façon de présenter le néolibéralisme à la population.

Historiquement, avec Perón<sup>2</sup>, le populisme était l'idée de la Grande Argentine, la rupture de la dépendance économique des capitaux étrangers, la valorisation de l'orgueil argentin et la valorisation du système d'assurance sociale. Comme l'indique Victor Armony, le caractère populiste peut, selon le cas, être utilisé à mauvais escient ou mener vers des conséquences négatives:

[...] Le populisme apparaît comme le complément politique naturel du néolibéralisme économique : en Amérique latine, où la société civile est faible, les institutions sont fragiles et les masses sont atomisées, un leadership personnaliste et

---

*America* dans Armony, Victor, 2002, «Populisme et néopopulisme en Argentine : de Juan Perón à Carlos Menem». *Politique et Sociétés*, vol. 21, no 2, p. 51.

<sup>2</sup> Juan Domingo Perón était un homme politique et militaire, président de l'Argentine de 1946 à 1955 et de 1973 à 1974. Dès son entrée en politique, Perón marqua l'imaginaire argentin en construisant les fondements d'une relation avec les travailleurs. Lui et sa deuxième femme, Eva Perón ou Evita, incarnèrent une figure de justice sociale.

clientéliste contribue à la fragmentation des identités collectives et à la démobilisation du peuple devant les réformes économiques. (Armony, 2002, p. 54)

Cette affirmation véhicule en tout point le cas argentin des années 1990. Menem utilisa le populisme comme instrument d'acceptation des réformes néolibérales, menant graduellement le pays vers des conséquences sociales graves. Cette justification des réformes en termes populistes raffermi la confiance politique qui liait l'électorat populaire au personnage politique.

Certes, Menem promettait l'Argentine rêvée des Argentins. Il promettait le retour de la performance économique, une «révolution productive» et une importante augmentation des salaires (Armony, 2004, p. 86). Il promit de faire tout ce qu'Alfonsín n'avait pas fait, tant au niveau social qu'économique. Des paroles remplies d'espoir, en parfaite harmonie avec les aspirations du peuple. Durant les premières années de son mandat, tous les indicateurs de performance reliés à la confiance politique lui étaient favorables. Menem avait réussi à construire le lien de confiance avec son gouvernement, de se faire traiter avec respect et de sentir une réciprocité.

Considérant cette relation entre le leader et la population, nous constatons que la satisfaction à l'égard des performances de l'action publique vis-à-vis les exigences politiques de la population a permis de maintenir, sinon d'alimenter la confiance politique en Argentine, du moins jusqu'à la réélection de Menem en 1995. Ajoutons que théoriquement, de hauts niveaux de confiance politique, bénéficient aux dirigeants politiques et aux institutions politiques qui récolteront les résultats électoraux du sentiment populaire (Hetherington, 1998).

### 3.3.3 Les conditions sociales en chute libre, la confiance politique à la baisse?

Que s'est-il passé ensuite? Le mandat renouvelé de Menem qui dura dix ans et qui débuta avec ferveur ne se termina pas avec autant d'éclat. Dès 1994, les aspects négatifs des réformes étaient plus évidents. Les coûts sociaux étaient palpables. La pauvreté et la précarité s'accroissaient. La réaction économique positive de la dollarisation, soit la parité d'un peso à

un dollar étatsunien, c'est-à-dire l'élimination de l'hyperinflation et le retour à la stabilité des prix de production, fut éphémère.

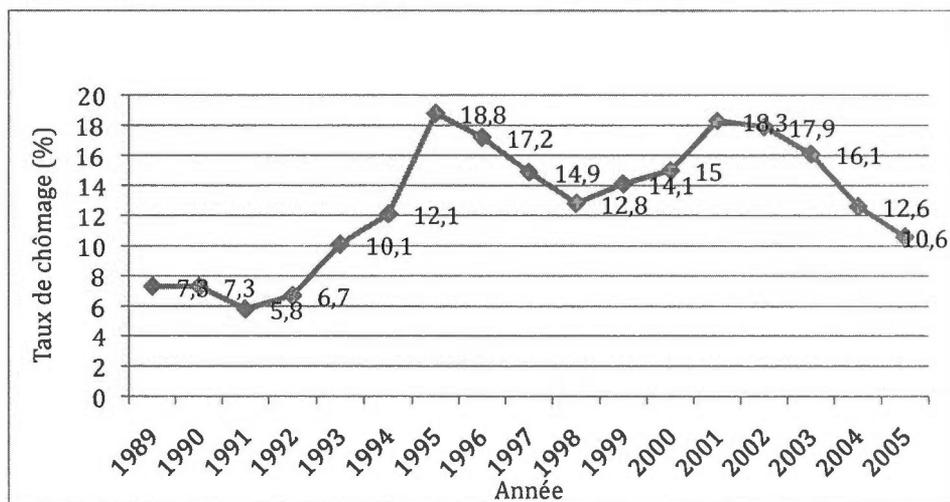
C'est alors que la perception de prospérité se montra sous son vrai jour. Une surévaluation du peso argentin mina la compétitivité de la production locale alors confrontée à un contexte de mondialisation. Les données de la figure 3.3, relatives au taux de chômage ne mentent pas. Les conditions sociales dégringolaient et l'évaluation des résultats de l'application des politiques néolibérales était nécessairement perçue négativement par la population. La confiance politique était en décroissance. Les promesses remplies d'espoir scandées avant les élections de 1989 par Menem n'étaient pas aussi reluisantes au terme du premier mandat. Les Argentins furent plus vigilants face aux promesses électorales de Menem et n'y croyaient plus avec la même conviction.

Cependant, Menem fut tout de même réélu, et avec plus de voix qu'en 1989<sup>3</sup>. Il promit de s'attaquer au problème de chômage. D'ailleurs, plusieurs arguments tentent d'expliquer la réélection de Menem. Par exemple, Victor Armony émet trois thèses reliées à cette majorité : le peuple attaché à la tradition péroniste resta loyal, ceux qui avaient bénéficié du plan de convertibilité et se sont endettés n'avaient pas avantage à choisir un autre modèle politico-économique, et ceux qui ne voulaient pas retourner dans la même situation économique hyperinflationniste qui précéda le mandat de Menem et préférait dénier plutôt que de revivre la même situation horrificante. (Armony, 2004, p. 97)

---

<sup>3</sup> Carlos Menem l'emporta en 1989 avec 47% des voix et avec 49,8% des voix en 1995.

Figure 3.3 : Taux de chômage en Argentine de 1989 à 2005.



Tirée de la Banque mondiale, La Banque mondiale (2012). Le Groupe Banque mondiale, consultée le 3 août 2011.

L'ouverture commerciale et la privatisation des entreprises publiques ont fragilisé sinon détruit le marché du travail argentin, faisant passer le taux de chômage de 5,8 % à 18,8 % entre 1991 et 1995. Les petits commerçants n'étaient plus en mesure de rivaliser avec les grandes chaînes commerciales. Les entreprises restantes se voyaient dans l'obligation de réduire leurs coûts d'exploitation pour rester compétitifs, tranchant dans les conditions de travail des employés.

Sur la variable de confiance politique, la privatisation des services sociaux et leurs conséquences sociales ont tendance à réduire la confiance envers le gouvernement et ses institutions (Sidicaro, 2010, p. 173). Par exemple, un citoyen qui participe activement dans la société en prenant part au marché du travail est plus conscient et plus confiant face à leurs politiques nationales que celui y vivant en marge. Le citoyen inclus dans la population active a l'impression de contribuer au bon fonctionnement de leur société.

Également, notons que les citoyens ont besoin de sentir l'impartialité des institutions pour avoir confiance en celles-ci et de savoir que l'État n'exprime pas de parti pris pour un groupe en particulier ou pour des intérêts particuliers. Lorsque la population présume que les

représentants politiques gèrent le pays justement et équitablement, de la même façon, celle-ci a aussi tendance à croire que les représentants politiques considèrent les demandes publiques suivant la même logique (ex : d'éducation, d'assurance sociale, de protection contre le crime, etc.) (Rothstein, 2000). Tel un effet d'entraînement vers la méfiance politique, les gens qui doutent de la bonne volonté du gouvernement, ont plus de difficulté à se conformer aux différentes réglementations. Ainsi, l'impartialité est une exigence de première nécessité en politique afin d'instaurer un climat de confiance (Levi, 1998).

Ajoutons que la fin des années 1990 fut caractérisée par le démantèlement des droits sociaux et laissa place à la polarisation et à l'hétérogénéité sociale. L'inégalité économique, sociale et politique créa une distance entre les secteurs dominants et la classe populaire. Notamment, ces inégalités s'exprimèrent par l'appauvrissement et l'exclusion d'une partie de la classe moyenne et une totalité de la classe ouvrière (Kessler, Svampa et González Bombal, 2010). Il ne va pas sans dire qu'au fil de la débâcle, la confiance, plus difficile à construire qu'à détruire, a perdu de la vigueur. L'impact de la pauvreté sur la confiance politique était direct : «poverty can lead to distrust» (Inglehart, 1999, p. 89). Les études d'Inglehart révèlent que le niveau de confiance est intimement lié à la situation économique<sup>4</sup>. À sa façon, Putnam énonce aussi que «people in high-poverty neighborhoods feel cut off from their political representatives and see political and community engagement as futile» (Putnam, 2000, p. 343).

Nous remarquons que d'un côté, l'impact de la pauvreté a impliqué une croissance importante de la méfiance envers l'État et ses institutions démocratiques et de l'autre, cette même situation a rendu possible l'augmentation des actes de protestation apparaissant comme un nouveau type d'organisation collective qui articula les demandes sociales, civiles et politiques, mettant en pratique de nouvelles façons de combiner les principes de reconnaissance, de participation et de redistribution (Cortes et Kessler, 2006). Nous y

---

<sup>4</sup> Inglehart démontre, à travers l'étude de 61 sociétés à travers le monde, que le développement économique et la confiance sont intimement liés. Il affirme que : «rich societies have much higher levels of trust than poor ones : the correlation across our 61 societies is 0.63». Inglehart, Ronald. 1999. «Trust, Well-being and Democracy». In *Democracy and Trust*, Éditions Mark E. Warren, Cambridge: Cambridge University, pp. 91-92.

reviendrons au chapitre VI.

### 3.4 Indice de satisfaction politique

Afin de mesurer la satisfaction politique, trois indicateurs viennent étoffer notre perception de la confiance politique en Argentine : le taux de participation aux élections, la description qualitative de la confiance politique et les réponses aux entrevues. Ces variables nous intéressent dans la mesure où nous cherchons à mettre en lumière la relation entre la méfiance politique et l'état du capital social en 2001 en Argentine. Les mesures de satisfaction étudiées dans cette section remettent en cause l'impulsion du capital social selon les conditions optimales décrites par Putnam, c'est-à-dire que le cynisme et le désengagement politique affectent l'engagement social et du même coup, la création de capital social. Selon Putnam, la participation politique tend à renforcer le sentiment d'inclusion d'une société, et à impulser le capital social qui a son tour, soutient la légitimité du gouvernement en place (Putnam, 2000, p. 347). Nous suggérons de pousser la réflexion dans le chemin inverse en supposant que le scepticisme politique ambiant en Argentine put inciter le capital social.

#### 3.4.1 Taux de participation aux élections

Par définition, la société démocratique laisse le peuple exercer sa souveraineté en élisant librement ses représentants au pouvoir. Il est indéniable que l'analyse du degré et de l'intensité de la participation citoyenne à l'intérieur du processus électoral témoigne de la qualité de la démocratie et de l'intérêt de la population vis-à-vis la politique.

Putnam établit un important rapprochement entre le taux de participation électoral et le capital social. Ce dernier soutient que «some recent evidence suggests that the act of voting itself encourages volunteering and other forms of good citizenship» (Putnam, 2000, p. 35). Il ajoute que le déclin de la participation électorale est l'un des symptômes les plus flagrants du désengagement de la vie communautaire : «electoral abstention is even more important as a

sign of deeper trouble in the body politic than as a malady itself» (Putnam, 2000, p. 35). Sans contredit, l'analyse de l'état de la participation électorale en Argentine et ses sous-entendus donnent le poids de l'ampleur des répercussions de la confiance politique sur le capital social durant la crise.

Contrairement aux sociétés occidentales où l'interprétation du taux de participation électorale aurait suffi à l'interprétation de l'intérêt porté à la politique, en Argentine, le vote étant obligatoire, cette simple équation n'est pas suffisante. Cependant, d'autres indices peuvent exprimer le niveau de confiance politique dans le comportement électoral. En Argentine, deux façons s'offrent à l'électeur qui souhaite voter sans prendre position pour un parti politique, ni d'être sanctionner par la loi : le vote blanc et le vote nul. Le vote blanc est par définition : «un bulletin de vote qui dépourvu de toute inscription, ne comporte donc l'expression d'aucun choix parmi ceux autorisés» (Bacot, 1994 dans Zulfikarpasic, 2001, p. 247). À son tour, le vote nul est associé à l'erreur, à l'inattention, à la maladresse ou à la mauvaise intention à l'égard des institutions (Benessiano, 2005).

Ces deux options peuvent être interprétées de façon différente et suggèrent soit l'«abstention civique», soit l'expression politique. Cependant, nous considérons qu'à partir du moment où l'électeur se déplace jusqu'aux urnes pour émettre un choix, ou un non-choix politique, il s'agit d'un acte réfléchi : celui de s'abstenir avec un sous-entendu et non celui de l'indifférence. L'obligation de voter assujettit l'électeur à connaître la politique (ou pas si ce dernier est désintéressé par la piètre représentation politique), à en faire une évaluation critique et finalement à prendre position. De ne pas prendre position, serait une forme d'expression politique qui permet de désigner qu'aucun candidat ne convienne parmi les représentants proposés, un indicateur protestataire révélateur (*voto bronca*<sup>5</sup>). Choisir de ne pas prendre position dans une Argentine fière et nationaliste laisse présager un scepticisme politique important.

Dans un article scientifique dédié à l'analyse du vote blanc, Zulfikarpasic en conclut qu'«en votant blanc, l'électeur manifeste un sentiment de déception momentané, lié à un

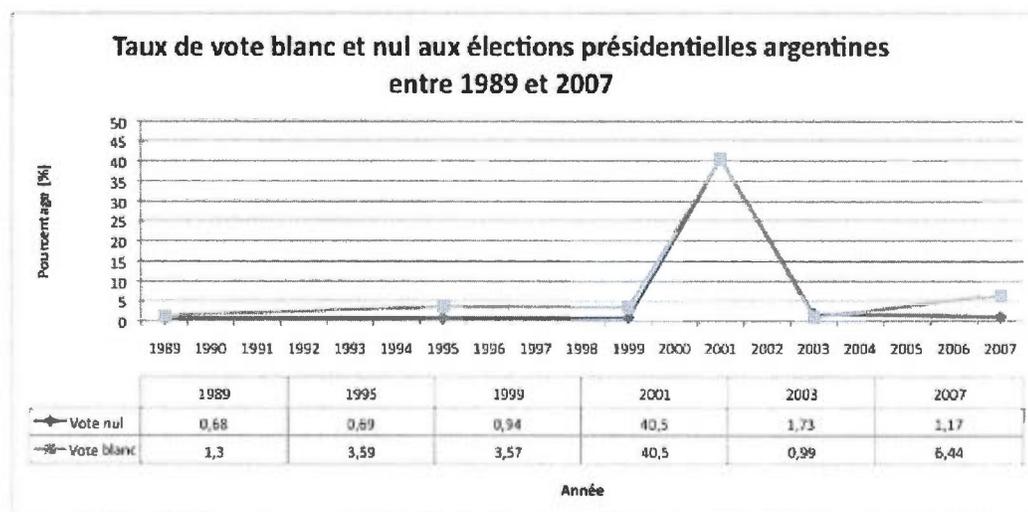
---

<sup>5</sup> Traduction libre : vote de colère.

contexte donné ou à l'égard de la politique en général» (Zulfikarpasic, 2001, p. 267). Cet extrait traduit l'interprétation du comportement électoral en Argentine relié aux performances politiques.

Lorsque nous jetons un œil au graphique 3.4 représentant le taux de vote blanc et nul ci-dessous, l'information qui détonne le plus est celle des élections de 2001, où plus de 40,5 %<sup>6</sup> de l'électorat a choisi d'annuler son vote.

Figure 3.4 : Taux de vote blanc et nul aux élections présidentielles argentines entre 1989 et 2007.



Tirée de la Direction électorale nationale, ministère de l'Intérieur (2012). République d'Argentine, consultée le 20 août 2011.

L'augmentation du taux d'annulation de vote aux élections de 2001 incarne un réel malaise des électeurs à l'égard de leurs représentants exprimé par le rejet des offres des

<sup>6</sup> Au Sénat, les votes blancs et nuls représentaient 15,5% des voix, tandis qu'à la Chambre des députés, les votes blancs et nuls représentaient 25% des voix. Robin, Silvia (2002). L'effondrement de la représentation et la crise en Argentine. Cahiers des Amériques Latines. Paris, Institut des Hautes Études de l'Amérique latine. 41: p. 29.

partis, principalement ceux de l'*Alianza* et du Parti péroniste (Robin, 2002). Nous pourrions interpréter ce geste symbolique comme l'expression de la protestation, de la déception, de la lassitude et du scepticisme ressenti par les Argentins à cette époque. Le sentiment de déception semble pourtant spontané et passer à en croire la figure 3.4. Nous associons particulièrement ce phénomène à la confiance politique reflétant les piètres performances politiques menant à la crise de 2001-2002. L'État et ses institutions ne réussirent vraisemblablement pas à résoudre les problèmes collectifs avec brio. En plein moment de crise, les Argentins n'y croyaient plus. Ils éprouvaient un profond scepticisme à l'égard des compétences politiques de leurs représentants politiques. Tel qu'énoncé en introduction, la démission de ces derniers fut fortement prescrite.

Comme en témoigne la figure, à plus long terme, les Argentins ont repris espoir tout en gardant les dernières années bien ancrées dans leurs mémoires. Le vote de 2003 était plutôt positif avec un taux de vote nul et blanc standard. À en croire cet indice, l'optimisme argentin gagna sur la destinée chaotique. L'intérêt était renouvelé et l'espoir des conditions sociales, politiques et économiques dont ils étaient dignes était retrouvé. En particulier, ces observations suggèrent que, tout comme l'expression de colère et de méfiance véhiculée par le vote de 2001, l'action collective pourrait aller dans le même sens et survenir de façon ponctuelle en moment de crise. Nous remarquons le caractère éphémère du vote de protestation qui détonne de la tendance habituelle. Cette variance ponctuelle pourrait suivre la même évolution que celle de l'éveil du capital social en moment de crise.

#### 3.4.2 Crise de représentation politique à la source de la crise de confiance?

Et pourquoi un tel désintérêt politique? Pourquoi renoncer de choisir un représentant politique aux élections de 2001? N'en avait-il aucun digne de confiance? La plupart des observateurs s'accordent pour affirmer qu'à l'origine de la crise argentine s'était installée une crise de représentation politique (Armony, 2004, p. 152). Les Argentins avaient du mal à faire un choix éclairé parmi des représentants qu'ils ne voulaient plus au pouvoir. Comment avoir confiance face à des représentants qui ont perdu toute crédulité? Comment se créer des

attentes vis-à-vis des représentants qui ont détruit les revenus, l'emploi, le système de santé et l'éducation (Sidicaro, 2010)? Comment être optimiste dans de telles conditions? Certains qualifieront les années 1990 en Argentine comme une «déconnexion totale entre le social et le politique» (Svampa et Pereyra, 2009), d'autres d'un «décalage entre la «politique réelle» et «le monde réel» (Naishtat, 2002 dans Armony, 2004, p. 153) ou bien même d'un «élargissement de la brèche entre représentants et représentés» (Robin, 2002, p. 28).

En effet, cette crise de représentation politique coïncide avec la marginalisation sociale grandissante qui a pour effet de distancier l'électeur du politique. Distance prise par méfiance étant donné les conséquences néfastes du système politique néolibéral. Notons que le vote de protestation n'est qu'un type de manifestation de mécontentement populaire parmi d'autres. Nous verrons au chapitre VI les divers types de frustration; des manifestations populaires spontanées firent éruption le 19 et 20 décembre 2001 ainsi que l'émergence d'associations formelles d'autodétermination politique pour trouver des solutions à la situation chaotique. Oscar Oszlak (Oszlak, 2003 dans Armony, 2004, p. 154) partage son avis relatif à l'émergence de nouvelles démonstrations publiques en réaction au dénouement de la crise de confiance politique en 2001 :

L'expérience argentine montre que les divers gouvernements n'ont pas prêté l'oreille à la société. Nous avons eu une démocratie de type délégataire, où le citoyen vote de temps en temps et de cette manière fait connaître ses préférences, incarnées dans la formule électorale donnée. En ce moment, la société a trouvé d'autres formes pour faire entendre sa voix.

En effet, ces formes d'autodétermination collective (assemblées de quartier, *piqueteros*, entreprises récupérées) surviennent au moment où les Argentins ne croyaient plus aux capacités de leurs représentants politiques à les sortir de la crise<sup>7</sup>. Selon le modèle de mesure de confiance politique énoncé au début du chapitre, la relation entre les performances et les exigences politiques reflétaient de bas niveaux de confiance politique vers la fin des années 1990. Les performances politiques avaient mené le pays dans des conditions sociales exécrables, la perception populaire vis-à-vis leurs dirigeants indiquait un scepticisme

---

<sup>7</sup> Sondage effectué par Centro de Estudios Nueva Mayoría à Buenos Aires entre le 20 et le 22 avril 2001 (605 cas). Armony, Victor. 2004. *L'énigme argentine*. Outremont: Athéna éditions, p. 130.

indéniable. Nous assistions à l'émergence de participation démocratique par la mobilisation populaire, indice irréfutable du désir de changements politiques et du changement de dirigeants politiques. Le chapitre VI évoque clairement les moyens entrepris par la population pour se pencher sur différentes pistes de solutions en réponse aux problèmes collectifs, ce qui en soi, témoigne de l'émergence de capital social en réaction à la perte de confiance politique.

#### 3.4.3 Insatisfaction populaire? Quelle proportion de la population?

Face à l'échec de performance de l'action politique, l'insatisfaction populaire était en constante évolution depuis 1994-1995, jusqu'au point culminant, en décembre 2001. Entre le désir d'exprimer leur insatisfaction et le surgissement d'un instinct de survie en contexte de crise, les différentes études s'entendent pour affirmer l'importante montée du nombre d'organisations populaires en Argentine en 2001-2002. On assistait à l'émergence de groupes de réclamations sociales qui dénonçaient la pauvreté et demandaient le retour des conditions sociales auparavant acquises. Les manifestations populaires et les barrages routiers étaient de plus en plus fréquents. Il s'agissait de la reconfiguration de l'espace populaire. Les Argentins scandaient la démission de tous les membres du gouvernement, les mobilisations étaient généralisées. (Gabetta, 2002 ; Kessler, Svampa et González Bombal, 2010 ; Robin, 2002 ; Svampa, 2002, 2005)

#### 3.4.4 Analyse d'entrevues

Cette section présente l'analyse des entrevues qui ont été réalisées à Buenos Aires entre août et septembre 2010. Les réponses obtenues sont pour le moins variées. Nous tentons d'en faire ressortir les tendances générales en réponse aux questions : «Comment qualifieriez-vous votre niveau de confiance vis-à-vis l'État et les institutions politiques à cette époque?» et «Et maintenant?».

À la première question se référant au niveau de confiance politique en 2001, les Argentins interviewés ont tous, sans hésitation, répondu que la confiance allouée aux leaders de l'époque était inexistante. Tandis qu'un étudiant en sociologie résume bien la pensée de tous «no, en ese tiempo nada, nada, cero, no confiaba en nadie<sup>8</sup>», le sujet C, un professionnel déclare catégoriquement : «a ver, estaba [...] ¡Y no había nada! Era la gente, solo era la gente [en que podíamos confiar]<sup>9</sup>».

La réponse spontanée du sujet C fait appel à la construction de confiance sociale au détriment de la confiance politique, variable que nous étudierons au chapitre V. Ce phénomène nous intéresse particulièrement puisqu'il insinue que la méfiance politique incite les citoyens à se faire confiance en tant que société, et impulserait l'action collective, créateur de capital social.

Ce qui diffère d'un citoyen à un autre se rapporte à l'interprétation de l'évolution de la confiance politique au lendemain de la crise argentine de 2001-2002. Nous remarquons cependant une ligne directrice dans les réponses de la majorité des répondants qui reste méfiante, comme l'explique cette Argentine toujours sur ses gardes depuis la crise :

Por eso te digo, es la misma cosa. Poco. Poco pero por eso te digo, porque la pasamos tan mal en el 2001 que todavía nos acordamos. El argentino es así, vos no podés confiar en algo que no sabés que es, o quién es; y después cuando te demuestran quienes son, seguís desconfiando porque el que viene puede ser igual. Uno sigue trabajando, uno sigue haciendo cosas, pero por lo menos yo: Paso firme. Ahora más que tenés hijos, es complicado. La pensás dos mil veces antes de actuar, sí [...] la pensás mucho.<sup>10</sup> – Sujet B

Nous pouvons aussi déceler de l'appréhension et de l'amertume face à la classe

<sup>8</sup> Traduction libre : « Non, dans ce temps-là aucune, aucune, zéro, je ne confiais en personne ».

<sup>9</sup> Traduction libre : « Attends, c'était [...] Et puis non, il n'y en avait pas ! C'était les gens, seulement les gens [en qui l'on pouvait avoir confiance] ».

<sup>10</sup> Traduction libre : « Je te dis, c'est la même chose, parce que nous avons passé des moments tellement difficiles en 2001 qu'encore aujourd'hui, nous nous souvenons. L'Argentin est comme ça, tu ne peux pas avoir confiance en quelque chose, si tu ne sais pas ce que c'est, ou qui c'est, et ensuite, lorsqu'ils te démontrent qui ils sont, tu continues à être méfiant parce que celui-ci peut être identique au précédent. Alors, on continue de travailler, à faire nos choses, mais du moins de mon côté, je reste ferme. Maintenant que j'ai des enfants, c'est compliqué. Tu y penses deux mille fois avant d'agir, oui [...] tu y penses beaucoup ».

politique. Ici, une professeure de science politique exprime ses impressions :

Y mirá, en este momento [en 2010] sinceramente creo que estamos en un momento muy difícil. En 2001, las instituciones funcionaban, había un poder ejecutivo, un poder legislativo y un poder judicial relativamente independientes que (mal o bien) tomando malas o buenas decisiones funcionaba. Entonces vos sentías que medianamente había una democracia que con todo y sus defectos funcionaba, ahora esto no me parece. Ahora me parece que el Estado está en manos de un grupo que ha hecho del Estado su guarida donde manejar. Bueno, el matrimonio presidencial ahora aunque todos se rasguen sus vestiduras y digan que éste ha sido el mejor presidente que ha tenido la Argentina [...] Yo venía pensando ahora cuando venía para acá, que este hombre [Néstor Kirchner] se murió en el momento justo. Ahora, a ver ella [Cristina Fernández de Kirchner].<sup>11</sup> – Sujet E

Ce scepticisme à l'égard des représentants politiques encore en 2010 sous-entend que les dommages reliés à la crise de représentations politiques en 2001 ont laissé des marques profondes dans l'esprit argentin. La confiance politique reste certes fragile et nous verrons au chapitre V, que la confiance sociale aussi s'est fragilisée avec la crise. Sur une note plus enthousiaste, un professionnel ayant dû quitter le pays après la crise, revient en 2010 et témoigne son espoir :

Ahora, y yo veo un cambio muy grande, en siete años veo un cambio muy grande o sea no pensé que iba a estar así, yo pensé que después de un país quebrado pensé: "bueno esto va a durar veinte años, va a durar mucho tiempo", pero bueno regreso y veo las cosas con los mismos problemas de siempre, una pobreza (un 10% de gente muy pobre) parada en el colectivo, como 300 personas paradas esperando el colectivo, con incomodidades de la vida, "los recicladores", pero lo que pasa que dentro de todo eso a como me fui y cuando volví nada que ver, o sea veo mucho mas movimiento en Argentinos.<sup>12</sup> –Sujet F

---

<sup>11</sup> Traduction libre : En 2001, les institutions fonctionnaient. Il y avait un pouvoir exécutif, un pouvoir législatif et un pouvoir judiciaire relativement indépendant qui (bien ou mal) prenait de bonnes ou mauvaises décisions. Alors, tu pouvais sentir qu'il y avait moyennement une démocratie qu'avec tout et ses défauts fonctionnait, mais maintenant, ce n'est plus vraiment l'impression que j'ai. Maintenant, j'ai l'impression que l'État est entre les mains d'un groupe qui a fait de l'État sa tanière d'où il prenne les décisions. Bon, le mariage présidentiel maintenant même si tous déchirent leurs vêtements et disent qu'il a été le meilleur président que l'Argentine a eu [...] Je pensais maintenant quand je venais par ici que cet homme [Néstor Kirchner] est décédé au bon moment. Maintenant, reste à voir ce qu'elle fera.

<sup>12</sup> Traduction libre : Maintenant, je vois un changement très grand, en 7 ans, je vois un changement très grand. En fait, je ne pensais pas que c'était pour être comme ça. Je pensais qu'après

Aux dires des sujets, la confiance des Argentins a été au plus bas niveau en 2001-2002 et qu'avec les années, tout en gardant en mémoire ce qu'ils ont vécu, ces derniers réapprirent à faire confiance peu à peu.

En ce qui concerne les données du WVS, elles évoluent dans le même sens que les entrevues. Par exemple, si nous comparons la confiance politique en Argentine entre 1999 et 2006 à l'aide de la figure 3.5, 34,7% des répondants considéraient qu'ils avaient «assez» confiance au gouvernement en 2006, tandis que seulement 14,6% en pensaient autant en 1999. De la même façon, les Argentins n'accordaient majoritairement «pas beaucoup» de confiance en l'État en 1999 avec 37,8% en comparaison avec 19% en 2006.

Figure 3.5 : Confiance politique en Argentine entre 1995 et 2006.

Confidence : The government	1995	1999	2006
A great deal	5,1	4,8	3,2
Quite a lot	21,6	14,6	34,7
Not very much	41,6	42,8	43,1
None at all	31,6	37,8	19,0

Tirée de World Values Survey, consulté le 4 septembre 2011. Survey, World Values (2006). World Values Survey. Marita Carballo. Buenos Aires, WWSA Scientific Advisory Committee (SAC).

### 3.5 Conclusions partielles

La confiance politique en Argentine durant les années 1990 a chuté de façon drastique.

---

un pays fracturé, je me disais: « bon, cette situation durera vingt ans, elle durera très longtemps », mais je suis de retour et je vois les choses avec les mêmes problèmes de toujours; une pauvreté (10% des gens très pauvres) debout dans les autobus, trois cents personnes debout en train d'attendre l'autobus, avec les incommodités de la vie, les « recycleurs », mais ce qui se passe, c'est qu'entre le moment où je suis parti et le moment où je suis revenu, ça n'a rien à voir, c'est-à-dire que je vois beaucoup plus de mouvement des Argentins.

Le chapitre III démontre la méfiance politique accrue des classes populaires en réponse aux répercussions des réformes néolibérales. L'augmentation notoire de l'abstention électorale en guise de protestation démocratique, l'augmentation de l'insatisfaction populaire manifestée par la mobilisation sociale (chap. VI) et les réponses unanimes aux entrevues confirment le cynisme envers la capacité du gouvernement à résoudre les problèmes collectifs et une diminution de la confiance politique à leur égard.

En soi, la confiance politique contribue à la question de recherche. Là où Putnam est accusé de négliger le rôle joué par les structures et les institutions politiques dans le capital social (Edwards, Foley et Diani, 2001 ; Tarrow, 1996), certains affirment que l'État est influencé par le capital social, et que l'inverse est tout aussi vrai, les gouvernements peuvent aussi influencer le capital social.

En effet, Putnam met l'emphase sur la capacité de l'association collective à construire de la confiance sociale (chap. V) ce qui minimise les possibilités de conflit social. Dans son argumentaire (Putnam, 2000), Putnam démontre que les gens qui pratiquent une activité de groupe, dans son exemple «jouer aux quilles», apprennent à faire confiance à leurs voisins et du même coup, sont moins suspicieux envers leurs gouvernements. Pour Putnam, le déclin de la participation électorale est synonyme de désengagement collectif alors qu'en Argentine, le *voto bronca* de 2001 ouvrit la route à un engouement d'initiatives sociales, et ce, dans un climat d'insatisfaction politique extrême.

Nous rejoignons l'idée qu'une fois la confiance entre les citoyens et le gouvernement est installée, l'État peut plus facilement favoriser le développement social, politique et économique qui ne serait pas autrement possible. Il est à l'avantage du leader politique de considérer les efforts reliés à l'augmentation de la confiance puisqu'un bas niveau de confiance crée un environnement politique où il est plus difficile pour un leader politique de réussir. L'État peut influencer la construction, la maintenance et la destruction de la confiance (Levi, 1998) et non seulement l'association collective unilatéralement. Nous reviendrons sur la relation entre l'État et le capital social au chapitre IV.

Ces constatations suggèrent qu'il existe un lien entre l'insatisfaction populaire et la perte de confiance politique durant la crise. La méfiance politique, exprimée par des taux de vote

nul et blanc à la hausse aux élections présidentielles de 2001, jumelée avec un taux de chômage aussi à la hausse, dans un contexte de politiques néolibérales injustes, les Argentins étaient insatisfaits. De plus, les entrevues réalisées à Buenos Aires confirment la méfiance omniprésente des Argentins vis-à-vis leurs dirigeants politiques. Nous supposons que la méfiance politique a impulsé la création de capital social. Cependant, nous poursuivons l'analyse des différentes variables afin de tirer des conclusions plus claires de la mécanique du capital social en Argentine durant la crise de 2001-2002. De plus, nous nous interrogeons à savoir si l'engouement collectif dans un climat de méfiance politique a effectivement su durer ou si elle ne conserva son autodétermination que le temps de l'état d'alerte.

Dans le chapitre suivant, nous poursuivons notre analyse avec l'étude du concept de démocratie. Notons que la ligne est mince entre la démocratie et la confiance politique à l'intérieur du concept de capital social puisque ce que nous remettons en cause est principalement la perception de l'appareil institutionnel démocratique aux yeux des Argentins, ici mesuré par la confiance politique. Nous plongeons au cœur du débat de la démocratie.

## CHAPITRE IV

### LA DÉMOCRATIE

«La liberté sera de moins en moins le droit de chacun à faire ce qui lui plaît, pour devenir de plus en plus l'obligation de faire ce qui convient à la collectivité».  
- Juan Perón, *La Nación*, 18 juin 1950.

«L'individualisme est un sentiment réfléchi et paisible qui dispose chaque citoyen à s'isoler de la masse de ses semblables et à se retirer à l'écart avec sa famille et ses amis; de telle sorte que, après s'être ainsi créé une petite société à son usage, il abandonne volontiers la grande société à elle-même».  
- Tocqueville, 1840, Partie 2.

Le chapitre précédent suggère que la société argentine de la fin des années 1990 était caractérisée par le cynisme et la méfiance face aux dirigeants politiques et leurs institutions. Intuitivement, les sociétés démocratiques ont tendance à obtenir plus hauts niveaux de confiance politique. Là où la population se sent incluse, traitée d'égal à égal et libre de participer à la vie publique, celle-ci a tendance à faire confiance plus facilement au gouvernement. Qu'en est-il de la situation démocratique en Argentine? Depuis 1983, les Argentins vivaient dans un pays dit démocratique sans pour autant obtenir de haut niveau de confiance politique. Nous analysons la contribution de la démocratie dans la création de capital social.

#### 4.1 Définition de la «polyarchie» selon Robert Dahl appliquée au cas argentin

Tel que mentionné dans le chapitre II, nous utilisons la définition de «polyarchie» de Robert Dahl selon laquelle la démocratie repose sur la considération égale des intérêts de chacune des personnes comprises dans une communauté politique lors de décisions collectives (Dahl, 2006). En effet, l'interprétation de cette définition appliquée à la situation politique en Argentine laisse perplexe. D'un côté, le récent retour de la démocratie, marquant la renaissance de la société civile confirme le retour des libertés d'expression et de l'association civile autonome, caractéristiques propres aux sociétés démocratiques. De l'autre côté, il est difficile d'inscrire la société argentine dans la définition même de la polyarchie. Lorsque Dahl indique que la démocratie repose sur la considération égale des intérêts de chacune des personnes comprises dans la communauté, nous répliquons plutôt que l'Argentine des années 1990 jusqu'à la crise de 2001-2002 repose sur une administration aux politiques fragmentaires plutôt qu'inclusives, tel qu'illustrée dans les chapitres I et III. Mener le pays dans l'élargissement des inégalités sociales par des mesures politiques favorisant des fragments de la société, ou bien de limiter l'exercice de la liberté économique n'est pas, selon la définition de Dahl, considéré comme démocratique.

Le gouvernement, incitateur de contraintes économiques<sup>1</sup> et sociales, privait les citoyens de leur liberté de choisir. N'est-ce pas à l'encontre de la définition même de politiques démocratiques? Le rôle régulateur des dirigeants politiques n'a-t-il pas alors perdu son sens? Se poser ces questions revient à proposer une piste de réponse. Notons que la définition de polyarchie selon les caractéristiques présentées au chapitre II se réfère à des critères purement politiques; pratiquer le droit de vote, avoir le droit de se présenter comme candidats aux élections, tenir des élections fréquente, juste et libre, pouvoir se joindre à des associations autonomes, avoir accès à la libre information et jouir de la liberté d'expression. Les conditions de pauvreté et d'inégalité sociale ne sont pas incluses à l'intérieur de ce qui définit une société démocratique. À cet effet, le chapitre IV se questionne sur l'état de la polyarchie en Argentine. Rappelons que Putnam suggère que l'État démocratique rassemble les

---

<sup>1</sup> Nous nous référons au *corralito* expliqué au chapitre I.

conditions telles que la confiance sociale et politique, qui facilitent l'émergence du capital social. Cet *a priori* insiste sur la pertinence d'inclure le concept de démocratie dans l'analyse du capital social en Argentine.

#### 4.2 L'Argentine démocratique, vraiment?

Les deux caractéristiques de la démocratie étudiées, soit le droit à la liberté d'expression et le droit à l'association collective, sont celles qui sont vraisemblablement liées à la création de capital social. L'analyse de ces caractéristiques nous amène préalablement à nous intéresser à l'état de la polyarchie en Argentine de façon plus globale.

La théorie de polyarchie proposée par Dahl décrit un système politique caractérisé par la pluralité des organes décisionnels et exécutifs (Dahl, 2006). D'entrée de jeu, cette définition suppose que le gouvernement démocratique représente la pluralité des opinions, des tendances et des comportements du pays gouverné. Dans le cas argentin, cette analyse pluraliste du gouvernement démocratique s'harmonise difficilement avec le gouvernement Menem des années 1990, où l'administration publique était plutôt considérée comme verticale.

En effet, nous avons déjà fait référence au discours populiste de Menem relative à l'application des politiques néolibérales au chapitre III. Le présidentialisme de Menem et son habileté à garder l'emprise du pouvoir décisionnel lui permit d'appliquer le modèle d'ouverture économique escompté, tout en gardant l'appui populaire. Victor Armony décrit les politiques ménémistes comme utilisant un «modèle de domination qui bénéficie d'abord aux élites tout en suscitant le consentement des secteurs populaires grâce à l'emprise du leadership charismatique» (2002, p. 77). L'utilisation du sentiment d'appartenance au parti péroniste perçu comme étant la colonne vertébrale de la classe ouvrière (Sidicaro, 2010) à des fins économiques, souligne d'une part le lien affectif des Argentins au péronisme et d'autre part, confirme la concentration du pouvoir aux mains de l'État.

Les organisations internationales qui allaient investir en Argentine durant la vague de

privatisation des années 1990 se trouvèrent favorisées aux dépens des membres de la classe ouvrière qui elle, fut trompée<sup>2</sup>. Cette situation réitère la concentration du pouvoir du président argentin et suggère un modèle polyarchique qui ne serait pas composé de plusieurs centres<sup>3</sup>, mais bien comme un modèle de concentration étatique caractérisé par une gestion populiste.

Ajoutons que l'ouverture de l'Argentine à la mondialisation ne s'est pas fait sans scandale de corruption et de transactions douteuses sous les dictats de l'administration de Menem. Dans les médias, les dénonciations de corruption et de procédures d'échange suspectes se multipliaient. L'État était associé à plusieurs scandales relatifs à l'obtention d'avantages privilégiés et de manigances afin de faciliter la vente d'entreprise nationale selon des procédures formelles escamotées ou issues d'ententes parallèles entre de hauts fonctionnaires politiques et les entrepreneurs (Sidicaro, 2010, p. 182). L'extrait tiré d'un ouvrage de Stiglitz publié à Buenos Aires, exprime explicitement le processus de privatisation des politiques néolibérales qui, aux frais de la collectivité, aurait bénéficié qu'à de plus petits groupes d'élite et de fonctionnaires publics (Beauséjour, 2004).

Si [les fonctionnaires] vendent une entreprise publique au-dessous du prix du marché, ils peuvent obtenir une partie significative de la valeur de l'actif, au lieu de le laisser aux administrations ultérieures. De ce fait, ils peuvent aujourd'hui dérober une grande quantité de ce que les politiques auraient pu s'approprier plus tard. De façon fort peu surprenante, le processus de privatisation était manipulé de façon à optimiser ce que les ministres du gouvernement pouvaient empocher, et non pas ce que le Trésor public aurait pu encaisser, et encore moins l'efficacité générale de l'économie. (Stiglitz, 2002, p. 95)

Afin d'illustrer concrètement cette situation, nous reprenons l'exemple de la privatisation d'YPF, grande firme pétrolière argentine. Le cas s'inscrit immanquablement dans la mécanique de concentration du pouvoir décisionnel du gouvernement Menem

---

<sup>2</sup> La classe ouvrière a été affectée par la précarisation des conditions de travail et par l'exclusion du marché du travail dans les années 1990. Kessler, Gabriel, Maristella Svampa et Inés González Bombal. 2010. Reconfiguraciones del mundo popular. El Conurbano Bonaerense en la postconvertibilidad. Buenos Aires: Prometeo libros; Los Polvorines: Universidad Nacional de General Sarmiento, p. 11

<sup>3</sup> Une polyarchie à plusieurs centres se rattacherait à une gestion structurelle horizontale, qui considèrerait les demandes de la société civile : les différents mouvements sociaux, les syndicats, les chômeurs, etc.

caractérisé par la mise de côté des désirs de la collectivité. En effet, la privatisation du géant des hydrocarbures s'est achevée à rabais, bien en deçà du prix suggéré par le marché, grâce à la déviation du cadre légal lié à la vente du service public (Saba et Manzetti, 1997). Ainsi, par ces manœuvres détournées, une partie du patrimoine collectif a été perdu aux mains d'une fine partie de l'élite au pouvoir.

Ce simple exemple donne le ton au style de gouvernance de Menem. L'application de politiques néolibérales n'a pas contribué à la valorisation égale des intérêts de chacune des personnes comprises dans une communauté telle que suggérée par Dahl. Nous avons plutôt affaire à des conditions démocratiques qui s'apparentent à celles proposées par Guillermo O'Donnell, politologue argentin, qui repensa la théorie de la démocratie dans une perspective spécifiquement latino-américaine. Ce dernier observa que bien souvent, tel qu'observé dans le cas YPF, l'État applique les lois formelles de façon intermittente et inégale à l'intérieur du cadre sociétal et coexiste avec les lois informelles des puissances privatisées. En effet, O'Donnell souligne qu'il n'est pas rare que l'État tire avantage des «positions institutionnelles auxquelles ils accèdent au sein du pouvoir central pour encourager assidûment la reproduction des systèmes de pouvoir privatisé qu'ils représentent» (O'Donnell, 2001, pp. 211-212).

Rappelons que la transition démocratique de 1983 a suscité beaucoup d'espoir dans l'affranchissement de l'autoritarisme politique et laissait présager une victoire du peuple sur le gouvernement corrompu. Concrètement, nous constatons que la démocratie, bien que récente, n'était alors qu'une devanture au paysage politique du moment : des politiques discriminatoires et injustes mises en œuvre verticalement et sous le signe de la corruption.

#### 4.3 Le capital social, l'État et ses institutions

Maintenant que nous prenons conscience de certaines failles dans le fonctionnement de la polyarchie en Argentine durant la période étudiée, nous plongeons dans le vif du sujet et revisitons le débat autour du rôle de la démocratie dans le concept de capital social.

#### 4.3.1 Les toquevilliens

Tous ne sont pas en parfait accord quant à la relation qu'entretient la démocratie avec le capital social. Pour sa part, Putnam, inspiré de Tocqueville, argumente que la société civile, soit la participation citoyenne via une organisation tend à impulser la démocratie. Putnam offre les preuves (sect. 4.3.2) que l'engagement dans divers groupes ou réseaux sociaux contribue à un gouvernement plus performant. Principalement, Putnam considère que l'organisation sociale de la communauté doit soutenir la démocratie puisque celle-ci fournit le rapport de confiance et l'aptitude requise entre les membres de la société pour travailler ensemble et résoudre les problèmes sociétaux communs (Edwards, Foley et Diani, 2001, p. 172).

Selon cette conception, l'association volontaire est le forum de délibération des problèmes sociétaux nécessaire à la résolution de problèmes communs. Pour les toquevilliens, les relations face à face à l'intérieur d'une organisation volontaire sont essentielles à la production ou reconstruction de normes démocratiques parmi les citoyens. De telles organisations enseignent aux citoyens les vertus de la confiance, de la modération, du compromis, de la réciprocité et de la compétence, valeurs propices à une organisation démocratique (Putnam, 2000, p. 229). De plus, inspiré de Coleman, il argumente que l'association à un groupe facilite les habiletés de coordination et de coopération dans l'atteinte de bénéfices communs (Edwards, Foley et Diani, 2001, p. 43).

#### 4.3.2 Les associations volontaires, l'école de la démocratie selon Putnam

Putnam pousse sa réflexion à l'égard du rôle du capital social dans la démocratie et affirme que les associations volontaires sont l'endroit où les compétences sociales et civiques sont enseignées, telle une «école de la démocratie». Pour lui, l'association ou le réseau social reflète un engagement dans la vie publique où il est permis d'afficher ses couleurs et de délibérer ses pensées en toute liberté. Afin de développer du «sens commun» à l'intérieur de

la communauté, cela présuppose une implication dans les réseaux sociaux, où les citoyens peuvent discuter de leurs désaccords et ainsi, ensemble, travailler à l'atteinte d'un terrain d'entente (Edwards, Foley et Diani, 2001, p. 75).

Cette façon chez Putnam de concevoir l'action collective comme un engagement dans la vie publique en vue d'apprendre à travailler en société converge avec notre angle de recherche. En effet, cette mécanique qui caractérise le capital social s'inscrit dans notre compréhension de l'association volontaire en moment de crise en Argentine. À l'aube de la crise, les associations volontaires prenant différentes formes (les assemblées de quartier, les *piqueteros*, les entreprises récupérées) prendront précisément le rôle de la reconstruction de normes démocratiques en vue de résoudre les problèmes collectifs criants devant le vide politique évident (Svampa et Pereyra, 2009).

Toutefois, nous remettons en question la conception du rôle de la démocratie dans la création de capital social chez Putnam. En effet, ce dernier laisse entendre que l'association civile est la seule force d'équilibre démocratique. Une façon de renvoyer la responsabilité des conditions démocratiques de la société sur les épaules des individus en déchargeant l'État de son rôle régulateur. En fait, Putnam affirme avoir trouvé le problème aux grands maux sociétaux lorsqu'il prétend que le cynisme envers le gouvernement cause le désengagement de la politique, et que la principale cause de l'échec des performances gouvernementales se trouve dans le manque d'associationnisme : «we have met the enemy and he is us<sup>4</sup>» (Putnam, 2000, p. 347).

De façon générale, ce sont les conditions optimales suggérées par Putnam que nous remettons en question. Le contexte argentin propose un modèle de société démocratique aux prises avec des problèmes politiques, économiques et sociaux, qui occasionnent un niveau de méfiance politique élevé. Selon ces circonstances, le capital social ainsi créé serait survenu en contrepartie du cynisme politique ambiant. Les institutions ont donc joué un rôle de premier plan. Cette discussion théorique appliquée au cas argentin nous permet de prendre une position plus critique que celle de Putnam à l'égard du rôle du capital social dans la

---

<sup>4</sup> Putnam tire cette expression d'un personnage de bande dessinée états-unienne nommé Pogo.

démocratie. Nous jugeons insuffisant d'insinuer que l'émergence de capital social est à la fois plus favorable dans un contexte démocratique et de blâmer la société civile du manque de démocratie.

#### 4.3.3 De Tocqueville à Putnam, le capital social interprété différemment

Différemment, Putnam et Tocqueville décrivent la relation entre le capital social et la démocratie. De son côté, Putnam trace un lien direct entre l'association collective et le capital social, et affirme qu'un capital social solide est un élément bénéfique qui améliore la performance gouvernementale. Nous résumons la pensée de Putnam par ce simple énoncé : «politics without social capital is politics at a distance» (2000, p. 341).

Pour sa part et d'une approche plus nuancée, Tocqueville décrit la relation du capital social avec les institutions démocratiques de façon plus centrée sur l'État. Pour lui, l'essor de la société civile est le fruit de sa relation avec l'État plus faible. En effet, Tocqueville voyait la démocratie comme une condition sociale, et non seulement comme une forme de gouvernement (Aron, 1968 dans Edwards, Foley et Diani, 2001). La protection des conditions sociales et la redistribution des richesses faisaient partie du rôle de l'État démocratique. Tocqueville percevait alors les associations volontaires comme nécessaires à la résolution des problèmes communs dans une situation où les pourvoyeurs de services publics, soient l'État et ses institutions d'aujourd'hui, étaient jugés comme absents ou trop faibles (Tocqueville, 1835).

Dans ce cas, lorsque les institutions politiques sont jugées faibles et/ou le régime politique est perçu comme étant inefficace et illégitime, l'activité de la société civile peut devenir une alternative au vide politique pour les citoyens insatisfaits. Dans ces conditions, le capital social est considéré comme un outil compensatoire, ou de contrepoids, pour les déficiences d'une société démocratique. Ainsi, l'associationnisme émergent dans un tel contexte saurait probablement ébranler la stabilité politique. Par la suite, l'instabilité politique aurait des conséquences négatives sur la démocratie, renforcerait les clivages, augmenterait l'insatisfaction généralisée des citoyens, et fournirait tous les éléments aux mouvements

oppositionnels de prendre forme. L'émergence d'une société civile sous ces circonstances indique un échec du gouvernement et de ses institutions, et laisse présager l'instabilité politique et démocratique (Edwards, Foley et Diani, 2001, p. 40).

Cette vision de Tocqueville résume adéquatement la situation argentine de la crise de 2001-2002. Causée par les politiques néolibérales aux répercussions néfastes, l'insatisfaction politique était à son comble. Avec plus d'une personne sur deux vivant sous le seuil de la pauvreté, une représentation politique défailante et de bas niveaux de confiance politique, le gouvernement se voyait demander de quitter le pouvoir de la part d'un peuple qui démocratiquement, recourait à la liberté d'expression et au droit à l'association (chap. VI). L'État n'avait pas rempli son rôle de modérateur des inégalités sociales. Ainsi, l'insatisfaction populaire des Argentins et les critiques envers le gouvernement auraient entraîné l'explosion de la société civile. En effet, les différentes formes d'association, que nous analyserons au chapitre VI, survinrent en réponse au gouvernement inefficace des années 1990, comme le suggère Tocqueville, formant ainsi du capital social au sein d'une société civile en colère, qui contre toute attente, s'est organisée.

#### 4.4 L'essor de la société civile, de bon ou de mauvais augure?

Contrairement à Putnam qui attribue simplement les signes précurseurs d'une communauté désorganisée au manque de capital social (2000, p. 308) ou à Gellner, qui affirme qu'un stock abondant de capital social est vraisemblablement ce qui produit une société civile solide, perçue comme une condition indispensable à la démocratie (Fukuyama, 2000), Tocqueville laisse entendre qu'il est possible, lorsque les perceptions de la population envers son gouvernement apparaissent comme inefficaces et ne répondant pas à leurs attentes, que les réseaux sociaux puissent empirer le problème, fragmenter la société, et affaiblir la cohésion politique davantage (Edwards, Foley et Diani, 2001, p. 41).

Dans le contexte argentin, cet aspect s'applique dans une moindre mesure considérant que la société en entier était dans une situation de profonde crise. Les problématiques sociales pouvaient difficilement s'aggraver davantage qu'il ne l'était déjà à son point culminant en

2001. Les associations volontaires, dont nous ferons état au chapitre VI, sont celles qui surent résoudre les problèmes collectifs dans l'immédiat, c'est-à-dire celles qui ont formé du capital social en moment de crise. Ce constat nous amène à laisser de côté les actes de violence spontanés et les groupes plus radicaux aux intérêts particuliers.

Au final, deux facettes caractérisent la société civile au sein du concept de la démocratie. La néo-tocquevillienne, qui met l'emphase sur «the ability of associational life [...] and the habits of association [...] to foster patterns of civility in the action of citizens» et celle d'une société civile telle une «action that is independent of state [and] capable [...] of energizing resistance to a tyrannical regime» (Edwards, Foley et Diani, 2001, p. 44). L'une met l'emphase sur le rôle promoteur de la socialisation des citoyens et leurs qualifications civiques menant vers un gouvernement plus démocratique tandis que l'autre perspective voit la société civile solide comme une protection contre un gouvernement antidémocratique ou un régime injuste (Edwards, Foley et Diani, 2001, p. 194).

Le premier énoncé, selon le ton donné aux œuvres théoriques de Putnam, renvoie aux associations civiles informelles tels que les réunions de famille, l'abonnement au club de *bowling* ou les échanges entre collègues de travail relatés dans *Bowling Alone* (2000). Le deuxième énoncé quant à lui, se rapporte plutôt au type d'association dont Tocqueville fait état, soit la société civile en réaction au régime politique instable et qui concerne particulièrement l'État. Cette nuance avec le premier énoncé explique notamment pourquoi le capital social de crise est survenu dans un contexte de méfiance politique et d'instabilité démocratique en Argentine. C'est par résistance et discernement devant ce qu'était devenu leur pays que les Argentins se sont réunis. La situation politique était à l'opposé des valeurs de justice et d'équité liées concept de démocratie tel que suggéré par Putnam. Le taux de chômage gonflé et la pauvreté grandissante concernaient tout un chacun. Ensemble, les Argentins ont convenu de l'urgence d'agir afin de pallier l'État faible.

#### 4.5 Le capital social, issu de la société civile ou du contexte politique?

Notre position sur le rapport entre le capital social et la démocratie en Argentine est

inspirée de différents auteurs. Dans un premier temps, nous abordons dans le même sens que Tocqueville (sect. 4.4) en ce qui concerne sa description de l'associationnisme en réaction à l'État faible et l'avènement de capital social compensatoire. D'autre part, nous prenons exemple sur Putnam et convenons que l'associationnisme peut contribuer à la démocratie dans son développement des vertus de l'implication à la vie publique en vue de résoudre des problèmes collectifs respectivement à la section 4.3. Cependant, contrairement à Putnam, nous avançons que le capital social est imbriqué dans les structures du gouvernement, des politiques publiques et des institutions politiques, et que celui-ci peut influencer la participation à la vie publique. Nous soutenons que l'État encadre, mais surtout guide, de par la résultante de ses politiques, l'intensité de la participation de la société civile. Les conditions d'extrême pauvreté et d'inégalités sociales qui découlèrent des politiques néolibérales de Menem ont eu une influence sur la création de capital social. Dans le cas argentin, la relation n'est pas unidirectionnelle du capital social vers une démocratie plus solide, mais bien bidirectionnelle, telle une relation circulaire.

Selon le modèle néo-tocquevillien, nous présumons que le capital social peut être généré depuis le bas, c'est-à-dire depuis l'association volontaire. Cependant, nous observons le lien significatif entre l'association volontaire, l'attitude politique et l'activité politique. Ainsi, nous insistons sur l'interaction bidirectionnelle des associations volontaires avec les structures sociales et politiques (Edwards, Foley et Diani, 2001 ; Levi, 1998 ; Newton, 2001b ; Portes et Landolt, 2000 ; Tarrow, 1996 ; Uslaner, 1999). Dans le cas argentin, l'action collective survenue en 2001-2002 provenait du manque de confiance politique en réaction à l'État faible. Ce contexte devrait théoriquement décourager la confiance sociale générale nécessaire à la création de capital social, facteur que nous ne manquerons pas d'étudier au chapitre V. Du même point de vue que Almond et Verba, nous affirmons que les membres d'une association sont «[...] more politically active, more informed about politics, more sanguine about their ability to affect political life and more supportive of democratic norms» (Almond et Verba, 1963 ; Verba et Nie, 1972). Décidément, l'État, tout comme la société civile, fait partie intégrante de la dynamique sociétale et influence, à sa manière, la création de capital social (chap. III). Notons que cette relation circulaire correspond au modèle démocratique de polyarchie qui, composé de plusieurs centres, tient compte à la fois des

forces de la société civile et du pouvoir étatique.

Ajoutons que d'autres théoriciens contesteront ces avis en rapportant que l'État et ses institutions politiques stimulent l'activité associationnelle et non l'inverse (Tarrow, Heying, Schulman, Anderson, Portney and Berry, McLellan et Yate dans Edwards, Foley et Diani, 2001, Levi 1998 et Nowland-Forman 1998). Ceux-ci affirment que l'évolution du contexte politique et économique forme des groupes et ainsi fabrique du capital social. (Edwards, Foley et Diani, 2001, p. 44)

Puisqu'il s'agit d'une relation circulaire complexe, nous la résumons de la façon suivante : l'efficacité des organisations politiques et sociales aide la création d'un gouvernement efficace et légitime, qui à son tour aide à créer les conditions sociales pour de hauts niveaux de capital social et une société civile bien développée. La confiance politique contribue à la construction d'institutions politiques efficaces qui à leur tour, permettent au gouvernement de performer et de créer une société civile fleurissante. Ainsi, le capital social et une société civile développée aident à bâtir de meilleur gouvernement, et ces mêmes gouvernements aident au soutien du capital social et aux conditions de la société civile (Newton, 2001b). Selon le contexte démocratique, un État peut créer des conditions favorables, dans l'égalité et l'inclusion sociale et amener de plus hauts niveaux de capital social. De la même façon, l'État peut faire diminuer le capital social au rythme de l'affaiblissement de sa situation démocratique. L'élément qui n'est pas pris en compte et qui s'applique dans le cas argentin, est précisément la considération que la crise politique, sociale et économique comme moteur de capital social.

Dans les faits, nous avons affaire au même argument circulaire de confiance énoncé au chapitre précédent. Cependant, nous détenons un élément additionnel, celui de l'implication de la démocratie dans la création de capital social. Nous comprenons qu'une fois le lien de confiance politique brisé par une démocratie déficiente, la création de capital social est toujours possible, sinon amplifiée, comme dans le cas argentin. Le cynisme politique, contrairement aux dires de Putnam, aurait provoqué l'engagement populaire plutôt que le désengagement.

#### 4.6 Libertés d'expression et associationnisme en Argentine, les critiques aux élus bien reçues?

La liberté d'expression retrouvée avec la démocratisation a rencontré quelques obstacles durant les années 1990. En effet, certains cas limitant la liberté de parole ont été rapportés au grand jour. Nous n'avons qu'à penser au *caso cabezas*, ce journaliste argentin qui couvrait une enquête sur la corruption à l'intérieur du gouvernement, trouvé mort dans une voiture au lendemain d'une soirée avec politiciens et impresarios issus des hautes sphères politiques (Ares, 1997). La liberté d'expression concédée par la démocratie en façade n'avait parfois pas libre cours dans les dessous de la vie courante.

De la part du gouvernement, des comités de gestion de crise ont été mis sur pied. Cependant, le ravage avait déjà été fait. L'État réagit trop tard et trop peu. Le peuple avait la volonté, devenue généralisée en 2001, de se faire entendre et de se faire reconnaître par la société. Ce désir était plus imposant que les démarches de gestion de crise entreprises par le gouvernement. Les Argentins dénonçaient la structure du pouvoir décalée entre le «politique réel» et le «monde réel» (Naishat dans Armony, p. 153) et la mobilisation collective arrivait en réponse aux demandes non entendues par les élites et leur capacité de dénier l'urgence d'agir sur une longue période. Tel que souligné au début du chapitre IV, l'inertie des élites face aux besoins fondamentaux dégradants des classes populaires n'est que plus sournoise, mais tout autant antidémocratique qu'un régime autoritaire.

Une société inégalitaire démocratique? Rappelons que la société polyarchique renvoie à un pari collectif, où chaque individu peut participer à la société de façon autonome et responsable. Plus encore, O'Donnell mentionne que «la démocratie n'est pas seulement un régime politique polyarchique, mais également une relation particulière entre l'État et ses citoyens, et entre les citoyens eux-mêmes» (2001, p. 220). Or, les inégalités sociales découlant des politiques néolibérales appliquées verticalement briment l'autonomie des citoyens (chap. I et III) en plus de malmener la relation entre gouverneur et gouvernés (déjà mesurés par de faibles taux de confiance politique au chapitre III). Dans ces circonstances, quels outils démocratiques restent-ils? Celui de coopérer entre concitoyens comme durant les dernières années de 1990?

Nous remarquons un fait surprenant : les Argentins ont tenu jusqu'en 2001 la situation sociale dégradante pour réagir de façon généralisée. Pourquoi ne pas avoir utilisé leur liberté d'expression et leur droit à l'association plus tôt? Les réactions populaires tardives peuvent être expliquées par une panoplie de facteurs tels que le discours populiste de Menem qui a su atteindre l'identité argentine (chap. III), le lien émotif de la longue tradition péroniste du parti politique du leader et le confort économique maintenu par la dollarisation du peso argentin (Armony, 2004).

Dans les faits, lorsque Menem s'est associé au parti péroniste, il portait l'héritage du médiateur social. Même dans un contexte de crise, ce dernier pouvait continuer à scander des notions telle l'égalité des classes et jeter le blâme sur les mieux nantis face aux classes ouvrières. Étant un peuple fier, les Argentins ont voulu croire en leur destin prospère. Voyant que la prospérité argentine promise n'allait être possible qu'au détriment des conditions sociales, une nouvelle figure protestataire a alors pris place dans le paysage politique. En 1989, les Argentins étaient prêts à retrouver leur honneur et ont tourné le dos au péronisme, légitimement, vers un gouvernement considéré comme une porte de sortie au projet néolibéral (Armony, 2004). Cependant, rappelons que ce phénomène fut relativement éphémère, puisque dès 2002, Eduardo Duhalde du parti justicialiste fut président intérimaire jusqu'à l'élection de Néstor Kirchner en 2003, aussi du parti péroniste. À ce jour, le parti péroniste se maintient au pouvoir avec Cristina Fernández Kirchner (2007-2015), la femme de Néstor Kirchner (2003-2007).

En 2001, nous assistions à une nouvelle formule de participation démocratique en réaction aux institutions politiques perçues comme inefficaces. Suite aux colères est venue l'élection démocratique et non la répression militaire. Nous pouvons y voir une note d'espoir dans la détresse. Après la démocratie de façade, les conditions démocratiques restantes ont tout de même engagé le capital social nécessaire à la résolution des problèmes collectifs (chap. VI). Certes, il fallut attendre le climat de crise pour engager de telles mobilisations et s'emparer du droit de liberté d'expression et d'association. Ce constat dénote que la démocratie n'est pas un préalable à la formation de capital social, mais qu'au contraire, les pratiques sociales antidémocratiques peuvent impulser l'action collective.

#### 4.7 Conclusions partielles

Ainsi la démocratie récente laissait présager l'espoir chez les Argentins qui à peine vingt ans auparavant sortaient de la dictature. Démocratie fragile qui n'allait pas s'installer du jour au lendemain. Les Argentins déçus, qui avec beaucoup de fierté pour leur pays, étaient dans l'attente de l'Argentine qu'ils méritaient. Le bilan de la mutation politique et socio-économique décevant allait détruire les aspirations de la transition démocratique. La corruption et les désastres économiques des années 1990 traduisirent une démocratie incomplète.

Force est de constater que l'essor de la société mobilisée argentine de 2001 (chap. VI) s'inscrit dans une démarche de continuité de la démocratisation de 1983. En effet, le concept de polyarchie, qui nous l'avons vu, va au-delà de la liberté d'association et d'expression, nécessite le respect de plusieurs valeurs et attitudes incluses dans le concept de capital social. La fraternité, synonyme de capital social, tourne les libertés individuelles en préoccupation pour la justice collective et sociale, ce à quoi nous assistons en 2001-2002 en réaction à l'injustice et à la marginalisation sociale. Les critères choisis pour mesurer la démocratie, soit la liberté de l'association volontaire et la liberté d'expression, ont permis l'essor de capital social dans un État aux considérations polyarchiques faibles. La société civile est survenue en compensation de l'État jugé inefficace, ce qui expliquerait la création de capital social en situation de méfiance politique.

Outre ces constatations, il est important de revoir la mécanique de création de capital social dans l'État démocratique tel qu'énoncé dans les études scientifiques. Règle générale, l'attitude égalitaire des gouvernements soutient la création et le maintien de la confiance sociale (chap. V), principal élément de cohésion entre les individus, à son tour nécessaire au capital social (Putnam, 2000 ; Uslaner, 1999). Rappelons que les États démocratiques réunissent les conditions propices à la confiance sociale. La relation entre la démocratie et la confiance sociale est décrite de façon aussi directe que : «democratic societies are trusting societies» (Uslaner, 2003, p. 171), et que «trusting countries have a larger share of their citizens joining voluntary association» (Uslaner, 1999, p. 141). Ajoutons que plusieurs

auteurs abordent dans le même sens que cette dernière affirmation (Inglehart, 1999 ; Putnam, 1995 ; Tarrow, 1996 ; Verba et Nie, 1972).

Selon ces auteurs, seuls les pays démocratiques, ayant des politiques justes et équitables, pourront stimuler la confiance sociale et résoudre les problèmes collectifs. En effet, la confiance politique, atteignant de plus hauts niveaux dans l'État démocratique, stimule la confiance sociale. Les sentiments de discrimination, d'humiliation et d'impuissance des citoyens face à leur gouvernement conduisent vers la méfiance envers ses représentants politiques et par le fait même, se transposent envers les concitoyens, ce qui diminue les opportunités de capital social (Hooghe *et al.*, 2003). Aussi, une culture de confiance politique installée est plus encline à la démocratie (Inglehart, 1999).

Lorsque nous mettons la situation de crise de côté, nous remarquons que le capital social agit en conséquence avec la démocratie : une société démocratique détient plus de capital social et une société moins démocratique détient moins de capital social. Là où nous remarquons un changement, c'est lors d'une crise politique de l'ampleur de celle de l'Argentine en 2001. Dans le cas argentin, la réponse aux politiques faibles et antidémocratiques et de méfiance politique fut l'associationnisme. La prospérité d'un pays démocratique inciterait la population à l'optimisme, et l'optimiste à la confiance. Tel qu'énoncé par Uslaner: «democracy is all about optimism the belief that people can make the difference and change the direction of the country when things go awry» (1999, p. 143). Or, nous notons un mécanisme différent en Argentine : la méfiance politique et les inégalités sociales ont impulsé l'associationnisme en vue de résoudre les problèmes collectifs.

Sans approfondir davantage en ce qui concerne l'apport de la confiance sociale au capital social dont nous ferons état au prochain chapitre, il est intéressant de constater qu'en Argentine, en dépit de la confiance politique de faible niveau, l'instabilité politique et la crise économique de 2001-2002, le capital social atteignit des niveaux à la hausse (chap. VI). Toutefois, une question persiste, qu'en est-il du capital social lors du retour de la confiance politique. Combien de temps le capital social peut-il fonctionner sans politiques démocratiques plus stables?

Ces conclusions amènent à repenser la définition de la polyarchie et son rôle créateur de

capital social qui s'applique dans une moindre mesure dans le cas argentin. Nous présumons que le concept de capital social de Putnam est basé sur une société démocratique occidentale et développée. Ainsi, ce dernier laisse de côté les États moins développés, inégalitaires, aux pouvoirs concentrés et à la gestion verticale. En somme, Putnam ne tient pas compte des démocraties incomplètes ou de façades et du même coup, exclut la formation de capital social en moment de crise.

## CHAPITRE V

### LA CONFIANCE SOCIALE

«[...] those who liked one another so well as to joyn into Society, cannot but be supposed to have some Acquaintance and Friendship together, and some Trust one in another.»  
John Locke, Second Treatise on Government

Dans ce chapitre, nous traitons de la pierre angulaire du capital social, soit la confiance sociale. Certes, il s'agit d'un concept critiqué et controversé, mais nécessaire à la compréhension du fonctionnement du capital social. Bien que distincte de la confiance politique, la confiance sociale est engagée dans une relation circulaire notoire avec cette dernière telle qu'expliquée au chapitre III. Déjà, notre recherche mena à constater une forte méfiance politique en Argentine en 2001, dans un État démocratique faible. Qu'en est-il de la confiance sociale nécessaire au développement de capital social? Dans les conditions politiques, économiques et sociales que nous connaissons de l'Argentine au moment de la crise, la théorie de Putnam prédit un niveau de confiance sociale qui contraindrait l'essor de la coopération collective. Dans les faits, il semble qu'il en soit tout autrement.

#### 5.1 La confiance sociale et la réciprocité selon Putnam

La confiance sociale est le moteur du concept de capital social, l'élément de cohésion de

la coopération. Putnam soutient qu'avec un niveau plus élevé de confiance sociale dans la communauté, les possibilités de coopération augmentent comme suit :

Other thing being equal, people who trust their fellow citizens volunteer more often, contribute more to charity, participate more often in politics and community organizations, serve more readily on juries, give blood more frequently, comply more fully with their tax obligations, are more tolerant of minority views, and display many other forms of civic virtue [...] People who trust others are all-around good citizens, and those more engaged in community life are both more trusting and more trustworthy. [...] The causal arrows among civic involvement, reciprocity, honesty, and social trust are tangled as well-tossed spaghetti. (Putnam, 2000, p. 137)

Cette observation de Putnam fut très critiquée. Cependant, rappelons que ce dernier est le seul auteur contemporain à avoir étudié le concept de capital social de façon macro-sociale, le rendant applicable au niveau de l'action collective. Le concept de capital social étant relativement récent, nous nous confrontons à cette unique et vaste conceptualisation de la confiance sociale. Ce constat met en évidence l'importance d'étudier le concept davantage et nous contraint à ouvrir une discussion théorique qui relève certaines distinctions analytiques au cours du chapitre. Ajoutons que dans le cadre de notre recherche, la définition de confiance sociale de Putnam reste intéressante dans le seul objectif de décrire la mécanique de la coopération.

Par définition, la confiance sociale est relationnelle et dépend de l'évaluation qu'une personne fait d'une autre. Plus particulièrement, elle implique un risque pour celui qui fait confiance, c'est pourquoi la réciprocité et l'honnêteté font partie de l'équation. En effet, la confiance mutuelle permet au citoyen de franchir cette frontière, d'étendre la confiance au-delà de son entourage et d'attribuer sa confiance à un inconnu. Le fait d'être en mesure de baisser la garde en société implique la présence de réciprocité dont Putnam rapporte de la façon suivante :

The touchstone of social capital is the principle of generalized reciprocity – I'll do this for you now, without expecting anything immediately in return and perhaps without even knowing you, confident that down the road you or someone else will return the favor. (Putnam, 2000, p. 134)

Dans ces conditions, la réciprocité permet l'essor de la confiance sociale générale qui

conséquemment, facilite l'engagement civique et l'action collective. Notons que la confiance sociale n'est pas équivalente à la coopération, mais bien un moyen d'impulser celle-ci (Levi, 1998).

Étant donné que la confiance peut prendre plusieurs formes, nous distinguons la confiance verticale de la confiance horizontale, c'est-à-dire, la confiance politique et la confiance sociale comme nous l'avons fait au chapitre III. En effet, la confiance politique se réfère particulièrement à l'évaluation des performances de l'État et des institutions, tandis que la confiance sociale concerne plutôt l'évaluation des personnes qui nous entourent. Plus précisément, la confiance sociale s'applique aux situations en société selon lesquelles un individu aurait une raison d'avoir un doute sur l'honnêteté des gens.

Selon Levi, un haut niveau de confiance sociale démontre une tendance à moins investiguer l'honnêteté des gens avec qui nous voudrions coopérer (Levi, 1998). Il s'agit précisément du type de confiance analysé dans ce mémoire, la confiance sociale généralisée. Notons que le qualificatif «généralisée» de la variable de confiance sociale n'est pas à négliger ici puisqu'il s'agit particulièrement de ce qui désigne le caractère inclusif de la confiance, c'est-à-dire de pouvoir considérer la population au sens large à l'intérieur de la variable. C'est la confiance généralisée qui sonde le sentiment général et le niveau d'assurance, relié à l'interaction en société. De plus, cette même variable est nécessaire au développement de capital social en vue de la résolution de problème collectif suivant la théorie. La confiance sociale généralisée est le moteur d'une société qui permet à la plupart des gens d'exprimer un minimum de foi en de purs étrangers. Rappelons qu'à l'origine, le concept de capital social est une ressource individuelle qui aide l'action collective. Ici, le contact face à face entre les gens devient une ressource collective plutôt qu'une ressource personnelle dans un cercle de connaissances fermées.

De plus, ajoutons que la confiance sociale peut être considérée comme une force synthétique sociétale comme l'écrivait Newton :

It is a social force that binds society together by transforming individuals from self-seeking and egocentric calculators, with little social conscience or sense of mutual obligation, into members of a community with shared interests, shared assumptions

about social relations, and a sense of the common good. Trust and reciprocity are crucial aspects of social capital. (Newton, 2001a, p. 226)

Cet extrait résume l'impact du mécanisme de la confiance sociale généralisée d'une société, intimement liée au développement de capital social.

## 5.2 La confiance sociale généralisée et sa relation avec le politique

Tel que décrit au chapitre III, nous en venons aux conclusions que bien que confuse sur le plan théorique, la confiance sociale et politique entretiennent une relation circulaire. Nous considérons que l'influence des institutions politiques sur ces variables est non négligeable. La confiance politique, qui varie selon une série de facteurs de performances et d'exigences politiques, influence inévitablement la confiance sociale des citoyens à travers le pays. Sachant cela, il devient intéressant de revisiter certains facteurs socioéconomiques et démocratiques susceptibles d'agir sur la confiance sociale en moment de crise en Argentine.

### 5.2.1 D'où vient la confiance sociale?

#### 5.2.1.1 La confiance sociale et l'honnêteté démocratique

Nous soutenons que les institutions politiques ont le pouvoir d'influencer la confiance sociale, et ce, de plusieurs façons. Dans les chapitres précédents, l'honnêteté et la transparence des dirigeants politiques d'un pays à la gestion corrompue tendaient à pousser la confiance politique vers le bas. Qu'en est-il de la confiance sociale dans de telles circonstances? Forcément, les citoyens d'un pays aux dirigeants malhonnêtes n'auront aucun scrupule à bafouer les institutions politiques et leurs concitoyens n'auront aucun remords de conscience. Ce phénomène occasionne l'élargissement de la distance entre les représentants politiques et la population, créant ainsi un enchaînement circulaire menant à la destruction à la fois de la confiance politique et de la confiance sociale (Hooghe *et al.*, 2003). L'honnêteté des dirigeants politiques serait ainsi contagieuse et suivrait la logique suivante : «if people

believe that institutions that are responsible for handling 'treacherous' behavior act in a fair, just and effective manner, and if they also believe that other people think the same of those institutions, then they will also trust other people» (Rothstein, 2000, p. 492). Ainsi, en référence à la discussion de la section 3.2 portant sur la relation circulaire entre la confiance sociale et politique, dans un cas comme celui-ci, la confiance allouée au gouvernement par la population (confiance politique) se dirige dans le même sens que la confiance allouée entre les concitoyens (confiance sociale). L'honnêteté démocratique contribue au climat de confiance sociale.

Ainsi, les institutions politiques qui sont perçues comme justes et équitables augmentent la confiance entre les citoyens. Afin d'illustrer cet argument, reprenons l'exemple du chapitre III, suggérant une société de droit solide dans laquelle un citoyen laissera probablement son enfant marcher jusqu'à l'école sans inquiétude et contribuera sans doute aux prélèvements collectifs afin de subvenir aux dépenses publiques en toute quiétude. Dans cet exemple, la confiance politique est bien établie et la confiance sociale impulse la résolution de problèmes collectifs. Le citoyen jugera sans doute fondée sa contribution au bien commun puisqu'il profite des services publics (école de ses enfants, sécurité publique, etc.) et ce, en toute confiance.

Conséquemment, nous présumons que l'inverse peut être aussi vrai. C'est-à-dire qu'une société aux institutions politiques jugées inefficaces tire la confiance sociale vers le bas, tel que décrit par Huntington :

Those societies deficient in stable and effective government are also deficient in mutual trust among their citizens, in national and public loyalties, and in organizational skills and capacity. Their political cultures are often said to be marked by suspicion, jealousy, and latent or actual hostility toward everyone who is not member of the family, the village or perhaps the tribe. (Huntington, 1968)

Cette situation de défiance politique résume en quelques mots les répercussions possibles d'un gouvernement sur la confiance sociale généralisée. Cela dit, nous remarquons que les allégations d'Huntington se réfèrent non seulement à l'honnêteté démocratique d'un gouvernement, mais aussi à la santé sociale et économique de ladite société. Dans le cas de la crise argentine, caractérisée par des conditions socioéconomiques dévastatrices, il est

intéressant de se pencher sur les conséquences de ces conditions sur la confiance sociale généralisée.

#### 5.2.1.2 La confiance sociale, la pauvreté et la redistribution des richesses

Sans contredit, les études consultées nous indiquent que la situation économique d'un pays influence la confiance sociale générale et que la gestion inégale des ressources rend le pays plus méfiant socialement. Il ne va pas sans dire que la pauvreté peut conduire à la méfiance politique et sociale et par le fait même, laisse présager de moins hauts niveaux de capital social. Pour les plus démunis, l'association et la coopération semblent être particulièrement plus difficiles (Inglehart, 1988 ; Newton, 2001b).

En effet, étant beaucoup plus difficile de sortir de la pauvreté que d'y entrer, la population compte sur l'État comme support afin d'éviter l'indigence. Concrètement, la population s'appuie sur la gestion efficace des inégalités des richesses pour éviter l'élargissement du fossé entre les classes, créant ainsi l'exclusion sociale. En effet, Uslaner défend que la distribution inégale des ressources agisse sur la confiance sociale d'une façon telle que : «countries with the lowest levels of trust are those with the most unequal distributions of wealth. But they are also the countries that are least likely to redistribute wealth to create the sort of trust that will breed institutions that function better» (Uslaner, 2003, p. 172). Certes, nous avons à nouveau affaire à une relation circulaire qui peut être interprété dans un sens comme dans l'autre, mais qui néanmoins dans le cas argentin, indique qu'une redistribution inégale des richesses agit causalement ou conséquemment sur la confiance sociale généralisée.

Alors, les pays ayant les plus bas niveaux de confiance sociale sont ceux avec une distribution inégale des richesses (Hooghe *et al.*, 2003 ; Rothstein, 2000 ; Uslaner, 2003 ; Verba et Nie, 1972). Cette affirmation s'explique du fait que la situation économique précaire des individus marginalisés rendrait ceux-ci plus réticents à faire confiance à autrui, étant donné leurs plus grandes vulnérabilités et leurs plus grands risques à interagir avec autrui qu'un individu mieux nanti. C'est pourquoi les sociétés plus économiquement aisées ont des

taux de confiances sociales plus élevés, tandis que les plus défavorisés ont tendance à être plus méfiants politiquement et socialement.

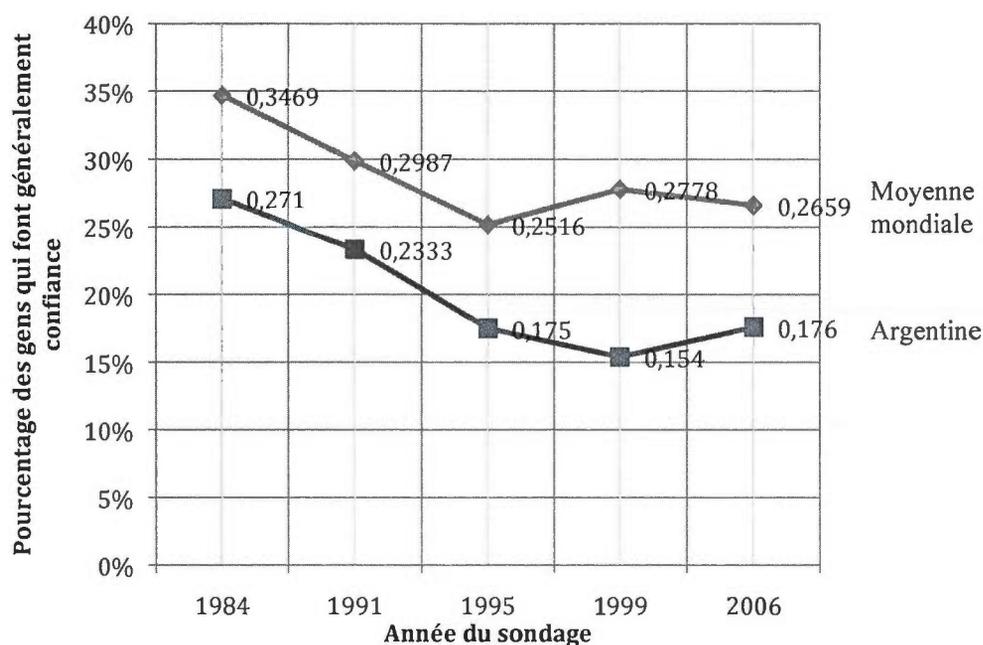
Sachant que le niveau socioéconomique d'un pays ainsi que l'honnêteté démocratique jouent sur le niveau de confiance sociale, il devient révélateur de mesurer la confiance sociale généralisée en Argentine, moteur de développement de capital social.

### 5.3 Mesures de confiance sociale

Nous avons basé notre analyse sur les informations contenues dans la base de données World Values Survey (WVS) relatives aux années de recherches disponibles. Afin de mesurer la confiance sociale généralisée, chacun des sujets interviewés devait répondre aux questions suivantes : «En règle générale, pensez-vous qu'il est possible de faire confiance aux autres?» et «Pensez-vous que l'on est jamais assez méfiant?».

Afin d'obtenir un point de comparaison, nous avons mis en relation la confiance sociale généralisée en Argentine avec la moyenne de confiance sociale généralisée mondiale. Le graphique ci-dessous représente les résultats obtenus entre 1984 et 2006. La courbe de couleur rouge (inférieure) identifie le pourcentage de gens qui font généralement confiance en Argentine, tandis que la courbe de couleur bleue (supérieure) identifie le pourcentage de gens qui font généralement confiance en moyenne dans le monde. Notons que les résultats analysés ci-dessous sont pondérés selon le poids démographique de chacune des régions.

Figure 5.1 : Confiance sociale généralisée comparée entre l'Argentine et la moyenne mondiale



Tirée de WVS. Survey, World Values (2006). World Values Survey. Marita Carballo. Buenos Aires, WWSA Scientific Advisory Committee (SAC).

Le graphique est révélateur. Dans un premier temps, nous remarquons que la confiance généralisée de l'Argentine est plus basse que la moyenne de tous les pays réunis. Un écart soutenu d'environ 7 % de 1984 à 1995 qui se prononce davantage entre 1995 et 1999 pour atteindre un écart de 12 %. Les courbes qui suivaient la même trajectoire au cours des dix premières années de l'étude ont bifurqué dans le sens opposé vers la fin des années 1990. Cette bifurcation concorde avec l'évolution de la crise argentine et les conséquences sociales et économiques plus palpables dès 1995. De plus, nous remarquons qu'après la crise de 2001, la confiance sociale généralisée reprend de la vigueur. Le graphique 5.1 semble concorder avec l'instabilité politique, économique et sociale ressentie en Argentine.

En effet, la méfiance sociale semble être récurrente dans les pays comme l'Argentine où

les politiques sont caractérisées par des politiques clientélistes et verticales telles qu'étudiées au chapitre III. Des recherches indiquent qu'en moyenne, seulement 16 % de la population de l'Amérique latine ont confiance en leurs concitoyens, lorsqu'en Europe, le même indice atteint plus de 60 %<sup>1</sup>. Ces pourcentages indiquent la présence d'un réel problème, expliqué par Eisenstadt et Roniger :

The regional common heritage of distrust is reflected in social interaction patterns. The continent seems to be characterized and dominated by verticalism and clientelism, which basically indicates fragmentation and the incapacity to develop horizontal cooperation. (Eisenstadt et Roniger, 1984)

L'argument propose que la coopération horizontale soit possible dans certains pays en voie de développement, mais que la tendance reste au regroupement naturel entre les personnes similaires<sup>2</sup>, tandis que les personnes dissemblables tendent à être rejetées. Dans ce cas, la confiance serait plutôt particulière que générale (Eisenstadt et Roniger, 1984). Était-ce réellement le cas en Argentine en 2001? Les bas niveaux de confiance sociale généralisée ont-ils agi comme barrière de coopération?

#### 5.4 La confiance sociale est-elle nécessaire pour passer d'un mode non-coopératif à un mode coopératif?

Cette question à savoir si la confiance sociale est nécessaire afin de passer d'un mode non-coopératif à un mode coopératif nous oblige à revoir le processus de création de capital social selon la théorie de Putnam. En effet, ce dernier associe la confiance généralisée et l'engagement civique d'office : «the more people are engaged in voluntary associations and informal networks, the more trusting toward other people they will become» (Putnam, 1993, 2000, p. 137). Dans un sens ou dans l'autre, pour Putnam la confiance est indissociable du capital social alors que visiblement, aucune théorie sur le capital social n'est à ce jour suffisante pour prouver un lien aussi direct (Hooghe *et al.*, 2003 ; Rothstein, 2000).

---

<sup>1</sup> Source : latinobarometro.org consulté le 1<sup>er</sup> décembre 2011.

<sup>2</sup> Particulièrement en référence à la classe sociale.

Conscientes du rôle primordial de la confiance sociale dans le capital social, nos recherches remettent en doute l'ordre dans lequel le capital social de la théorie de Putnam s'initie.

En Argentine, dans des conditions sociales, économiques et politiques menant à un faible niveau de confiance sociale, nous savons que l'esprit de coopération a tout de même su prendre forme (chap. VI). C'est pourquoi, plutôt que d'enchaîner la confiance sociale à la confiance politique comme préalable à la coopération, pour éventuellement en arriver à une société plus démocratique comme le laisse entendre Putnam, nous suggérons de nuancer ce lien théorique.

Notre étude de cas démontre qu'à l'inverse, le capital social peut être créé en fonction d'une conjoncture ponctuelle, ici la crise de 2001, et être influencé par le haut (par les institutions), d'où l'importance de tenir compte du contexte spécifique. Nous supposons que selon le contexte, de faibles niveaux de confiance sociale peuvent initier la création de capital social. En fait, la confiance sociale bien que nécessaire à la coopération, n'est pas une condition nécessaire pour initier le capital social, mais peut survenir en réaction à un contexte déterminant en vue d'articuler des demandes démocratiques.

La crise argentine fut un évènement rassembleur étant donné ses circonstances conjoncturelles. Une sorte de constat sur la force de la collectivité que les individus à eux seuls n'avaient pas. Ensemble, les Argentins étaient tous épris par la même colère et le même désir de sortir l'Argentine du chaos. De bas niveaux de confiance sociale (fig. 5.1) ajoutés à de bas niveaux de confiance politique (chap. III) ont pu créer du capital social dans une proportion inverse à celle suggérée par Putnam. Ainsi, différemment de la proposition théorique, pouvons-nous supposer que nous avons affaire à de la confiance sociale généralisée spontanée durant la crise? Une confiance sociale de crise lorsque les Argentins avaient visiblement beaucoup plus à gagner qu'à perdre à coopérer? S'agissait-il vraiment de confiance sociale? Serait-ce un rapprochement social compensatoire devant le néant politique? Combien de temps une telle confiance peut-elle durer? Puisqu'elle n'est pas visible à même la figure 5.1, serait-ce qu'elle ne dure pas?

## 5.5 Conclusions partielles

Dans ce chapitre, nous constatons que tous les indices, théoriques et statistiques, sont en place pour confirmer que le niveau de confiance sociale généralisée en Argentine diminue au rythme de l'instabilité politique, économique et sociale des années 1990. Ce niveau de confiance sociale devrait réduire les interactions face à face et, ainsi, diminuer la coopération nécessaire à la formation de capital social. Dans les faits, et nous le verrons au chapitre VI, l'élan de solidarité depuis la deuxième moitié des années 1990 en Argentine est bien tangible et démontre que les faibles niveaux de confiance politique et sociale n'ont pas enfreint la solidarité collective. Dans les faits, le capital social a été créé dans une proportion inverse aux variables de confiance sociale et politique suggérées dans la théorie de Putnam.

Ces conclusions répondent à la question soulevée au chapitre III, à savoir si une fois le lien politique brisé, la confiance sociale est encore possible? En référence à la crise argentine, nous assumons que la confiance sociale tend à suivre la même direction que la confiance politique. Une fois la confiance politique (et sociale) brisée, spécifiquement en contexte de crise, la création de capital social est bel et bien possible. Nous supposons que les données du WVS ne peuvent pas déceler un engouement aussi ponctuel que celui de la frustration généralisée au point culminant de décembre 2001. Nous présumons que la confiance sociale a atteint de plus bas niveaux que ceux présentés dans la figure 5.1.

Le cas du capital social durant la crise argentine se réfère à un contexte différent de celui de la description théorique de Putnam. Ce dernier perçoit la création de capital social dans un contexte démocratique juste et équitable où la confiance sociale généralisée et la confiance politique n'occupent pas des niveaux aussi dramatiques que dans le cas argentin. Ainsi, la crise argentine ne s'inscrit pas dans ces paramètres. En contraignant la théorie de la sorte, Putnam laisse de côté les sociétés en voie de démocratisation, détenant des problèmes économiques, sociaux et politiques comme ceux de l'Argentine. Nous supposons que le capital social peut être créé dans un contexte différent et selon des paramètres différents. En Argentine, nous estimons qu'il s'agissait d'un élan d'instinct de survie compensatoire et spécifique à la situation de crise. Un engouement social ponctuel créant du capital social en réaction aux problèmes sociétaux. La situation argentine s'applique en tout point au cas décrit

par Whittington :

Voluntary association emerged from this context of weakness and compensated for underdeveloped political and social institutions of a democratic society. Social capital, in this sense, was compensatory for deficiencies in a democratic society, arising from otherwise unmet social needs. (Whittington, 2001, p. 23)

Cette description rejoint celle de la réaction associationnelle en contrepois au régime politique instable dont nous faisons état au chapitre IV. Dans un contexte de crise, le manque de confiance sociale et de confiance politique, pourtant bien réel, a tout de même permis la création de capital social. Pouvons-nous affirmer qu'en contexte de crise, l'association volontaire irait dans une proportion inverse à celle des niveaux de confiance politique et sociale?

En Argentine, dans une société démocratique récente, les clivages sociaux se sont creusés, les inégalités étaient de plus en plus marquées et les politiques étaient particulièrement populistes, mais le capital social s'est développé. Nous ne restons sans penser que le processus compensatoire de création de capital social n'a fait surface qu'une seule fois, de façon ponctuelle, et qu'il n'aurait peut-être pas eu lieu dans un contexte de prospérité économique, social et politique. En effet, les mots de Scharpf laissent supposer que la solidarité n'est pas une décision principalement altruiste, mais qui dépend grandement du contexte : «if people were able to choose their orientations [...] they would be better off, in purely individualistic terms, if they could opt for solidarity-and could trust others to do likewise» (Rothstein, 2000, p. 480). En Argentine, la mobilisation généralisée ne survient qu'en situation de crise, ponctuellement. Il sera intéressant de constater la durée de la création de capital social dans le chapitre suivant. Ainsi, afin de tirer des conclusions plus claires, nous traçons les contours de l'association volontaire en Argentine entre 1995 et 2005.

## CHAPITRE VI

### LES ORGANISATIONS FORMELLES ET INFORMELLES

«Les Américains de tous les âges, de toutes les conditions, de tous les esprits, s'unissent sans cesse. Non seulement ils ont des associations industrielles et commerciales auxquelles tous prennent part, mais ils en ont encore mille autres espèces: de religieuses, de morales, de graves, de futiles, de fort générales et de très particulières, d'immenses et de fort petites [...]

Il n'y a rien, selon moi, qui mérite plus d'attirer nos regards que les associations intellectuelles et morales de l'Amérique.»

- Alexis de Tocqueville, De la démocratie en Amérique

«Es necesario recordar que es a través de las luchas como nuevas brechas sociales y políticas se han abierto en nuestro país, pese al cierre excluyente de nuestra sociedad; en definitiva, es mediante las luchas y la acción colectiva como los sujetos han podido vislumbrar y apropiarse del sentido de lo político, concebido éste como autodeterminación y, a la vez, como creación de mundos alternativos.»

- Maristella Svampa, La sociedad excluyente

Ce chapitre a pour objectif d'identifier certaines organisations formelles et informelles qui se sont mobilisées en vue de résoudre les problèmes collectifs en Argentine avant et après la crise de 2001-2002. Il s'agit de l'aboutissement de la formation de capital social dans sa forme la plus tangible. Suite à l'analyse des variables qui pouvaient influencer sa création, nous nous attaquons au dépouillement des associations réellement en place. Certes, l'Argentine en constant bouillonnement social a fait naître plus d'une organisation digne de mention. Nous n'avons qu'à penser aux *Madres de la Plaza de Mayo* créée en 1977 en

réaction aux 30 000 personnes disparues sous la dictature de militaires de 1976 à 1983 (Madres de Plaza de Mayo, 2006). Ces mères, qui encore aujourd'hui militent pour retrouver leurs enfants disparus, forment une organisation issue d'un moment historique marquant.

Dans le cadre de ce mémoire, nous avons dû nous limiter aux organisations issues de la crise, et parmi celles-là, ne choisir que les plus significatives. Nous sommes conscientes que ce chapitre ne constitue qu'un survol de grandes associations et que chacune d'entre elles aurait pu s'être vu allouer un chapitre, sinon un mémoire à elle seule. L'objectif est de constater la réalisation de capital social sous différentes formes et d'observer leur dynamique. Nous ferons état de trois organisations majeures en Argentine durant la période étudiée, soit le mouvement des chômeurs *piqueteros*, les assemblées de quartier et les entreprises récupérées. De plus, nous mettrons l'accent sur les témoignages recueillis durant les entrevues, exemples concrets d'associationnisme. Débutons par les fondements du concept d'association collective et un survol de la définition de la société civile.

### 6.1 Définition de la société civile

Puisqu'il existe plusieurs définitions de la société civile, nous traçons les contours du concept en faisant suite à la définition déjà élaborée dans le chapitre II. Nous réitérons que la société civile s'inscrit à l'intérieur de la sphère publique par différentes formes d'associations formelles ou informelles. De plus, dans le cas argentin, considérant le rôle de l'État dans la création de capital social (chap. III et IV), nous utilisons la définition de Migdal selon laquelle la société civile se limite aux organisations qui engagent directement l'État (Migdal, 1994), donc aux organisations formelles.

De façon générale, la société civile assume le rôle de représentant et/ou de contestataire à l'intérieur de la société par l'entremise d'une organisation sociale. Elle donne l'identité et la voix aux divers intérêts et points de vues de la société, stimule les débats publics et fait pression sur divers propos d'intérêt public (Edwards, Foley et Diani, 2001, p. 6). Elle produit l'engagement civil de façon volontaire. Ces initiatives d'organisation procurent une autodétermination qui peut servir de protection face à d'éventuels abus de l'État, tel

qu'énoncé au chapitre IV par les propos Tocqueville. Sachant cela, toute administration politique qui cherche à mobiliser la participation de ces citoyens à la vie publique se doit de tenir compte de l'importance des associations volontaires (Ayala, 2000).

## 6.2 La société civile et le capital social

Rappelons que le capital social se réfère aux caractéristiques de la vie sociale qui permettent aux participants de travailler ensemble plus efficacement afin de poursuivre des objectifs communs. Ainsi, dans sa relation avec le capital social, la société civile joue un rôle de premier plan. La société civile en action, sous forme d'organisation et guidée par un sentiment de solidarité, peut engendrer du capital social (Lin, 1995).

Dans le cadre de ce mémoire, le capital social qu'engendre la société civile correspond au tissu social qui, par une attitude de compromis et de participation, engage une stratégie pour pallier aux conséquences des politiques néolibérales des années 1990. Tel que mentionné au chapitre III, cette période est caractérisée par la fragmentation sociale et l'augmentation de la pauvreté de façon générale en Argentine. Notons que toujours orientés vers le même désir de satisfaire les besoins fondamentaux (manger, se loger, travailler), différents moyens ont été utilisés par la société civile. Les pistes de solutions pour remédier à cette situation dans un contexte où les ressources (matérielles et financières) sont inexistantes ont été véhiculées par la mobilisation et l'association entre les individus d'une communauté. Mais quels résultats sont-ils possibles d'envisager? Quels résultats le capital social permet-il d'atteindre lorsqu'une communauté se mobilise?

Le capital social se compose de réseaux sociaux à même la société civile, ici associations collectives, en interaction au niveau de quartier, des municipalités ou de la nation. À petite ou grande échelle, à l'aide de petites actions, elles s'efforcèrent de maintenir le filet social détruit par les politiques néolibérales à l'aide d'un effort collectif de survie (Masseti, 2009). Le capital social permet la survivance du secteur populaire alors marginalisé (chap. I). Au moment de la crise, ces organisations, dont l'intérêt réside dans la revalorisation des pratiques communautaires, ont cherché à transformer la conception

politique, une sorte d'autodétermination politique.

La société civile argentine en action prit les moyens pour s'approprier l'espace public et formuler des choix, leurs choix. Formant alors une seule voix<sup>1</sup>, le secteur populaire mobilisé dénonça les politiques néolibérales et implora un changement politique. Non seulement en pointant du doigt les coupables, mais en élaborant aussi un carnet de demandes, démontré au quotidien par des exemples concrets de ce que tout un chacun espérait voir devenir leur pays. *Piqueteros*, assemblées de quartier et entreprises récupérées, à leur façon, désignaient le souhait d'un État plus démocratique, plus participatif, plus collectif (Svampa et Pereyra, 2009). Soulignons que les associations rassemblèrent des citoyens de toutes classes sociales, inquiets du sort de leur pays et inquiets de leurs conditions sociales dégradantes. L'analyse des entrevues présentée ci-après permet d'éclaircir le lien entre le capital social et la crise argentine.

### 6.3 Associations volontaires apparues durant la crise de 2001-2002 en Argentine

Dans les exemples exposés ci-bas, nous gardons en mémoire que le capital social a été utilisé comme véhicule pour contrecarrer les effets du vide politique (chap. I et III), de la crise socioéconomique et ses résultantes.

#### 6.3.1 Les *Piqueteros*

Les *piqueteros* sont les précurseurs de l'action collective spontanée et semi-organisée de l'explosion d'une société de plus en plus vulnérable aux conditions de vie précaires marquées par un taux de chômage croissant (Svampa et Pereyra, 2009). Si bien qu'une brève description du mouvement est appropriée.

---

<sup>1</sup> Nous faisons référence aux organisations qui engagent directement l'État et précisément au sentiment généralisé de ras-le-bol durant la crise de 2001.

### 6.3.1.1 Brève description du mouvement

Le mouvement des *piqueteros* prit forme en juin 1996 lorsque près de 20 000 chômeurs, employés de l'administration publique, étudiants et paysans ont bloqué les routes durant plus d'une semaine entre Cutral C6 y Plaza Huinul (Armony, 2004). Ces villes de la province de Neuquén avaient été ébranlées par la fermeture de YPF privatisée en 1992. Par la suite, cette nouvelle forme de manifestation devint de plus en plus fréquente.

De façon générale, les *piqueteros* sont des individus qui ont été expulsés du marché de travail ou qui jamais n'en ont fait partie et qui exigent de l'aide de l'État (Armony, 2004). Certains étaient participants actifs du mouvement social, d'autres que collaborateurs. Hommes, femmes et familles s'installèrent autour de barrages routiers, avec leurs tentes, se réchauffant autour de pneus en feu, partageant des soupes populaires. Ces images ont marqué avec éloquence l'imaginaire populaire. Les rassemblements *piqueteros* s'intensifieront à travers le pays durant la présidence de De la Rúa en 1999 et perdurèrent durant la crise de 2001. À ce moment, le mouvement avait rejoint la classe moyenne qui perdait graduellement leur niveau de vie plus la situation s'aggravait. Les barrages routiers créaient une réelle visibilité du mouvement et formèrent ainsi une nouvelle forme de contestation qui ne pouvait qu'attirer l'attention de tous.

À l'intérieur du mouvement, les *piqueteros* privilégiaient la négociation à la confrontation et la violence. Ceux-ci accordaient une importance particulière à «l'horizontalité» de la structure du mouvement. Il n'existait ni président du mouvement ni de postes hiérarchiques, seulement des coordinateurs de tâches. Leurs valeurs principales étaient la solidarité, l'honnêteté et la liberté (Armony, 2004). Ils se définissaient comme un mouvement ayant réussi à mettre en place d'une part, des actions novatrices de désobéissance et de résistance et d'autre part, des pratiques politiques basées sur la démocratie, l'autogestion et l'autonomie (Hopstein, 2003).

### 6.3.2.1 Les *piqueteros*, la voix du peuple?

Les *piqueteros* ont illustré les moyens trouvés par les chômeurs d'informer l'État de leur sentiment d'exclusion. À savoir si les manifestations des *piqueteros* ont incarné du capital social, le sujet F, sans hésiter, a répondu qu'évidemment, les *piqueteros* ont articulé l'interaction entre les différents acteurs, soit la société civile et l'État, et ont dénoncé le problème de l'emploi criant :

En medida tal es el caso de los piqueteros que aparecieron como una señal de protesta de sectores excluidos durante la década del 90' y que empezaron con el único modo que les quedaba de recordarle al resto del sistema que existían, que fue cortando calles; y eso habrá empezado en el 96-97 con las manifestaciones en Neuquén. Ya al final del gobierno de Menem se sentía, el fenómeno se acentuó muchísimo más sobre el fin del gobierno de De la Rúa a mediados ya del 2001 esto estaba ya muy presente y durante todo el año 2002 claramente fue un factor muy relevante claro. Ahora en algún punto en la medida que esos sectores puedan contener a los excluidos y que tengan la capacidad de generar algún tipo de oportunidad, que vaya mas allá del simple hecho de cortar calles si son muy relevantes. [...] La Argentina era un país desacostumbrado al desempleo masivo, digo el desempleo de dos dígitos (y dos dígitos altos), 20% probablemente más que haya sido en el 2002; es un fenómeno atípico para Argentina digamos (si uno tomara el periodo del 40 en adelante o del 30 en adelante mismo) nunca el desempleo había (incluso en la época del gobierno militar, que no fue precisamente un gobierno pro-obrero) superado el 9%. Y en el 90', en el año 95' alcanzo el 18% o sea, claramente todos esos sectores estaban desprotegidos aparte con todo el componente que el sector informal no tiene también quién lo represente, ¿no? Entonces en ese sentido yo diría que como organizaciones que pueden agregar intereses, expresar la demanda, si son muy relevantes.<sup>2</sup> – Sujet F

---

<sup>2</sup> Traduction libre : Dans le cas des *piqueteros* ils sont apparus comme une alerte de protestation des secteurs exclus lors de la décennie des années 1990 et ils ont commencé avec le seul moyen qu'ils leur restaient pour rappeler au reste du système qu'ils existaient, et ce, en bloquant les rues. Cela a commencé en 1996-1997 avec les manifestations à Neuquén. Et à la fin du gouvernement de Menem ça se sentait, par contre, le phénomène s'était accentué beaucoup plus sur la fin de De la Rúa au milieu de 2001 et cela était déjà présent durant toute l'année 2002. Ça a été clairement un facteur très important, bien sûr. Maintenant à un certain point ces secteurs peuvent contenir les exclus et ont la capacité de générer une sorte d'opportunité qui va au-delà du blocage de rues déjà très pertinent. [...] L'Argentine était un pays peu habitué à un chômage de masse, je veux dire de chômage à deux chiffres (et à deux chiffres élevés), probablement 20% de plus que ce qu'il était en 2002 est un

Aussi, les *piqueteros* ont travaillé à la reconstruction de l'équilibre sociétal par l'action politique depuis le bas, c'est-à-dire, depuis les associations civiles organisées.

La acción colectiva colocó en el centro del discurso y del auto-reconocimiento la cuestión de dignidad. En la ruta, el piquete instaló la confrontación como modelo de acción, al tiempo que apareció como un lugar de recreación identitaria. Esto permitió pensar la experiencia de la desocupación desde un nuevo lugar y revestirla de otras dimensiones.<sup>3</sup> (Svampa et Pereyra, 2009, p. 201)

Selon Svampa et Pereyra, les *piqueteros* ont articulé le problème collectif pour le rendre visible sur la place publique, notamment grâce à l'usage du droit à l'association propre à la société démocratique (chap. IV). L'utilisation d'un espace de délibération démocratique et participative a contribué à la formulation d'une approche plus collective du politique. En effet, la reconstruction de l'identité a été transmise à travers la revalorisation, dans l'organisation *piqueteros*, des compétences et de l'expérience qui étaient laissées de côté par la «décollectivisation» véhiculée par le chômage et, par le néolibéralisme de façon plus large.

### 6.3.2 La révolte du 19 décembre 2001 et les assemblées de quartier

Les assemblées de quartier marquent l'organisation d'une nouvelle économie sociale et solidaire avant, pendant et après la révolte citoyenne du 19 et 20 décembre 2001 (chap. I). Durant ces journées qui marquèrent le déclenchement officiel de la crise, les Argentins, casseroles à la main, ont décidé de pied ferme de prendre en charge les problèmes collectifs. C'est à grand coup sur leurs casseroles qu'ils ont affronté les dirigeants politiques qui les

---

phénomène inhabituel pour l'Argentine on peut dire (si vous prenez la période des années 1940 et plus ou même des années 1930 et plus) jamais le chômage n'avait (même à l'époque du gouvernement militaire, qui n'était pas exactement un gouvernement pro-travailleur) dépassé 9%. Et dans les années 90, en 95 le taux de chômage a atteint 18%, ce qui représente clairement l'ensemble des secteurs qui n'étaient pas protégés, ne comptant pas les secteurs informels qui ne sont pas représentés ici. Alors dans ce sens, je dirais qu'en tant qu'organisation qui rassemble les intérêts de chacun et qui exprime une demande, oui [les *piqueteros*] sont importants.

<sup>3</sup> Traduction libre : L'action collective est placée au centre du discours et de l'auto-reconnaissance de la question de la dignité. En cours de route, les *piqueteros* ont installé la confrontation comme modèle d'action, alors comme une récréation identitaire. Cela a permis de penser l'expérience du chômage dans un nouveau lieu et de l'investir dans d'autres dimensions.

gouvernaient alors, faisant le pied de grue à la *Plaza de Mayo*, bien déterminés à obtenir leur démission. En premier lieu, ils obtinrent la démission de Cavallo, redevenu ministre des Finances. Cependant, pour une population qui en avait plus qu'assez, c'était loin d'être suffisant. Sur plusieurs jours, les manifestations ont poursuivi et réussirent à renverser le gouvernement. Ni la peur, ni le découragement n'ont arrêté les manifestants, et ce, malgré la répression policière qui fit plus de 30 morts (Svampa, 2011, p. 78). L'Argentine, durant ces moments d'extrême instabilité, était déterminée et solidaire. (Brieger, 2003 ; Quattrocchi-Woison, 2003) Afin de saisir l'ambiance qui régnait alors, les sujets G et C témoignent de leur expérience de ce moment marquant :

Lo que pedíamos era un cambio y yo participé en la noche del 19 en el *cacerolazo* que fuimos al Congreso, se empezó como en las casas y yo estaba en el balcón de la mía, bajamos a la calle (habían venido dos amigos) entonces empezamos a ver que la gente pasaba caminando y que iba hacia el Congreso y dijimos: "Vamos, porque acá pasa algo" y fuimos caminando. Pasando por un bar que tenían televisores nos enteramos que había renunciado Cavallo esa noche entonces la gente se puso muy eufórica porque vamos ya esto es un signo de que algo va a pasar y estuvimos la noche del 19 en el Congreso como hasta las 2 de la mañana, 30°C a las 12 de la noche creo que es algo que motivó que la gente estuviera mucho en la calle. Yo estaba muy emocionado digamos, porque era la primera vez que participaba por ahí en una manifestación política masiva, y aparte espontánea. [...] Pero nunca había visto esta cosa espontánea que la gente empezó a salir, los vecinos decían: "Vamos, vamos" y todos iban, iban, iban y nadie se los llevaba o nadie convocaba y fue realmente muy emocionante, ahí sentí por primera vez que la participación tenía un sentido, que realmente la gente podía decidir cosas, que así como decidió con el voto existe esa posibilidad después, bueno de tomar decisiones cuando son colectivas, porque ese es el tema, si no son colectivas no tienen ningún sentido.<sup>4</sup> –  
Sujet G

---

<sup>4</sup> Traduction libre : Ce que nous demandions était un changement. J'ai participé la nuit du 19 au *cacerolazo*, nous sommes allés au Congrès, mais le tout a commencé dans la maison de chacun. J'étais chez moi, sur le balcon avec deux amis, puis nous sommes descendus rejoindre les passants qui marchaient en direction du Congrès. Nous disions: «Allons-y puisqu'il se passe quelque chose». En passant par un bar qu'il y avait sur le chemin, nous avons entendu à la télévision que Cavallo avait démissionné. À ce moment, les manifestants sont devenus euphoriques puisque cela était un signe que quelque chose allait se produire. La nuit du 19, nous sommes restés au Congrès jusqu'à deux heures du matin, il faisait 30°C et cela a sûrement contribué au fait que beaucoup de gens étaient dans la rue. J'étais extrêmement touché par les événements, car c'était la première fois que je participais à une manifestation politique massive. Je n'avais jamais vu un événement de la sorte. Les gens commençaient à sortir et nous pouvions entendre les voisins dire : «allons-y!». Tout le monde y allait en se respectant mutuellement. Pour la première fois, j'ai vraiment ressenti que la participation des

[...] lo que más bronca sentí, más impotencia e indignación que todo fue el 20 de Diciembre, que hubo manifestación en todo el centro, por todos lados, era un quilombo por todos lados. Los bancos ponían todos maderas en los cristales para que no rompieran los cristales porque eran para romperles todo. Y bueno, de tanta bronca yo me acuerdo, había esa tarde ese día 20 muertos en el centro, que después era patético ver, después veías por la tele, los tipos tirados ahí y a cuatro cuadras los camiones de caudales saliendo de los bancos, todos los camiones de caudal rumbo al aeropuerto. Fue una imagen alucinante, llevándose el papel... ¡El dinero, el papel! Es indignante eso, a esos si que habría que haberles hecho piquete y no haberlos dejado salir; pero lo tenían bien preparado, claro del centro sale a la autopista directamente a Ezeiza (aeropuerto de Buenos Aires) y bueno, los que sabían de este tema quizás ya habían filado el dinero antes, claro, seguramente. [...] Pero bueno, en el apuro se ve que los últimos listos se... era patético ver a los tipos muertos y la imagen de los camiones de caudales llevándose el dinero.<sup>5</sup>—Sujet C

Ces moments chaotiques ont provoqué l'état d'alarme dans la société civile. Celle-ci allait alors comprendre la puissance de son union. Par le désir d'exercer leurs droits et libertés, de se réunir, pour échanger des idées et pistes de solutions et de cesser de subir des politiques contraignantes, ensemble, les Argentins se sont approprié les rues et ont exigés des changements sociaux et politiques.

L'appropriation de l'espace public sur base territoriale, soit les assemblées de quartier, a été qualifiée «d'avatar de la démocratie directe» par Diana Quattrocchi-Woison. En effet,

---

gens avait un sens, qu'un certain nombre de personnes regroupées avait la force de prendre des décisions. Comme lors du vote, des décisions de la sorte ne font aucun sens si elles ne sont pas collectives.

<sup>5</sup> Traduction libre : [...] la fois où j'ai le plus senti de colère, d'impuissance et d'indignation a été le 20 décembre. Il y avait des manifestations dans tout le centre [de Buenos Aires], tout était en désordre partout. Les banques mettaient des barrières de bois devant leurs vitrines afin d'éviter de se les faire briser, parce que l'envie de tout casser y était. Je me souviens de tant de colère. Cet après-midi-là, 20 personnes sont décédées dans le centre [de Buenos Aires]. C'était alors pathétique de voir les images à la télé des corps gisants sur le sol et à quatre blocs de là, des camions sortant les effectifs des banques se dirigeant vers l'aéroport. C'était une image étonnante, ils amenaient le papier... [Silence] L'argent, le papier! C'est scandaleux tout ça, c'est à cela qu'il aurait fallu s'opposer et les empêcher de passer, ne pas les laisser sortir, mais ils avaient tout bien préparé, du centre [de Buenos Aires] l'autoroute se rend directement à Ezeiza (l'aéroport de Buenos Aires) et ceux qui savaient que cela allait se passer avaient peut-être déjà filé avec leur argent avant, bien sûr, sûrement [...] Mais bon, l'embarras était face à l'image pathétique des personnes décédées d'un côté, et l'image des camions s'enfuyant avec l'argent de l'autre.

chacune des assemblées de quartier utilisait ses capacités d'auto-organisation (Palomino, 2004) et assumait la responsabilité de la gestion des nécessités de base des quartiers en état d'urgence sociale. Il fallait penser la politique différemment, reconstruire de nouvelle base sociale et les associations de quartier en étaient l'articulation. La dynamique d'autogestion était horizontale et démocratique, c'est-à-dire que le processus décisionnel était participatif, le pouvoir réparti entre les membres et tenant compte des opinions de chacun. Tous les citoyens étaient admis, quelle que soit leur appartenance politique ou sociale. Aucune condition d'admission à l'association n'était exigée. Jeunes, moins jeunes, familles, citoyens n'ayant jamais participé auparavant, tous étaient propriétaires de l'assemblée. (Dri, 2006)

Les discussions, les échanges et les actions étaient de toutes sortes et sur différents thèmes. Certains sujets interviewés ont participé aux assemblées de leurs quartiers. Leurs commentaires sont éloquentes de solidarité et nous en présentons ici quelques extraits :

Además el país en completo *default* sin fondos de ningún tipo, y bueno lo que yo saco positivo un poco de toda esta situación es digamos esta cosa que comienza en los barrios y nos muestra que se puede uno organizándose y siendo solidario y mirando al que tiene al lado y viendo que necesita, digamos con formar como una red en donde esta uno y aporta lo que puede, algunos será dinero, otro será productos, otro será trabajo, otro será ideas porque de eso se trata.<sup>6</sup> – Sujet G

[...] Entonces mucha gente empezó a decir “¿yo qué sé hacer?”, porque por ejemplo una señora que cosía, cosía ropa, otro señor había sido carpintero y bueno sabía hacer algo con la madera u otra señora sabía cocinar, en estos mismos ámbitos de organizaciones barriales se comenzaron a formar, se ponían como mesas y la gente llevaba lo que podía hacer; o también ropa usada o de repente cosas.<sup>7</sup> – Sujet G

---

<sup>6</sup> Traduction libre : En plus, le pays en complet défaut, sans aucun fond d'aucun type. Ce que je réussis à sortir de positif d'une telle situation c'est le fait que dans les quartiers les gens ont commencé à s'organiser tout en étant solidaires et en regardant ce que chacun avait à sa portée, pour constater ce dont chacun avait besoin. À tour de rôle, chacun contribuait à sa manière, certains apportaient de l'argent, d'autres apportaient certains produits, d'autres emmenaient du travail et d'autres contribuaient avec leurs idées.

<sup>7</sup> Traduction libre : [...] Alors, les gens ont commencé à dire « moi, qu'est-ce que je sais faire? », puisque par exemple une femme qui savait coudre, cousait des vêtements, un homme qui avait été charpentier savait travailler le bois, et une autre femme qui savait cuisiner, cuisinait et c'est alors que selon les domaines de chacun, des organisations de quartier ont commencé à s'organiser. Ils ont

Entonces fue realmente terrible, ver a la gente sacando la comida de la basura para poder comer era algo que era inimaginable, se repetía a la hora de sacar la basura a las 8 de la noche, en toda la ciudad ver familias era una cosa espantosa que uno no podía entender como eso podía estar pasando [...] las redes sociales comenzaron a organizarse y uno veía por ahí en las parroquias o bien en la misma municipalidad o intendencias haciéndose cargo o generando comedores para que esa gente pudiera comer y no llegara a ese extremo [...] de alguna manera comenzaron a actuar digamos en los barrios, fue donde primero comenzó. Uno lo empezó a ver y era una noticia que se veía en televisión, “se formó un nuevo comedor en tal lugar” [...] yo lo que hacía era colaborar con un comedor que estaba cerca de mi casa llevando alimentos, pero no participaba yendo a trabajar digamos. [...] la gente de los barrios, la gente que podía y les llevaba un paquete de fideos o un paquete de arroz o lo que podía para que los comedores funcionaran.<sup>8</sup> – Sujet D

Entonces bueno, había gente que se encargaba de juntar, que tocaba timbres y esto para el comedor tal (uno lo conocía porque sabía que estaba en tal lugar o tal otro) entonces podía ayudar un poco. Funcionó un poco, fue muy impresionante porque parte de lo tan malo que pasó también le hizo ver a la Argentina la capacidad que los argentinos tenían de autonomía y a niveles como muy reducidos, es decir a la autonomía del barrio, bueno si tanta cantidad de gente en el barrio aporta un poco hay alguien que canaliza esa ayuda, que aporta su trabajo, que cocina y pone un lugar y ahí mismo manda gente que come. Entonces fue como una cadena de decir: “las cosas se pueden y ahora es una cuestión de cómo se organizan”, también es el momento en que esas organizaciones se van dando en diferentes (no sé si estratos), pero diferentes lugares de la sociedad porque por un lado nace en los barrios como te digo, asociaciones que no tienen que ver con la política, algunas asociaciones sí vinculadas con la política por ejemplo sedes de partidos políticos comienzan a hacerlo, parroquias, iglesias que comienzan en el mismo nivel, organizaciones que

---

commencé à se regrouper, et mettre de grandes tables où les gens emmenaient ce qu'ils savaient faire et aussi ce qu'ils avaient, mais n'utilisaient plus; comme des vêtements usagés. En campagne les fermiers pouvaient aussi faire du troc de nourriture.

<sup>8</sup> Traduction libre : C'était vraiment terrible de voir les gens sortir la nourriture des poubelles pour se nourrir. C'était inimaginable. Cela se répétait à chaque fois qu'il fallait mettre les poubelles au chemin à huit heures du soir. Dans toute la ville, nous pouvions voir les familles dans cette situation. C'était tellement bouleversant que j'avais du mal à y croire [...] il y avait des organismes de cuisine collective qui s'assuraient de nourrir les gens. Tandis qu'ici ce type d'organisation a pris plus de temps à se manifester, sans doute à cause du fait qu'il soit plus difficile de nourrir 14 millions de personnes dans un milieu urbain. Éventuellement nous pouvions entendre à la télévision que dans certain quartier les cuisines collectives commençaient à être mise en place. Nous pouvions entendre par exemple qu'un nouvel organisme allait être situé à tel ou tel endroit. Moi ce que je faisais, c'est que je collaborais avec une cuisine collective qu'il y avait près de chez moi et j'y emmenais de la nourriture pour aider l'organisme à fonctionner. Parfois les gens y emmenaient du riz ou ce qu'il pouvait pour s'assurer du bon fonctionnement de l'organisme. Tout le monde faisait sa part.

empiezan a formarse en ese momento que tienen que ver con los *piqueteros* [...] y que no le queda otra que salir a la calle y manifestarse porque no tiene otra manera de lograr que lo escuchen.<sup>9</sup> - Sujet B

L'intégration et l'organisation sociale à tous les niveaux sont les éléments qui retiennent particulièrement notre attention à la lecture de ces témoignages. Ces gestes de solidarité témoignent de hauts niveaux de capital social durant la crise et de résolution de problèmes sociétaux à même la société civile. Poursuivons avec un autre type d'association volontaire, les entreprises récupérées.

### 6.3.3 Les entreprises récupérées

Les entreprises récupérées sont des coopératives de travail qui émergent à la suite de la fermeture, de la faillite ou même de l'abandon d'entreprises «capitalistes» (Martí *et al.*, 2004, p. 81). Tel qu'énoncé au chapitre III, progressivement la pauvreté augmentait conjointement avec la hausse du taux de chômage. Exclues du marché du travail, certains groupes de travailleurs prirent l'initiative de récupérer les entreprises dans lesquelles ces derniers œuvraient. Les travailleurs gèrent eux-mêmes la production en créant des coopératives récupérées et autogérées. Au total, quelque 180 firmes furent récupérées comptant près de 10 000 travailleurs, en majorité des secteurs du textile et de la sidérurgie (Martí *et al.*, 2004, p. 89). Ces coopératives étaient indépendantes de l'État et gérées horizontalement. La récupération d'entreprises était la possibilité restante avant le chômage et incarnait une lutte

---

<sup>9</sup> Traduction libre : Alors bon, il y avait des gens qui ont pris soin de se réunir, de sonner aux portes, et ce, pour la cuisine collective qu'ils représentaient et qui ont pu aider un peu. Ça a fonctionné un peu, c'était très impressionnant de voir qu'en dépit de la situation en Argentine, les Argentins ont su montrer leur capacité d'autonomie au niveau de leur quartier. Si autant de gens du quartier apportent un peu de travail, de cuisine et trouvent un endroit, cette aide canalisée, ainsi fait manger plus de gens. Puis ce fut comme un enchaînement de dire «tout est possible, ce n'est maintenant qu'une question d'organisation», aussi c'est le moment où ces organisations prennent forme dans différents endroits de la société. D'une part, nous avons des associations qui n'ont rien à voir avec la politique qui naissent dans les quartiers, et d'autres associations connexes, tels que le siège politique de partis politiques qui commençaient à prendre forme, dans les paroisses, les églises, des organisations commençaient à se former en lien avec les *piqueteros* [...] et de manifester parce qu'il n'avait aucun moyen de se faire entendre.

collective de résistance à la crise (Deledicque, Félix et Moser, 2005).

La récupération d'entreprises permet à plusieurs chômeurs de défendre leur gagne-pain en construisant une économie sociale à l'aide de la coopération. À cet égard, le sujet G explique la nature des transformations nécessaires :

Una cosa interesante fue la organización de cooperativas en fábricas que se habían cerrado y los empleados tomaron el control de ese lugar y se organizaron y tuvieron que aprender (y ellos conocían por ahí un poco más de la cuestión técnica), pero tuvieron que hacerlo y muchas organizaciones sociales intervinieron, en eso tuvo también que ver la universidad pública que tenía gente formada con un abogado de cierta organización administrativa que podía ir y darles pautas de cómo organizarse y a veces también fue interesante como algunas fábricas se recuperaron.<sup>10</sup> - Sujeto G

Ces organisations formelles nous renvoient à nouveau vers l'expression politique d'organisation sociale face au vide politique, soit du capital social en réaction à la crise. La démonstration d'autogestion populaire survenue en contrepoids aux problèmes collectifs criants. Le sujet I, sans avoir participé formellement dans une organisation donnée, conclut que ce type de réseau social a su amener une conscience sociale pendant et après la crise de 2001.

Funcionó mucho, pero hay cosas como comedores u organizaciones por ejemplo en ese año que a partir de *los cartoneros* (que surgieron ahí) hicieron plantas de reciclaje, muchas otras manifestaciones de obreros que se quedaron en fábricas fundidas en Neuquén tienen la recuperación de las fábricas y las están trabajando y me parece perfecto. De hecho me parece más saludable que un sistema capitalista vertical donde hay uno que se haga mucha plata con plusvalía y termina explotando a los trabajadores, pero que después de 2001 se tomó conciencia de eso pero reitero, creo que sí son importantes.<sup>11</sup> – Sujeto I

---

<sup>10</sup> Traduction libre : Une autre chose intéressante qui s'est produite a été l'organisation de coopératives d'entreprises qui avaient été fermées. Les employés ont pris le contrôle des lieux, se sont organisés et ont dû apprendre (ils connaissaient un peu plus le côté technique du travail), mais ils ont dû le faire. Plusieurs organisations sociales sont intervenues, entre autres l'université publique, étant donné qu'il avait des gens formés à disposition, tel un avocat qui pouvait leur donner des conseils afin qu'ils puissent mieux s'organiser. C'était très intéressant de constater comment certaines organisations ont réussi à se récupérer.

<sup>11</sup> Traduction libre : Ça a très bien fonctionné, par exemple il y a des organisations comme les salles à manger collective qu'à partir des *cartoneros* sont devenues des usines de recyclage, plusieurs

#### 6.4 Interprétations des réponses aux entrevues

Les confidences et les témoignages relatifs aux différentes chaînes d'entraide ou d'organisations (*piqueteros*, assemblées de quartier et entreprises récupérées) survenues dans les foyers des sujets interviewés attestent de la présence de capital social en Argentine durant la crise. Nous notons certaines tendances dans les réponses des sujets au cours des entrevues.

##### 6.4.1 La famille et les pairs d'abord et avant tout

En premier lieu, nous remarquons que le premier réflexe des Argentins a été de s'associer avec leurs pairs. Tout un chacun, instinctivement, veillait à ce que leurs familles respectives ne manquent de rien. Les sujets H et G témoignent de leurs histoires.

[...] la preocupación máxima pasaba por el tema del propio bienestar de mi familia, por la cuestión de que la expropiación del dinero de los particulares por la parte de los bancos.<sup>12</sup>— Sujet H

[...] por ejemplo entre nosotros mis hermanos y yo que estábamos un poco mejor ayudamos un poco en ese momento, mi hermana que le iba bastante mejor que a nosotros con su marido también generó situaciones de ayuda entre nosotros; digamos también a otro nivel pero lo que de algún modo generó "*a ver cómo nos damos una mano para que esto funcione*". Eso fue también importante, incluso me acuerdo de mi mamá con dos amigas que habían quedado sin trabajo y estaban complicadas en su momento cocinaban en su casa comida para llevar y lo vendían a otros amigos, digamos que les compraban sabiendo que necesitaban ese dinero,

---

autres travailleurs ont récupéré des usines à Neuquén pour travailler et ça me semble bien. En fait, ça me paraît plus sain que le système capitaliste vertical où une personne se fait de l'argent avec profit et finit par exploiter les travailleurs, mais après 2001 il y a eu une conscience de ça, mais je réitère que oui elles sont importantes [les associations collectives].

<sup>12</sup> Traduction libre : [...] la préoccupation première passait par le bien-être de ma famille et par la question de l'expropriation de l'argent des particuliers par les banques.

entonces había muchas de estas situaciones con gente en la casa que comenzó a hacer cosas que antes bueno, no hacía o no se sentía en la necesidad.<sup>13</sup> –Sujet G

Les discussions autour de la crise ne laissaient personne indifférent, suscitaient l'appui des proches et rassemblaient les familles.

Y con mi familia mucho sí, todos charlábamos de cómo nos afectaba o no. Fue como muy complicado y a su vez también a nivel de familia entre nosotros generó cierta situación de apoyo mutuo digamos porque no toda la realidad en la familia era igual; yo tengo una hermana y un hermano y ya estábamos todos trabajando y cada uno ya fuera de la casa de nuestros padres y no nos afectó a todos igual.<sup>14</sup> –Sujet G

Ce type d'association avec sa famille et ses pairs représente, selon la théorie, le contact naturel d'association relié à la confiance en particulier. Contrairement à la confiance sociale générale décrite au chapitre II et V, la confiance sociale personnalisée implique moins de risque vis-à-vis une personne inconnue puisqu'elle est innée et naturelle. Certes, il s'agit d'un élément intéressant, mais qui s'éloigne de notre recherche voulant cerner le capital social résultant de la collectivité en tant qu'ensemble. Notons toutefois qu'à première vue, ces témoignages correspondent à la proposition théorique de familisme amoral d'Edward Banfield selon laquelle une personne voit spontanément et prioritairement à l'intérêt de sa famille proche. Du même coup, cette personne est inapte «to act together for their common good or, indeed, for any end transcending the immediate, material interest of the nuclear family» (Banfield, 1967, p. 10). Selon Banfield, le repli sur le noyau familial empêcherait les

---

<sup>13</sup> Traduction libre : [...] par exemple entre nous, mes frères et sœurs qui étaient un peu mieux pouvaient aider les autres. À ce moment-là, ma sœur et son mari, qui s'en sortaient mieux que les autres membres de la famille, ont su générer l'entraide familiale. On peut dire qu'en quelque sorte, la crise aura engendré « alors comment pouvons-nous nous donner un coup de main pour que cela fonctionne? ». Ceci était également important, je me souviens de ma mère avec deux amies qui avaient perdu leurs emplois, se sont impliquées à cuisiner chez elle et à vendre leurs plats pour emporter à des amis, disons que ceux-ci achetaient en sachant qu'elles avaient besoin d'argent. Ainsi, il y avait de nombreuses situations avec des gens à la maison qui ont commencé à faire des choses qu'ils ne sentaient pas la nécessité de faire avant.

<sup>14</sup> Traduction libre : Avec ma famille, oui, nous discutons de ce qui nous affectait. Ce fut très compliqué et à la fois, entre nous la situation a généré un certain élan d'entraide, puisque la réalité n'était pas pareil pour chacun des membres de la famille. J'ai une sœur et un frère, nous travaillons tous et ne vivions plus chez nos parents et la crise ne nous a pas affecté de la même façon.

citoyens de participer et de s'intégrer à la vie communautaire en dehors de ce noyau et donc de jouer un rôle actif dans la société civile (Lupo, 2008). Soulignons que cette proposition théorique a été critiquée par Putnam, puisque selon ce dernier, le familisme amoral néglige le pouvoir des réseaux ou des associations sociales et conséquemment, écarte la création de capital social issu de la coopération sociétale. En Argentine, l'analyse des entrevues révèle que l'attention spontanée vers la famille ne limiterait pas l'action collective à court terme. Les associations collectives décrites ci-haut ont pu se développer au-delà de la sphère familiale, tout en orientant prioritairement les efforts d'entraide sur les proches.

#### 6.4.2 Et ensuite, l'association à l'échelle de la collectivité

Cette section met en évidence certains éléments de réponse à notre question de recherche par de réels témoignages d'associations collectives. Nous constatons que la collaboration a pu prendre plusieurs formes en situation de crise et que tous les moyens étaient bons pour s'épauler.

Le sujet H fait mention de l'apparition de nouveaux pauvres et de l'émergence de cuisines communautaires pour venir en aide aux *cartoneros*, les recycleurs de carton ou autres produits recyclables issus des problèmes de chômage et de pauvreté extrême. Les *cartoneros*, souvent accompagnés de leurs familles étaient contraints à adopter un mode de vie précaire et sans abri dans les rues de Buenos Aires.

Y después hay mucha gente que aportaba a los comedores comunitarios y empezaron a reproducir (existen todavía), digamos que el primer salto importante en los niveles económicos (o sea de la crisis económica), digamos un indicador importante en la pobreza fueron los últimos años del gobierno anterior (o sea que estamos hablando del 97), ya ahí empieza a haber el fenómeno de los comedores comunitarios en los primeros *cartoneros*. De hecho es un poco la red solidaria como una inquietud de un cierto grupo de personas pequeño que ya percibían esto, y así como ese grupo ahí empezaron a aparecer ONG (fue como una especie de "boom"). El "boom" fue con la crisis grande, pero digamos ya el inicio era previo, había

como una iniciativa generalizada de ONG enfocadas a esta nueva pobreza que estaba apareciendo.<sup>15</sup> – Sujet H

Le sujet H poursuit et explique l'arrivée de différents réseaux sociaux qui émergent durant la crise, dont l'arrivée d'organisations non gouvernementales (ONG). Le sujet soutient que ses concitoyens contribuaient par de petits gestes et dans la mesure de leurs moyens.

Entonces había, te digo, partido en campañas masivas (sobre todo la gente que uno conoce), de alguna manera se enteraba de que algo estaba haciendo (ya enfocado más obviamente en la situación esta de pobreza), desde llevar comida, ayudar a los *cartoneros*, mismo la gente común sin que nadie les dijera trataba de ayudar (yo ya me estoy refiriendo a la peor época, la situación más crítica). La misma gente de los edificios ayudaba, por ejemplo que si les quedaba comida la guardaban y se la entregaban a estas familias que venían a buscar dentro de los residuos. O sea, era algo común, no era analizado pero era algo bastante común y el mismo trato para con la gente esta que sigue existiendo como son los *cartoneros*, en esas épocas era de no se produjeron reacciones negativas contra de la sociedad (podría ser de discriminación, de molestia porque en realidad también ensucian o porque dejan basura fuera de las bolsas, etc.) entonces podía ser fuente de molestias pero no sólo eran tolerados sino que no eran molestados y por otra gran parte de la población eran ayudados.<sup>16</sup> – Sujet H

Aussi, le sujet H prend exemple sur l'ONG nommée *Red Solidaria* pour appuyer la présence d'entraide collective. Celui-ci affirme que l'objectif de cette organisation était précisément de faire le pont entre les besoins des concitoyens et ceux qui étaient en mesure de les aider. Un réseau de solidarité qui agissait à titre d'intermédiaire.

---

<sup>15</sup> Traduction libre : Plusieurs personnes contribuaient au bon fonctionnement des cuisines collectives et celles-ci ont commencé à se reproduire. D'ailleurs, plusieurs d'entre elles existent encore. Un indicateur important de l'éventuelle crise économique s'est manifesté dans les années du gouvernement précédant la crise, soit en 1997. C'est à ce moment qu'il y a eu les premiers phénomènes de cuisines collectives en soutien aux *cartoneros*. En fait, au même moment que la crise économique que plusieurs ONG se sont créées pour remédier au problème de pauvreté qui apparaissait.

<sup>16</sup> Traduction libre : Alors, il y avait des campagnes massives d'entraide pour combattre la pauvreté. D'une façon ou d'une autre, les gens prenaient connaissance des actions d'entraide de plus en plus présentes (la pauvreté se faisant plus évidente) et contribuaient sans même se le faire demander à emmener de la nourriture aux *cartoneros* ou à la redistribuer. Les gens conservaient leur nourriture et plaçaient les restants près des poubelles pour que les familles pauvres puissent venir les chercher. Il s'agissait de quelque chose de commun, devenu monnaie courante à l'époque la plus critique de la crise. Habituellement, les gens venaient recueillir les restants de nourriture et pouvaient parfois être critiqués par la société puisqu'ils laissaient les sacs à poubelles ouverts ce qui salissait la ville. En moment de crise, l'entraide allait au-delà des critiques.

La *Red Solidaria* lo que es en sí sigue existiendo; lo que surgió en el año 95-96 si no me equivoco que era que a un grupo de personas se les ocurrió hacer de puente entre los que tenían una necesidad y los que podrían tener alguna respuesta a esa necesidad; no se específicamente sobre el tema de la pobreza (aunque si la incluya) y cualquier tipo de necesidad (por ejemplo un aparato ortopédico, una medicina, cualquier necesidad que una persona no podía llegar a ella) entonces es así como un puente entre eso y quien pueda darlo y la organización no lo recolecta ni lo junta, ni acepta dinero ni siquiera si es alimento (tampoco lo recibe), sólo hacen el *intermediario* y por eso se llama “red solidaria” es una “red de solidaridad”<sup>17</sup>. – Suje H

De plus, rappelons que le peso argentin avait perdu sa valeur marchande. Le troc, soit l’usage de biens et services comme monnaie d’échange, fut utilisé comme mode de commerce durant la crise.

[...] mi tía también era una persona a la que la crisis la había golpeado mucho, que sé yo y ella empezó a hacer tortas, cocinaba iba y lo vendía en el trueque, y una vez la acompañé, si es como un mercado [...] mi tía me acuerdo que compraba alfajores, iba y los vendía en el trueque y con eso compraba otros.<sup>18</sup> – Suje D

Ces témoignages sous-tendent que la crise de 2001-2002, caractérisée par l’instabilité politique, sociale et économique en Argentine, a provoqué l’unité sociale et l’émergence de solutions de sortie de crise collective. Il est légitime de remettre en question l’existence de coopération collective s’il n’eut été du sentiment de perte de contrôle sur les économies personnelles des Argentins et de soupçonner que la collaboration des classes sociales serait causée principalement par les restrictions monétaires. Les réponses aux entrevues confirment la formation de capital social de crise et la présence d’un engouement civil pour une même

---

<sup>17</sup> Traduction libre : «La Red Solidaria» existe toujours aujourd’hui. Ce qui a surgi dans les années 95-96, c’est qu’un groupe de personnes a fait le pont entre ceux qui étaient dans le besoin et ceux qui pouvaient les aider. Cependant, il ne s’agissait pas seulement de répondre à un besoin causé par la pauvreté, mais aussi n’importe quel besoin (par exemple l’acquisition d’un appareil orthopédique ou de médicaments à une personne ne pouvant pas se l’offrir et qui le nécessitait). Quel que soit le besoin désiré, il s’agit de le rendre accessible à tout le monde par le biais de la solidarité. Bref, «La Red Solidaria» fit le rôle de l’intermédiaire, c’est pour cette raison que l’organisme porte ce nom, c’est parce qu’il s’agit d’un réseau de solidarité.

<sup>18</sup> Traduction libre : Ma tante était une personne à qui la crise avait beaucoup touché, alors elle s’est mise à cuisiner des gâteaux pour ensuite les vendre au marché, et une fois je l’ai accompagné, c’était vraiment comme un marché où les gens pratiquent le troc [...] Je me rappelle que ma tante achetait des *alfajores* et les revendait au marché pour ensuite en racheter d’autres.

cause. À cet effet, le sujet C souligne la coopération des classes et son étonnement face au ralliement de partis politiques historiquement rivaux.

[...] empezaba con la pobreza más cruda, saqueos, historias, la clase media con miedo a que la roben, peleas de pobres contra pobres. En definitiva, creo que saben muy bien apuntar a eso, a que la clase media y la baja no se junten; hay una línea a nivel cultural, porque si no es acá contra los negros, bueno en España era contra los gitanos, los inmigrantes, siempre hay alguno a quien echarle la culpa. [...] Entonces de repente, desde el 2000 se empiezan a juntar así a hacer una alianza. También sobre De la Rúa, se empiezan a juntar peronistas como radicales por un lado, por el otro; porque dentro del peronismo, del radicalismo siempre hay gente más pobre y más conservadora, y entonces como hubo ese corte se empezaron a mezclar todos.<sup>19</sup>  
– Sujet C

La crise fut marquée par le rassemblement et l'atteinte de l'identité collective argentine au-delà du statut social ou des allégeances politiques. Nous constatons que la théorie du capital social selon laquelle la confiance sociale et politique permet la création de l'association : «is most strongly expressed by the winners in society, in so far it correlates most strongly with education, satisfaction with life, income, class, and rate» (Verba et Nie, 1972). En Argentine, l'état de crise eut l'effet inverse : des niveaux de confiance sociale et politique affaiblis, mais un niveau d'associationnisme à la hausse nonobstant la classe sociale, le niveau d'éducation ou le revenu. Cette affirmation soutient la présence de capital social de crise. Étant donné la particularité du contexte de cette recherche, nous examinons le cycle de vie des associations survenues en 2001, à savoir si à plus long terme, le capital social a perduré.

---

<sup>19</sup> Traduction libre : La pauvreté la plus crue commençait, les émeutes, des histoires, la classe moyenne qui avait peur de se faire voler, des batailles de pauvres contre pauvres. En fait, je crois qu'ils savent très bien pointer que la classe moyenne et basse ne se mêlent pas. Il existe une ligne au niveau culturel, parce que si ce n'est pas contre les nègres, en Espagne ce sera contre les gitans, les immigrants, il y a toujours quelqu'un à qui jeter la faute. Alors tout à coup, depuis l'an 2000, ils commencèrent à se ressembler et à former une alliance. Aussi sous De la Rúa, les péronistes comme les radicaux commencèrent à se rassembler d'un côté comme de l'autre, parce que dans le péronisme et le radicalisme, il y a toujours des gens plus pauvres et plus conservateurs, alors qu'au moment de la crise, ils commencèrent à s'unir.

#### 6.4.3 Les associations formelles dans le temps

L'étude de terrain à Buenos Aires a approfondi notre compréhension des tenants et aboutissants des associations formelles durant la crise de 2001-2002. Nous identifions une désillusion des citoyens vis-à-vis les organisations ayant pris naissance durant la crise. Outre la forte collaboration citoyenne à ce moment bien précis, à plus long terme, lorsque l'état d'alerte se faisait de moins en moins ressentir, les principes de fraternité citoyenne avaient tendance à s'estomper.

Au fil des entrevues, nous avons pu constater qu'avec le temps, les organisations solidaires n'étaient plus perçues comme étant aussi impartiales dans leur représentation collective de la société argentine. Par exemple, les *piqueteros*, de par leur collaboration avec différents organismes du gouvernement et leur division sous différents groupements, semblent avoir perdu de la crédibilité aux yeux de l'opinion publique. Certains sujets ont partagé leur désengagement du mouvement *piqueteros* après la crise.

A mí me da la sensación de que todo lo que pasó en el 2001 desapareció: los *piqueteros*, ahora se integraron a organizaciones que dependen del Estado, o quedan pocos, pero no es un movimiento que haya cobrado fuerza, se los comió el Estado o bueno, las organizaciones que en su momento manejaron los planes sociales, siguen existiendo pero no hay movimientos fuertes ahora.<sup>20</sup> -Sujet D

De hecho hay un sector de los piqueteros que actúan digamos con el gobierno ahora, desde su punto de vista tratando de que se produzcan cambios bueno a través de tratar de influir en las decisiones del gobierno. Eso sería el único colectivo como intento de movilización solidaria colectiva que agrupe mucha gente en función a un objetivo general que sería modificar las condiciones sociales en general.<sup>21</sup> -Sujet H

---

<sup>20</sup> Traduction libre : J'ai l'impression que tout ce qui s'est produit en 2001 a disparu : quelques *piqueteros* se sont intégrés à des organisations qui dépendent de l'État, maintenant il en reste très peu, mais ce n'est pas un mouvement qui a pas pris de la force, puisque l'État les a achetés ou, les organisations qui ont géré les plans sociaux durant la crise, existent toujours, mais ils ne sont plus aussi fortes qu'avant.

<sup>21</sup> Traduction libre : En effet, il y a un secteur des *piqueteros* qui agit de pair avec le gouvernement qui essaie de produire des changements en essayant d'influencer les décisions du gouvernement. Ce serait le seul collectif qui ressemblerait à une mobilisation collective solidaire qui rassemble beaucoup de gens sous un même objectif qui veut modifier les conditions sociales de façon générale.

Ahora, lo triste de esas organizaciones *piqueteras* (o en muchas de ellas) es que han sido cortadas por los políticos, los intendentes, los dirigentes, que las usan para su provecho propio porque el mecanismo como funciona es “te doy”: “si vas al acto te doy”, “si haces tal cosa, y de lo que te doy me tenés que dar una parte”. Mucha corrupción. [...] Después vos fijáte que hay muchos dirigentes que empezaron siendo piqueteros y tienen puestos en el gobierno hoy.<sup>22</sup> - Sujet E

De plus, aux dires des sujets, le mouvement *piqueteros* a semblé devenir plus hétérogène et moins efficace que ce qu’il était jadis.

Todavía existe, ahora es muy heterogéneo, antes era más homogéneo [...] Ahora se utiliza pero muchos que podrían utilizar quizá otros medios [...] no todos los piquetes responden a los mismos motivos que los anteriores (de los de esta época).<sup>23</sup>  
- Sujet H

Aussi, le retour du troc, utilisé comme monnaie de secours, eut son lot d’inconvénients à plus long terme.

[...] Lo que pasa cuando paso lo del trueque sobre todo es que después empezaron a falsificar los billetes; ponle tenían como su propia moneda, porque un trueque directo no se puede hacer, o sea tenían como una moneda “informal” que se usaba. Pero después lo que pasó es que esas cosas espontáneas no se pueden organizar, no llegan a cristalizar en una organización, porque lo que paso en el trueque, fue que precisamente es lo que por un estado tiene moneda porque tiene la facilidad de que no se falsifique digamos, pero en el trueque empezaron a falsificar y eso te desmorona toda esa pequeña economía que se había creado. Cosas que empiezan a perder el valor, se empieza a perder la confianza, como que todas esas experiencias, son como medio desesperadas para nadie que trabajo toda su vida por ahí es indigno ponerse a cocinar -o sea, si es digno-, pero no es lo que le gustaría, es lo que hace porque es su ultimo recurso; y bueno la red del trueque si fue grande en un momento, fue mas grande en relación a lo que podía ser, había bastante gente pero se desmoronó. Son esas cosas que hubiera estado bueno que funcionen porque eso

---

<sup>22</sup> Traduction libre : Alors, ce qui est triste de ces organisations *piqueteros* (ou pour la plupart d’entre elles) c’est qu’ils se sont fait avoir par les politiciens, les intendants, les dirigeants, qui les utilisent pour leur propre profit, parce que la façon dont ils fonctionnent c’est : « je te donnerai », « je te donnerai, si tu participes à l’événement », « si tu fais telle chose, je te donnerai, mais il fait que tu me redonnes une partie en retour ». Beaucoup de corruption. [...] Ensuite, imaginez-vous qu’il y a beaucoup de dirigeants politiques qui ont commencé comme *piqueteros* et qui ont des postes au gouvernement aujourd’hui.

<sup>23</sup> Traduction libre : Il [le mouvement *piqueteros*] existe encore aujourd’hui, mais de façon plus hétérogène, avant c’était plus homogène [...] il existe, mais il pourrait utiliser de nouveaux moyens [...] ce n’est pas tous les *piqueteros* qui répondent aux mêmes motifs que ceux de l’époque de la crise.

implica también toda una organización, un capital social que se pone en movimiento, pero la verdad es que yo a mi lo que me desilusiono de toda esa época es que nada de eso logró prosperar.<sup>24</sup> – Sujet G

Conformément à ces exemples, nous constatons que plus l'Argentine gagne en stabilité politique, économique et sociale, plus les intérêts personnels à travers les organisations revenaient en premier plan. Le fait de tirer profit d'une situation à son propre compte revenait tout naturellement. Le cycle de vie des associations volontaires au nom de la collectivité ne dura que le temps du point culminant de l'effondrement politique, social et économique. Par la suite, les structures étatiques furent nécessaires afin de garder l'ordre sociétal. Cette idée rejoignit celle du sujet F selon laquelle la société civile ne peut remplacer les institutions politiques.

[...] La participación de la sociedad civil en proceso de toma de decisión que tienen que ver con la política exterior puede ser algo muy positivo, que favorece a la democracia y digamos que el riesgo me parece que muchas veces se idealiza a ver las organizaciones de la sociedad civil y se olvida un poco que las asociaciones de la sociedad civil no pueden remplazar a la política, que no pueden remplazar a los partidos [...] no creo que sean un sustituto de los partidos políticos. – Pero en ese momento es lo que quisieron hacer, ¿no? – A ver, me parece que en momento de crisis, puede surgir esta idea que bueno la herramienta de transformación, la forma de participación política es a través de las ONG, pero la realidad es que las herramientas para transformar una política están en el Estado y los que compiten para conquistar el Estado son los partidos, o sea que, desde las ONG uno puede influir mediante la producción académica, mediante la participación cuando ahí se abren procesos de consultas en sociedad civil, en ese sentido me parece muy positivo. Ahora, creer que las ONG van a ser los instrumentos de cambio, no. Me

---

<sup>24</sup> Traduction libre : Ce qui s'est passé à l'époque du troc, c'est surtout le commencement de la falsification des billets, une monnaie informelle s'utilisait puisque le troc direct ne pouvait pas se faire, mais ensuite, ce qui s'est passé, c'est que ce genre de chose spontané ne peut pas être organisé, ils ne peuvent pas se concrétiser en une organisation, il s'agit précisément de la raison pour laquelle l'État utilise une monnaie pour ainsi éviter toute falsification. Mais avec le troc il commençait à y avoir de la falsification et c'est ce qui a détruit toute l'économie qui avait été créée. Des choses qui commencent à perdre leur valeur, la confiance commence à disparaître, on dirait que toutes ces expériences étaient désespérées parce qu'une personne qui avait l'habitude de travailler dans un environnement « digne » n'allait pas se mettre à cuisiner, sans vouloir insinuer que cuisiner est dénigrant, cette personne n'allait pas vouloir cuisiner à moins que ce soit en ultime recours ; le réseau du troc a été important à un moment donné et a même dépassé les attentes de ce que ça aurait pu être, il y avait beaucoup de participants, mais le réseau s'est effondré. Ça aurait été bon que ce genre d'activité fonctionne parce que ça implique toute une organisation, un capital social qui se met en mouvement, mais la vérité ce qui m'a désillusionné de cette époque c'est que rien n'a pu prospérer.

parece muy positivo de Tocqueville en adelante que haya bastante literatura sobre este tema, o sea de los “*town-meetings*” de la fortaleza de las sociedades de los cuerpos intermedios, que está Putnam con toda su idea que bueno, donde solamente están el Estado y los individuos, la democracia funciona peor. Si, yo a eso estoy totalmente de acuerdo, ahora de vuelta las ONG son otra instancia, los sindicatos son grupos de interés, yo creo en la medida que eso favorezca a que haya un debate más plural, bienvenido sea. Pero no nos olvidemos de un grupo de interés y por más que presenten sus ideas como si fueran las ideas que benefician a todos, están defendiendo sus intereses particulares.<sup>25</sup> – Sujét F

Le sujet F souligne l'importance des structures politiques, irremplaçables pour le bon fonctionnement de la société à long terme. En effet, le cycle de vie des associations issues de la crise semble avoir perdu de vue les objectifs collectifs pour tendre vers des intérêts plus particuliers à longue échéance.

Les entrevues réalisées témoignent de différents cas qui illustrent la même problématique. Par exemple, le mouvement *piqueteros* qui après la crise s'est divisé en trois camps; une partie représentait le gouvernement, une autre maintenait une posture indépendante et une autre était associée avec d'autres forces politiques. Aussi, les assemblées de quartier qui subsisteront après la crise étaient aux prises avec l'insertion de partis politiques dans les assemblées, en échange d'appui électoral. Contrairement aux associations

---

<sup>25</sup> Traduction libre : [...] la participation de la société civile dans le processus de prise de décisions avec la politique extérieure pourrait avoir un impact positif qui favorise la démocratie. Disons que le risque relié à l'idée de voir les organisations de la société civile oublier un peu que ces associations ne peuvent pas remplacer la politique, qu'elles ne peuvent pas remplacer les partis politiques [...] Je ne crois pas qu'ils soient un substitut aux partis politiques. – Mais dans ce temps-là, c'est bien ce qu'ils voulaient faire, n'est-ce pas? Il me semble qu'en temps de crise, on peut penser que l'outil de transformation pour participer politiquement passe par les ONGs, mais en réalité, ces outils sont dans le temps les vrais outils de transformation politiques font partie de l'État et ceux qui font concurrence pour conquérir l'État sont les partis politiques. Depuis les ONGs, on peut influencer à travers la production académique, avec la participation lorsqu'on ouvre des procédés de consultation dans la société civile, dans ce sens, il me paraît très positif. Alors, de croire que les ONGs sont les instruments de changement, non. Il me semble très positif que depuis Tocqueville nous avons beaucoup de littérature sur ce sujet, c'est-à-dire que les “*town-meetings*” renforcent les corps intermédiaires des sociétés, que l'idée de Putnam est bonne suggérant que lorsqu'il y a seulement l'État et les individus, la démocratie empire. Oui, je suis tout à fait d'accord, pour revenir aux ONGs, ce sont des instances différentes, les syndicats sont des groupes d'intérêts, et je crois que pourvu ce ça favorise un débat plus pluraliste, ils sont les bienvenues, mais n'oublions pas qu'un groupe d'intérêt représente leurs idées comme si ces idées allaient bénéficier à tous, tandis qu'au fond, ils défendent leurs propres intérêts.

pendant la crise qui aspiraient aux mêmes objectifs fondamentaux, l'insertion de certains partis politiques parmi celles-ci minèrent leur objectivité vis-à-vis l'ensemble de la population.

Ajoutons qu'à plus long terme, des problèmes de falsification de monnaie d'échange mis en circulation pour pallier la dévaluation du peso argentin sont aussi survenus<sup>26</sup>. La capacité de l'État à produire une monnaie difficilement falsifiable était nécessaire. De plus, un réseau de commerce informel a pris forme durant la crise et subsiste encore aujourd'hui, un réseau qui ne contribue pas à la redistribution des richesses par le biais de l'État. L'entretien avec le sujet E fait état de cette situation.

[...] entre la gente que no tenia ingresos fijos, la gente que se quedó sin trabajo [...] se formó algo que hoy es un negocio monstruoso que tampoco paga impuestos, es el *Shopping* mas grande de Argentina que se llama *La Salada* [...] donde existe una economía totalmente de manera informal, pero que ha crecido de una manera [...] entonces esa economía de empezarse a intercambiar cosas se convirtió en esta cosa enorme que parece que ahora esta en manos de una mafia [...].<sup>27</sup> – Sujet E

Sachant cela, nous constatons que malgré un capital social fort, la société civile ne peut remplacer les institutions politiques. En Argentine, le capital social formé durant la crise a laissé entendre aux institutions qu'elles devraient être moins corrompues, plus transparentes et plus solides (chapitres III et V) sans toutefois être en mesure de les remplacer complètement dans leurs fonctions.

Ainsi, la théorie du capital social de Putnam selon laquelle les associations volontaires jouent le rôle d'avant plan dans la quête démocratique et du retour à la stabilité est une relation à nuancer. Dans le cas argentin, l'équation ne serait pas aussi directe. Nous comprenons, à l'aide des réponses des entrevues, qu'à plus long terme, les intérêts des

---

<sup>26</sup> Nous faisons référence aux *patacones*, monnaie émise selon chacune des provinces par le gouvernement pour remplacer le peso argentin durant la crise, étant donné le *corralito*. Il s'agit d'un bon ou d'un coupon avec lequel les Argentins pouvaient se procurer les biens et services de base.

<sup>27</sup> Traduction libre : Parmi les gens qui n'avaient pas de revenus, les gens qui sont restés sans travail [...] il s'est formé un marché monstrueux, qui ne paie pas d'impôts, le marché le plus grand de l'Argentine qui s'appelle *La Salada* [...] où il existe une économie totalement informelle, mais qui a crû de manière fulgurante [...] c'est cette économie parallèle qui a permis de faire du troc [durant la crise] et qui s'est transformé en cette chose énorme qui a l'aire d'être géré par la mafia.

associations pour le bienfait collectif tendent vers des intérêts plus particuliers. En effet, les changements par le bas, impulsés par les associations volontaires durant la crise, s'en trouvent amoindris avec le temps<sup>28</sup>.

L'articulation des réseaux sociaux ne peut remplacer complètement les institutions politiques puisqu'à plus long terme, la partialité des associations s'en trouve atteinte et nuit à la longévité des associations collectives. Cependant, celles-ci peuvent agir à titre de complément à la structure sociétale, tels des forums d'échange d'idées qui favorisent les débats démocratiques le temps d'une profonde crise. Ainsi, un système politique fort, contrairement aux associations collectives, représenterait un système capable de rassembler et de représenter la variété des points de vues d'une même société, tout en laissant de côté les objectifs individuels.

### 6.5 Conclusions partielles

Nous pouvons tirer diverses conclusions de ce chapitre. Le premier constat est le suivant : il a bel et bien eu capital social en Argentine durant la crise de 2001-2002. La société s'est mobilisée, s'est entraidée et s'est associée dans l'optique de vaincre la situation d'extrême débâcle de leur pays. Un élan d'entraide collectif auquel aucun sujet n'était insensible. Par ailleurs, le sujet H explique le mouvement d'altruisme général ressenti :

Sí, en la época de que había cierta alegría en el triste panorama porque había mucha receptividad de la gente. La disposición de la gente que percibía y no se quedaba al margen sino que aunque sea de manera muy indirecta, contribuyendo a través de lo que llamábamos «telefónico a porta-voz», [...] como que veíamos que la sociedad estaba preocupada por la sociedad (no solamente por ellos mismos sino por todos). Esto se acentuó más en la época del estallido de la crisis y el año siguiente a la

---

<sup>28</sup> Selon les conclusions des recherches de mémoire de Myriam Nadeau «Transformations politiques impulsées par les mouvements sociaux : le cas des *piqueteros* en Argentine à l'égard du clientélisme», le cas *piqueteros* révèle un écart entre les changements politiques escomptés depuis la mobilisation du mouvement et ceux constatés après la crise. Les recherches soulignent de minces transformations politiques issues des mouvements sociaux.

crisis donde nosotros veíamos que la gente no le era indiferente que casi el 50% en ese año (la mitad del país) estuviera pasándola muy mal.<sup>29</sup> – Sujét H

Rappelons que l'altruisme, selon Putnam, est considéré comme un indicateur relié à l'associationnisme et du même coup, au capital social (Putnam, 2000, p. 116). De plus, nous comprenons que les organisations sociales ont contribué au renouvellement des idées politiques et sociales de façon démocratique.

Era mejor esta cosa de no estar metido con nada ni comprometerse, y para mi generó una situación muy interesante de participación política mas allá de en que lugar o partido participen pero de la juventud volvió a interesarse en la política, a empezar a pensar en la necesidad de que hay que formar líderes, de estudiar política, de prepararse para mañana uno quiere tener un cargo político o lo que fuere tiene que estar formado y no alcanza con ser el señalado de un caudillo político viejo sino de tener militancia política, tener capacidad de negociación un poco del estudio de la política y la militancia lo que te da es tener capacidad de negociación, flexibilidad de poder debatir ideas (que eso por ahí es lo mas interesante que la política tiene, digamos), podemos estar de acuerdo que no pero tenemos la capacidad de sentarnos, de discutir ideas lo que muchas veces uno piensa que lo que le ha faltado a este país es que hemos sido extremistas con algunas cosas y no hemos tenido la capacidad de discutir una idea, de ponerla sobre la mesa y decir: "*bueno, yo pienso esto y vos esto*" y por ahí llegamos a un punto en el que pensamos tan distinto y ahí es donde nos juntamos para platicar esa idea.<sup>30</sup> – Sujét F

---

<sup>29</sup> Traduction libre : Oui, à l'époque nous avions du bonheur dans le triste panorama parce qu'il y avait beaucoup de réceptivité des gens. Les gens étaient disposés à ne pas rester en marge, mais plutôt à contribuer de manière indirecte, à contribuer à travers de ce qu'on appelait « le téléphone de bouche-à-oreille ». C'est comme si l'on voyait que la société se préoccupait de leur société (et non seulement pour eux-mêmes, mais en pensant aux autres). Ceci s'est accentué à l'époque du déclenchement de la crise et l'année suivante, où nous voyions que les gens n'étaient pas indifférents aux autres, lorsque cette année-là, quasi 50% du pays passait une dure période.

<sup>30</sup> Traduction libre : C'était mieux de ne pas se mêler de rien ni de s'engager, et pour moi ça à créer une situation très intéressante de participation politique au-delà de la place ou du parti politique pour lequel tu militais, mais la jeunesse à recommencer à s'intéresser à la politique, à commencer à penser à la nécessité de former des leaders, d'étudier la politique, de se préparer pour demain si l'on veut avoir un poste en politique ou en quoi que ce soit, il faut être formé et ce n'est pas assez d'être désigné par un vieux chef politique sinon qu'il faut avoir l'esprit militantisme, avoir la capacité de négociation. La flexibilité de pouvoir débattre des idées (le côté le plus intéressant de la politique disons), on pourrait être en désaccord, mais nous avons la capacité de nous asseoir et de discuter des idées. On peut penser que ce pays a été trop extrémiste et qu'il a manqué dans sa capacité de discuter une idée, de la mettre sur la table, et de dire : « moi, je pense ça et toi, tu penses ça » et on arrive à un point qu'on pense différemment, mais qu'on se réunit pour discuter.

Cette déclaration d'espoir, empreinte de capital social, classe les associations volontaires comme étant un moyen de refaire les liens, brisés par la crise, entre le secteur social, le politique et l'économique du pays. Le capital social étant un bien public, inséré dans la structure sociale, a fait profiter collectivement tous les Argentins de solutions ponctuelles aux maux qui les affligeaient. Les associations ont créé une reformulation de la relation entre l'État et les secteurs populaires, un renouvellement des gestions des besoins basiques. Soulignons que cette conclusion converge avec l'œuvre théorique de Midgal et met en relief l'influence mutuelle entre l'État et la société civile. Ajoutons que l'émergence des mobilisations sociales est structurée à l'antithèse de celles véhiculées par les gouvernements précédents : l'action collective était structurée de façon horizontale tandis que l'État était structuré de façon verticale (chap. III et IV).

Finalement, nous observons que durant la crise de 2001-2002 en Argentine, malgré de bas niveaux de confiance sociale généralisée et de confiance politique nécessaires à la création d'associations, ajoutés à des conditions démocratiques moins favorables, des réseaux sociaux ont tout de même contribué au capital social. L'autogestion et le désir d'autonomie des organisations face à l'État révèlent la faible confiance politique. Confiance qui a été malmenée, usée et perdue durant la crise et qui une fois celle-ci achevée, se reconstruit au fil du temps (chap. III). Ces circonstances remettent en question la théorie de capital social de Putnam relative aux conditions adéquates de création de capital social selon lesquelles l'État démocratique, la confiance politique et la confiance sociale généralisée seraient les indicateurs idéaux. Dans le cas argentin, le capital social s'atténua une fois la crise terminée. Ces conclusions réitèrent l'importance de placer la société civile à l'intérieur d'un contexte politique précis.

## CONCLUSION

«Lorsque les hommes ne sont plus liés entre eux  
d'une manière solide et permanente on ne  
saurait obtenir d'un grand nombre d'agir en commun,  
à moins de persuader à chacun de ceux dont le concours  
est nécessaire que son intérêt particulier l'oblige à  
unir volontairement ses efforts aux efforts de tous les autres»  
-Tocqueville 1986, p. 505

En conclusion, nous détenons la démonstration, à l'aide du chapitre VI, de la présence de capital social en Argentine durant la crise de 2001-2002. Nous avons pu, tout au long de notre recherche, analyser les travers de la théorie de capital social et réfléchir sur sa relation avec la crise argentine. La fin des années 1990 jusqu'en 2001 fut un moment marquant, où les dynamiques sociales et politiques prirent un nouveau tournant. Les Argentins se sont rassemblés et ont convenu de décisions communes : celles de faire tomber le gouvernement et demander des changements politiques et sociaux. Nous assistions à un grand coup de «civilité» alors que les niveaux de confiance politique et sociale atteignaient les bas fonds (Quattrocchi-Woison, 2003). Mais pourquoi ce bond d'associationnisme tel que constater au chapitre VI? Pourquoi plus d'associationnisme durant la crise que quelques années plus tard, où le gouvernement Kirchner reprenait les rênes du pays, donnant un souffle d'espoir à la stabilité politique, à la reprise économique et à la reconnaissance des conditions sociales?

La désillusion politique ambiante remarquée lors de notre passage à Buenos Aires en 2010 a attiré notre attention sur l'interrelation entre une crise de l'envergure de celle de 2001 et la capacité collective de résoudre des problèmes sociétaux dans un climat de méfiance politique. L'objectif de ce mémoire était de cerner le rôle du capital social durant la crise politique, sociale et économique en Argentine en 2001. Nous avons mesuré chacune des

variables qui interagissent avec le capital social (la confiance politique, l'état de la démocratie, la confiance sociale généralisée et les associations collectives) sur une période approximative de dix ans (1995-2005) afin de mettre en évidence la crise argentine avec le concept étudié.

Rappelons que nous avons eu recours à la conception de capital social de Putnam, l'auteur le plus près de notre recherche de par sa considération macro-sociale du concept. De plus, il est le seul auteur à avoir instrumentalisé le concept de capital social, ce qui le rendait quantifiable et qualifiable dans le cadre d'une recherche appliquée.

À l'aide du concept de capital social, nous cherchions à évaluer la portée théorique de ce dernier dans une situation de l'envergure de la crise argentine. Un paradoxe entre la théorie étudiée et les données primaires et secondaires consultées a été décelée : malgré de bas niveaux de confiance politique et sociale, ajoutés à une démocratie récente et incomplète, nous notions la présence d'associationnisme et d'organisations collectives. Nous cherchions donc à expliquer le rôle de chacune des variables définissant le capital social à l'intérieur de la crise.

Ainsi, gardant comme point de départ la crise argentine, nous nous sommes efforcées de valider ou d'infirmer l'hypothèse et les sous-hypothèses émises au chapitre II. Chacune des variables à l'étude a été évaluée dans un chapitre lui étant alloué. De façon générale, la recherche a été appuyée sur une combinaison de données primaires et secondaires. De plus, nous tenions à effectuer de la recherche de terrain afin d'ajouter un aspect concret et tangible à notre étude. Les entrevues réalisées à Buenos Aires en 2010 et transmises partiellement dans le mémoire ont bonifié notre compréhension de la réalité argentine pour la période étudiée et ont soutenu notre comparaison entre la recherche théorique et empirique. Finalement, notons que nous nous sommes référées à la base de données internationale *World Values Survey* pour mesurer la confiance sociale généralisée.

L'analyse des variables permet la vérification de la fonction de ces dernières en situation de crise. Dans un premier temps, le chapitre III a relevé un contexte de méfiance politique omniprésent dans la population. Le lien de confiance politique entre les citoyens et leurs représentants politiques a été brisé. Les taux de vote nul et blanc élevés, les taux de chômage

et de pauvreté records ainsi que de fermes réponses aux entrevues firent état du sentiment politique hostile ambiant. Le chapitre III confirme la tendance vers de bas niveaux de confiance politique en Argentine durant la crise de 2001 et met en évidence les différentes causes de méfiance politique et d'insatisfaction populaire. L'ampleur des faiblesses socio-économiques fut traduite par un scepticisme politique global. Ainsi, la conjoncture argentine a agi comme moteur de création de capital social en compensation au scepticisme politique.

Le chapitre IV, pour sa part, basé sur la définition de Dahl, dressa l'état de la polyarchie en Argentine avant et après la crise de 2001. Nous avons dressé le portrait d'un régime politique inefficace, articulé selon une structure décisionnelle verticale, teintée de corruption et de réformes socio-économiques qui creusèrent les inégalités sociales durant les années 1990. Devant ce portrait, nous concluons à une polyarchie incomplète en Argentine. De plus, nous avons déterminé le rôle de la démocratie dans la création de capital social suivant la théorie de Tocqueville qui soutient que la mobilisation sociale puisse survenir en réaction à l'État faible. D'un côté, les caractéristiques du régime politique créant un climat de méfiance politique (chap. III) incarnèrent précisément les causes de la création de capital social. Et de l'autre, la polyarchie incomplète de l'Argentine a entraîné la création de capital social en contrepoids de l'effritement politico-social de la société argentine des années 1990.

De plus, soulignons que les deux caractéristiques étudiées suivant la définition de Dahl, soit le droit à l'association et la liberté d'expression, s'inscrivent dans une démarche de continuité de démocratisation en vigueur depuis 1983 en Argentine. Malgré le droit à l'association qui avait libre cours, nous soulignons quelques limitations des libertés d'expression (*caso cabezas*). Ce constat nous permet d'établir un contraste entre la position théorique de Putnam et celle observée sur le terrain. En effet, Putnam base sa théorie de capital social sur un cadre politique préalablement juste et équitable qui dans ces conditions, proclame que l'associationnisme contribue à un gouvernement plus démocratique. Cependant, dans le cas argentin, nous constatons que l'inverse peut être aussi vrai, c'est-à-dire que l'associationnisme peut aussi survenir en réaction à l'État faible, en compensation. Le rôle de la démocratie dans la création de capital social ne serait donc pas unidirectionnel des associations collectives vers un État démocratique, mais bien bidirectionnel, telle une relation circulaire.

Par la suite, le chapitre V évalue le niveau de confiance sociale généralisée en Argentine durant la crise, c'est-à-dire, l'indice selon lequel les Argentins s'estiment «généralement dignes de confiance». Rappelons que Putnam est d'avis que la variable de confiance sociale est le principal élément de cohésion de la coopération collective nécessaire à la formation de capital social. Toutefois, les données de WVS mesurant la confiance sociale généralisée en Argentine ont témoigné d'un déclin de l'indice de confiance sociale généralisée de près de 12 % depuis la transition démocratique en 1983 jusqu'à la crise de 2001. Aussi, nous notons de bas niveaux de confiance sociale par rapport à la moyenne mondiale (7%). Le creusement de ce point de comparaison entre la confiance sociale généralisée en Argentine et la moyenne mondiale s'élargit précisément dans les années se rapprochant de la crise de 2001 (12%). Suivant les fondements théoriques, la création de capital social dans une société démocratique est tenue de converger dans le même sens que les niveaux de confiance politique et sociale : de hauts niveaux de confiance politique et sociale généralisée indiquent de hauts niveaux de capital social.

Cependant, dans le cas argentin, nous remarquons la création de capital social dans une proportion inverse : de bas niveaux de confiance politique et sociale généralisée (chap. III et V) conjointement avec de hauts niveaux de capital social (chap. VI). Le rôle de la confiance sociale généralisée prend alors un second plan, il n'est plus préalable à la création de capital social. Cette conclusion pointe, dans un premier temps, la possibilité de création de capital social en situation de crise, où la confiance sociale et politique occupe de bas niveaux, et dans un deuxième temps, désigne l'aspect ponctuel et inattendu de la cohésion sociale.

Au terme de l'analyse des variables qui permirent l'évaluation du rôle du capital social dans la crise argentine de 2001, nous comprenons que le contexte spécifique politique, social et économique dans lequel le capital social prit forme est déterminant. Rappelons que Bourdieu faisait déjà référence au contexte spécifique dans la création de réseaux sociaux, dans une mesure toutefois plus restreinte, à l'échelle du réseau. Les conditions dans lesquelles l'Argentine est plongée et dans lesquelles le capital social évolue sont particulières. Notre question de recherche s'efforçait de déterminer le rôle du capital social dans la crise argentine, pour en arriver à la conclusion qu'également, la crise argentine a aussi joué un rôle notoire sur la création du capital social. Ainsi, le capital social serait fortement associé à la

crise argentine.

En définitive, d'un côté, le contexte politique (Edwards, Foley et Diani, 2001 ; Portes et Landolt, 2000 ; Tarrow, 1996) joue un rôle sur le développement de la société civile et sur le capital social. Dans le cas argentin, le mécontentement face aux décisions politiques et à leurs conséquences, la méfiance face aux institutions politiques et le trop-plein des conséquences ravageuses ont animé la solidarité collective. De l'autre côté, le chapitre VI fait état de l'aboutissement de capital social de façon concrète. Les *piqueteros*, les assemblées de quartier et les entreprises récupérées ont incarné la création de capital social en Argentine durant la crise de 2001-2002. Le chapitre VI fait mention des différentes organisations collectives qui se sont réunies afin de poursuivre un objectif principal commun : sortir de la crise. Ces associations en quête d'autodétermination face à l'État jugé inefficace démontrèrent, par différents gestes d'entraide, un effort collectif afin de pallier la pauvreté extrême. Le capital social a agi comme intégrateur sociétal et comme outil politico-social compensatoire.

À titre indicatif et complémentaire à notre recherche, nous présentons quelques extraits d'entrevues qui démontrent que le capital social est aussi intervenu comme instigateur de réflexions au sein de la collectivité. En effet, selon le sujet F, les manifestations citoyennes ont permis l'articulation des problèmes criants de même que l'expression de demandes collectives claires. Les Argentins ont eu l'opportunité de faire un examen de conscience collective et de renouer avec les capacités sociales, politiques et économiques de leur pays.

[...] Creo que también viene generado a partir de la crisis, esta cosa de queremos nuestra realidad, nuestra historia, nuestra cultura y asumamos de una vez que somos, o busquemos por lo menos nuestra propia identidad.<sup>1</sup> – Sujet F

Aux dires du sujet F, la crise a tissé des liens entre les Argentins et valorisé l'identité nationale. La participation citoyenne a été revampée ainsi que l'idée d'unification argentine, tout comme les symboles nationaux et les liens d'appartenances.

---

<sup>1</sup> Traduction libre : [...] je crois que tout cela a été généré à partir de la crise, le fait de reconnaître notre réalité, notre histoire, notre culture et assumer une fois pour toutes ce que nous sommes et de chercher notre propre identité.

Esa situación también se generó después de la crisis; en varios lugares la organización mas barrial, la organización dentro de la familia, la participación política, la idea de unificación como país se volvió a revalorizar con el tiempo, los símbolos nacionales, la cosa de pertenencia, de identidad nacional que estaba por allá abajo porque quien iba a estar orgulloso de ser argentino en 2001 en este país con la mitad del país muerto de hambre.<sup>2</sup> - Sujet G

Le sujet G pour sa part, a affirmé que le capital social était un moyen pour les Argentins de comprendre de leurs fautes en tant que pays, de façon à ne pas les répéter, de ne pas retomber dans les mêmes pièges à l'avenir.

Y bueno, íbamos a tener que salir delante de otra manera. Y yo creo que de a poco me parece que se inició un camino de recuperación que yo espero que hayamos aprendido muchas cosas con esto porque estos golpes tan duros por lo general deberían de servirnos para aprender cosas, no repetir errores por lo menos, o no llegar a caer tan bajo para que después no nos cueste tanto tener que volver a levantar, pero bueno crisis hay en todos lados.<sup>3</sup> – Sujet G

De plus, la crise a aussi joué un rôle intégrationniste, un rôle inclusif de classes sociales le temps de la crise, mais dont les bénéfiques ont été collectifs. Les associations collectives présentes en 2001 avaient comme objectif de resserrer les inégalités sociales, comme l'expliquent les sujets H et G.

Creo que las ONG sirven para evitar que se forme una barrera inseparable entre los sectores excluidos o marginados de los que no lo están, que es lo que se están contemplando las sociedades contemporáneas sobre todo sub-desarrolladas, son como las posibilidades de que no se cierre el muro entre unos y otros, por ese lado es lo que permiten y tienen peso, influencia y todos esos vasos comunicantes en ese sentido lo que influye y yo lo veo como algo muy positivo porque es lo que permite

---

<sup>2</sup> Traduction libre : Cette situation s'est produite après la crise, dans plusieurs cas, l'organisation des quartiers, l'organisation à l'intérieur de la famille, la participation politique, l'idée d'unification en tant que pays se sont valorisées avec le temps de même que les symboles nationaux, le sentiment d'appartenance et l'identité nationale qui étaient plus faibles durant la crise. Qui allait être fier d'être Argentin en 2001 dans un pays où la moitié des habitants mourait de faim?

<sup>3</sup> Traduction libre : Et puis, nous allions devoir sortir de la crise d'une manière ou de l'autre. Et je crois que peu à peu s'est initié un cheminement de récupération qui je l'espère, nous aura appris plusieurs choses, parce que des débâcles aussi difficiles devraient nous servir à tirer des leçons et ne pas répéter les mêmes erreurs et de ne pas tomber aussi bas, pour qu'après, il ne soit pas si difficile de se relever, mais bon, des crises, il y en a partout.

a nuestras sociedades sub-desarrolladas (y/o en crisis) que no haya esta separación que es cada vez mas en Argentina que nunca la tuvo.<sup>4</sup> – Sujet H

[...] son ya varias generaciones de gente que esta excluida y eso no existía y bueno eso es terrible para mi desde mi punto de vista de la sociedad porque entonces les quedan como dos mundos distintos. Las ONG justo evitan esa separación, no sé si lo van a poder hacer también depende de que la política se haga, solas no van a poder derrumbar ese muro que se esta construyendo.<sup>5</sup> – Sujet G

Ces extraits d'entrevues, bien que sortant du cadre théorique de notre recherche, contribuent à la compréhension de la dynamique interne des associations collectives et confirment les bienfaits du capital social.

Finalement, sur une note plus nuancée, nous observons que le capital social durant la crise eut son lot de problèmes : il ne dura pas dans le temps et ne put remplacer les institutions. En effet, une fois la crise terminée, la solidarité et l'association collectives pour une même cause, celle de la force de l'état d'urgence en moment de crise, s'effritèrent. Au fil des entrevues, nous remarquons l'arrivée de pratiques plus individualistes lorsque le retour à la stabilité économique, sociale et politique se fit sentir. De plus, nous remarquons que, bien qu'efficaces en moment de crise, les associations collectives n'ont pas pu remplacer les institutions politiques. À plus long terme et une fois la crise générale passée, les intérêts de certains groupes ont été mis de l'avant, c'est-à-dire que la considération de la société argentine en tant qu'ensemble fut laissée de côté aux dépens d'intérêts plus personnels. La situation de crise a créé une conjoncture spécifique qui poussa la société civile à agir au bénéfice de tous. Toutefois, une fois la crise terminée, l'État resta la seule structure politique capable d'instaurer une démocratie qui respecterait la pluralité des acteurs sociétaux. Notons que cette conclusion remet en question la théorie de Putnam selon laquelle la démocratie est

---

<sup>4</sup> Traduction libre : Je crois que les ONGs évitent que se forme une barrière inséparable entre les secteurs exclus et marginalisés de ceux qui ne le sont pas, les sociétés contemporaines, surtout sous-développées examinent la possibilité qu'un mur ne s'érige entre les uns et les autres. Je trouve que c'est quelque chose de très positif parce que c'est ce qui permet à nos sociétés sous-développées (et/ou en crise) d'éviter la séparation de plus en plus grande en Argentine.

<sup>5</sup> Traduction libre : il existe plusieurs générations de gens exclus qui n'existaient pas jadis, et c'est terrible selon mon point de vue de la société parce qu'alors il s'agit de deux mondes distincts. Justement, les ONG évitent cette séparation, malgré que sans le politique, elles ne peuvent pas détruire les murs qui se construisent.

le produit d'une société caractérisée par un capital social solide. En effet, contrairement à Putnam, nous considérons l'influence des structures sociales et politiques comme facteurs pouvant engendrer du capital social. À l'issu du cas argentin, nous confirmons que le capital social peut être généré par les associations collectives (chap. VI), mais peut aussi être influencé par les conditions sociales (chap. I, III et V) et politiques spécifiques (chap. III et IV).

Finalement, soulignons que le concept de capital social est relativement récent en science politique et en sociologie et fait l'objet de précisions théoriques et de nuances plus il est étudié. L'étude de cas, tel qu'effectué dans ce mémoire ne fait que contribuer à l'ouverture du concept dans un plus grand éventail situationnel et soutient son utilisation comme outil social profitable aux sociétés. Notre recherche ne constitue qu'un survol de chacune de variables définissant le capital social selon la conception de Putnam qui aurait pu, à elle seule, faire l'objet d'une recherche de mémoire. Nous avons volontairement simplifié la théorie de Putnam pour les besoins de notre étude de cas. Plusieurs thèmes mériteraient plus d'attention. Par exemple, la relation circulaire entre la confiance sociale et politique, de même que l'application du concept de capital social dans une société autoritaire serait des plus intéressantes. De plus, nous aurions aussi voulu lier le concept de capital social à des variables démographiques telles que le revenu, le niveau de scolarité, le genre ou la classe sociale. Ces éléments de recherche feront l'objet de prochaines analyses.

APPENDICE A

DEMANDE D'APPROBATION D'ÉTHIQUE

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

DEMANDE D'APPROBATION ÉTHIQUE D'UN PROJET DE RECHERCHE

Département de science politique

INFORMATIONS GÉNÉRALES

NOM DE L'ÉTUDIANT-E :	Isabelle Brouillard
TITRE DU MÉMOIRE :	La crise argentine, l'éveil du capital social ?

MÉTHODES ET PROCÉDURES DE RECHERCHE

- a) Présentez les tâches qui seront réalisées pour recueillir les données.

(voir [www.unites.uqam.ca/src/ethique/ethique-memoire-these.htm](http://www.unites.uqam.ca/src/ethique/ethique-memoire-these.htm); notamment les sections concernant les documents d'archives, l'administration d'un questionnaire, la réalisation d'entrevues)

La réalisation d'entrevues

À l'aide d'un magnétophone, nous enregistrerons les entrevues de chacun des sujets. De plus, nous prendrons des notes écrites durant l'entrevue, qui nous serviront de repères.

b) Les résultats de recherche seront-ils communiqués aux sujets ?

Dans l'affirmative, présentez les modalités de transmission des résultats. Indiquez de quelle manière vous comptez vous assurer que la présentation des résultats préservera l'anonymat des sujets.

Les résultats seront communiqués sur demande aux sujets, et ce, lorsque la recherche sera terminée. Nous enverrons, si désiré, par courriel ou courrier postal, une copie du mémoire à chacun des sujets.

#### PROCESSUS DE RECRUTEMENT DES SUJETS

Quelles sont les caractéristiques des sujets (*critères de sélection, critères d'exclusion, taille approximative de l'échantillon, affiliation à un groupe, une association ou un organisme*) ? Précisez les étapes de recrutement et les méthodes employées pour rejoindre les sujets (sources d'identification écrites, annonce, lettre d'invitation, téléphone, etc.). Mentionnez s'il existe des liens entre vous et les sujets.

Nous choisirons des sujets ayant atteint l'âge adulte dans la capitale fédérale de Buenos Aires ayant vécu les événements de 2001-2002. Au total, environ dix sujets seront interviewés. Chacun des sujets sera libre d'accepter ou de refuser la participation aux entrevues. Nous présenterons oralement le thème global de la recherche avant chacune des entrevues afin de situer le sujet. Nous débiterons nos entrevues par les professeur(e)s et connaissances rencontrées durant notre séjour en Argentine. Ensuite, nous contacterons les personnes-ressources, les accointances et les connaissances pertinentes mentionnées par les interviewés, tel un réseau de contacts.

## ANONYMAT ET CONFIDENTIALITÉ DANS LE TRAITEMENT ET LA DIFFUSION DES RÉSULTATS

- a) Quelles sont les informations conservées permettant d'identifier le sujet (*ex. : nom, NAS, image vidéo*) ? Quelles seront les procédures mises en place pour assurer l'anonymat des sujets et de caractère confidentiel des données lors de leur traitement et de leur diffusion?

Nous demanderons aux sujets l'approbation orale d'utiliser leurs noms avant de débiter chacune des entrevues. Ces informations seront enregistrées à l'aide du magnétophone. Aucune autre donnée sensible ne sera demandée. Si le sujet veut garder l'anonymat, nous substituerons par une lettre le nom réel de l'interviewé (*ex. Madame A*) dans la recherche.

- b) S'il est souhaitable d'identifier les sujets ou s'il s'avère difficile de préserver leur anonymat, donnez les raisons et expliquez comment ils en seront informés. Indiquez la forme que prendra leur consentement (*verbal ou écrit*).

## CONSENTEMENT

Indiquez la nature des informations qui seront transmises, verbalement ou par écrit, au sujet pour qu'il soit en mesure de prendre une décision éclairée ainsi que les moyens utilisés pour l'informer (*autres que les formulaires de consentement*).

Un consentement oral sera demandé à tous les sujets avant l'entrevue. Une fois l'entrevue terminée, nous demanderons verbalement au sujet s'il veut écouter l'enregistrement de l'entrevue. Si celui-ci désire retirer une partie de l'entrevue ou complètement annuler l'entrevue, nous procéderons à la destruction des données. Une fois la recherche terminée, nous enverrons une copie du mémoire aux sujets par courriel ou courrier postal, si désiré. L'Argentine ayant subi plusieurs instabilités politiques et sociales durant les dernières années, les Argentins se font plus méfiants quant à la signature d'un document «officiel». Cela dit, nous procéderons oralement au consentement des informations transmises.

## APPENDICE B

### QUESTIONNAIRE D'ENTREVUE

Présentation :

Je suis une étudiante à la maîtrise de l'Université du Québec à Montréal au Canada. Je travaille sur un projet de recherche cherchant à obtenir une conception concrète de l'implication du capital social, ou plutôt des mobilisations sociales en Argentine durant et après la crise 2001. Nous aimerions prendre quelques minutes de votre temps pour vous interviewer, avec votre consentement.

Nom du sujet : \_\_\_\_\_

Catégorie d'âge : \_\_\_\_\_

Occupation : \_\_\_\_\_

Questions guides :

1. Étiez-vous dans la capitale fédérale de Buenos Aires durant les évènements de 2001-2002?
2. Vous êtes-vous rassemblé avec votre famille ou vos voisins en vue de discuter des évènements? Si oui, décrivez.
3. Avez-vous participé à une organisation formelle en vue de résoudre les problèmes collectifs présents dans la communauté? Si oui, décrivez. Sinon, pour quelles raisons?

Dans l'affirmative :

- a. Avez-vous eu l'impression de faire avancer les choses, d'avoir obtenu des résultats concrets issus de ces rencontres? Si oui, lesquels?
  - b. Au cours des années qui ont suivi, avez-vous continué de participer à ces organisations? Si oui, lesquelles et décrivez. Sinon, pour quelles raisons?
4. Comment qualifieriez-vous votre niveau de confiance vis-à-vis l'État et les institutions politiques à cette époque? Et maintenant?

## BIBLIOGRAPHIE

- Almond, G. A, et S Verba. 1963. *The Civic Culture*. Princeton: Princeton University Press p.
- Ares, Carlos. 1997. «El asesinato de un periodista reaviva el miedo a la violencia política en Argentina». *El País*.
- Armony, Victor. 2002. «Populisme et néopopulisme en Argentine : de Juan Perón à Carlos Menem». *Politique et Sociétés*, vol. 21, no 2, p. 51-77. In *Érudit*. Érudit : <http://www.erudit.org/>. En ligne. <<http://id.erudit.org/iderudit/000479ar>>.
- , 2004. *L'énigme Argentine*. Outremont: Athéna éditions, 181 p.
- Aron, Raymond. 1968. *Main Currents in Sociological Thought: Volume I, Montesquieu, Comte, Marx, Tocqueville, and the Sociologists and the Revolution of 1848*. Garden City, N.Y.: Doubleday p.
- Ayala, Louis J. 2000. «Trained for Democracy: The Differing Effects of Voluntary and Involuntary Organizations on Political Participation». *Political Research Quarterly*, vol. 53, no 1, p. 99-115. En ligne. <<http://www.jstor.org/stable/449248>>.
- Bacot, Paul (1994). *Dictionnaire du vote. Élection et délibérations*. Lyon, Presses universitaires de Lyon
- Baily, Samuel L. 1985. «Los nacionalismos en el movimiento obrero y el ascenso de Perón». In *Movimiento obrero, nacionalismo y politica en la Argentina*, p. 81-105. Buenos Aires: Hyspamérica.
- Balme, Richard, Jean-Louis Marie et Olivier Rozenberg. 2003. «Les motifs de la confiance (et de la défiance) politique : intérêt, connaissance et conviction dans les formes du raisonnement politique». *Revue internationale de politique comparée*, vol. 10, no 3, p. 433-461. In *Cairn*. En ligne. <<http://www.cairn.info/revue-internationale-de-politique-comparee-2003-3-page-433.htm>>.

- Banfield, Edward. 1967. *The Moral Basis of a Backward Society*. New York: The Free Press, 188 p.
- Baret, Christophe, et Argentina Soto Maciel (2004). Apports et limites de la mesure du capital social en recherche en gestion des ressources humaines. Congrès de l'Association Francophone de Gestion des Ressources Humaines. Montréal, Université du Québec à Montréal
- Beauséjour, Maria Jacques. 2004. «Crise économique et structure sociales en Argentine». Québec, Institut québécois des hautes études en relations internationales, Université Laval.
- Benessiano, William 2005. «Le vote obligatoire». *Revue française de droit constitutionnel*, vol. 61, no 1, p. 73-115.
- Bourdieu, Pierre. 1980. «Le capital social». *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 31, p. 2-3.
- Brieger, Pedro. 2003. «Les Assemblées de voisins, une expérience inédite dans la politique». In *Argentine: Enjeux et racines d'une société en crise*, Éditions du Félin. Paris: Tiempo.
- Caracciolo Basco, Mercedes, et Maria del Pilar Foti Laxalde. 2005. *Economía solidaria y capital social: contributiones al desarrollo local*, 1 ed. Buenos Aires: Paidós, 144 p.
- Cohen, Jean. 1999. «Trust, voluntary association and workable democracy». In *Democracy and Trust*, Mark E. Warren, p. 208-248. Cambridge: Cambridge University Press.
- Coleman, James. 1990. «Social Capital». In *Foundations of Social Theory* p. 300-321. Cambridge: Harvard University Press.
- Cortes, Rosalia, et Gabriel Kessler (2006). Argentina's Welfare Regime: Protection, Social Capital and Citizenship, 1991-2005. Latin American network information center. Austin, University of Texas: 12 p

- Dahl, Robert. 1989. *Democracy and its critics*. New Haven and London: Yale University Press, 385 p.
- , 2006. *A preface to Democracy Theory* Chicago and London: The University of Chicago Press, 171 p.
- Deledicque, Melina, Mariano Féliz et Juliana Moser. 2005. «Recuperacion de empresas por sus trabajadores y autogestion obrera. Un estudio de caso de una empresa en Argentina». *Revista Economia Publica, Social y Cooperativa*, vol. avril, no 51, p. 51-76.
- Dornbusch, Rudiger, et Sebastian Edwards. 1991. *The Macroeconomics of Populism in Latin America*. Chicago: University of Chicago Press p.
- Dri, Rubén. 2006. *La revolución de las asambleas*. Buenos Aires: Diaporias, 168 p.
- Edwards, Bob, Michael W. Foley et Mario Diani. 2001. *Beyond Tocqueville: Civil Society and the Social Capital Debate in Comparative Perspective*. Hanover: University Press of New England, 340 p.
- Eisenstadt, S.N, et L Roniger. 1984. *Patrons, clients and Friends, Interpersonal relations and the structure of trust in society*. Cambridge: Cambridge University Press, 345 p.
- Fukuyama, Francis (2000). Social Capital and Civil society. IMF Working Paper: 19 p
- Gabetta, Carlos. 2002. «Le naufrage du "modèle FMI : Crise totale en Argentine». *Le Monde diplomatique*, no Janvier.
- Gurr, T. R. 1970. *Why Men Rebel*. Princeton: Princeton University Press, 440 p.
- Hetherington, Marc J. 1998. «The Political Relevance of Political Trust». *The American Political Science Review*, vol. 92, no 4, p. 791-808. En ligne. <<http://www.jstor.org/stable/2586304>>.

- Hooghe, Marc, Dietlind Stolle, Joep de Hart, Paul Dekker, Michel Huysseune, Nonna Mayer, Job van der Mer, Nadia Molenaers, Bo Rothstein, Per Selle, M.Eric Uslaner et Dag Wollebaek. 2003. *Generating Social Capital* Trad. de: anglais. New York: Palgrave macmillan, 256 p.
- Hopstein, Graciela. 2003. «Piqueteros : limites et potentialités». *Multitudes*, vol. 14, no 4, p. 155-163. In *Cairn*. En ligne. <<http://www.cairn.info/revue-multitudes-2003-4-page-155.htm>>.
- Huntington, Samuel. 1968. *Political Order in Changing Societies*. Nwe Haven: Yale University Press p.
- Inglehart, Ronald. 1988. «The Renaissance of Political Culture». *American Political Science Review*, vol. 82, no 4, p. 1203-1230.
- . 1999. «Trust, Well-being and Democracy». In *Democracy and Trust*, Éditions Mark E. Warren, p. 88-120. Cambridge: Cambrisse University.
- Kessler, Gabriel, Maristella Svampa et Inés González Bombal. 2010. *Reconfiguraciones del mundo popular. El Conurbano Bonaerense en la postconvertibilidad*. Buenos Aires: Prometeo libros; Los Polvorines: Universidad Nacional de General Sarmiento, 553 p.
- Klesner, Joseph L. 2007. «Social Capital and Political Participation in Latin America: Evidence from Argentina, Chile, Mexico, and Peru». *Latin American Research Review*, vol. 42, no 2, p. 1-32.
- Lauclau, Ernesto. 1980. *Política e ideología en la teoría marxista*. Mexico: Siglo XXI p.
- Levi, Margaret. 1998. «A State of Trust». In *Trust and Governance*, M and Brathwaite Levi, V, p. 18. New York: Sage Foundation.
- Lin, Nan. 1995. «Les ressources sociales : une théorie du capital social». *Revue française de sociologie*, p. 685-704. In *Pers√Ce* <http://www.persee.fr>. En ligne. <[http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/rfsoc\\_0035-2969\\_1995\\_num\\_36\\_4\\_4424](http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/rfsoc_0035-2969_1995_num_36_4_4424)>

[http://www.persee.fr/articleAsPDF/rfsoc\\_0035-2969\\_1995\\_num\\_36\\_4\\_4424/article\\_rfsoc\\_0035-2969\\_1995\\_num\\_36\\_4\\_4424.pdf?mode=light](http://www.persee.fr/articleAsPDF/rfsoc_0035-2969_1995_num_36_4_4424/article_rfsoc_0035-2969_1995_num_36_4_4424.pdf?mode=light)>.

Lupo, Salvatore. 2008. «Un manque de culture civique en Italie?». *VingtiÈme SiÈcle. Revue d'histoire*, vol. 100, no 4, p. 137-145. In *Cairn*. En ligne. <[http://www.cairn.info/load\\_pdf.php?ID\\_ARTICLE=VING\\_100\\_0137](http://www.cairn.info/load_pdf.php?ID_ARTICLE=VING_100_0137)

<http://www.cairn.info/revue-vingtieme-siecle-revue-d-histoire-2008-4-page-137.htm>>.

Madres de Plaza de Mayo, Asociación 2006. *Historia de las Madres de la Plaza de Mayo*. Buenos Aires: Ediciones Madres de Plaza de Mayo, 331 p.

Martí, Juan Pablo, Jorge Bertullo, Cecilia Soria, Diego Barrios et Milton Silveira. 2004. «Empresas recuperadas mediante cooperativas de trabajo. Viabilidad de una alternativa». *Unidad de Estudios Cooperativos de la Universidad de la República*, vol. 2, no 1, p. 80-105.

Massetti, Astor. 2009. *La década Piquetera (1995-2005): Acción colectiva y protesta social de los movimientos territoriales urbanos*. Buenos Aires: Nueva Trilce, 137 p.

Migdal, Joël. 1994. *State Power and Social Forces*, Cambridge t.: Cambridge University Press, 327 p.

Newton, Kenneth. 2001a. «Social Capital and Democracy». In *Beyond Tocqueville: Civil Society and the Social Capital Debate in Comparative Perspective*, Michael W. Foley Bob Edwards, and Mario Diani Editors. Hanover: University Press of New England.

-----, 2001b. «Trust, Social capital, civil society, and Democracy». *International Political Science Review*, vol. 22, no 2, p. 201-214.

Novaro, Marcos. 2002. «Populisme, réformes libérales et institutions démocratiques en Argentine (1989-1999)». *Politique et SociÉTÈs*, vol. 21, no 2, p. 79-100. In *Érudit*. Érudit : <http://www.erudit.org/>. En ligne. <<http://id.erudit.org/iderudit/000480ar>>.

- O'Donnell, Guillermo. 2001. «Repenser la théorie démocratique : perspectives latino-américaines». *Revue internationale de politique comparée*, vol. 8, no 2, p. 199.
- Palomino, Hector (2004). *Les mouvements sociaux dans l'Argentine d'aujourd'hui*. Buenos Aires, risal.info
- Portes, Alejandro, et Patricia Landolt. 2000. «Social Capital: Promise and Pitfalls of its Role in Development». *Journal of Latin American Studies*, vol. 32, no 02, p. 529-547. En ligne.  
<<http://journals.cambridge.org/action/displayAbstract?fromPage=online&aid=15969&fulltextType=SC&fileId=S0022216X00005836>>.
- Putnam, Robert. 1993. *Making Democracy Work: Civic Traditions in Modern Italy*. Princeton, N.J: Princeton University Press, 249 p.
- , 1995. «Tuning in, tuning out: The strange disappearance of social capital in America». *Political Science and Politics*, vol. 29, p. 664-683.
- , 2000. *Bowling alone: the collapse and revival of American community*. New York: Simon and Schuster, 515 p.
- Quattrocchi-Woison, Diana. 2003. «Nouvelles formes de participation citoyenne: les assemblées de quartier et les avatars de la démocratie». In *Argentine. Enjeux et racines d'une société en crise*, Éditions du Félin. Paris: Tiempo.
- Quiroga, Hugo. 2004. «La reconstrucción de la democracia argentina». In *Dictadura y Democracia 1975-2001*, p. 89-153. Buenos Aires: Nueva Historia Argentina.
- Renshon, Stanley A. 2000. «Political Leadership as Social Capital: Governing in a Divided National Culture». *Political Psychology*, vol. 21, no 1, p. 199-226. En ligne.  
<<http://www.jstor.org/stable/3792071>>.
- Rey-Debove, Josette, et Alain Rey (1996). *Le Nouveau Petit Robert - dictionnaire de la langue française*. Le Petit Robert. Dictionnaires Le Robert: 2551 p

- Robin, Silvia (2002). L'effondrement de la représentation et la crise en Argentine. Cahiers des Amériques Latines. Paris, Institut des Hautes Études de l'Amérique latine. 41: 19-32 p
- Rothstein, Bo. 2000. «Trust, Social Dilemmas, and Collective Memories: On the Rise and Decline of the Swedish Model.». *Journal of Theoretical Politics*, vol. 12, no 4, p. 477-503.
- Saba, Roberto Pablo, et Luigi Manzetti. 1997. «Privatization in Argentina: The implications for corruption». *Crime, Law & Social Change*, vol. 25, p. 353-369.
- Sidicaro, Ricardo. 2010. *Los tres peronismos, estado y poder económico*. Buenos Aires: Siglo veintiuno, 272 p.
- Stiglitz, Joseph. 2002. *El malestar en la globalización*. Buenos Aires: Taurus, 447 p.
- Survey, World Values (2006). World Values Survey. Marita Carballo. Buenos Aires, WVSA Scientific Advisory Committee (SAC)
- Svampa, Maristella. 2002. «Las dimensiones de las nuevas protestas sociales». *Ordinaire latino américain*, vol. 188, p. 93-100.
- , 2005. *La sociedad excluyente. La Argentina bajo el signo del neoliberalismo*. Buenos Aires: Taurus, 346 p.
- , 2011. «Du « Qu'ils s'en aillent tous! » à l'exacerbation de la rhétorique nationale-populaire». *Problèmes d'Amérique latine*, vol. 82, no Automne 2011, p. 77-91.
- Svampa, Maristella, et Sebastián Pereyra. 2009. *Entre la ruta y el barrio; La experiencia de las organizaciones piqueteras*. Buenos Aires: Editorial Biblos, 287 p.
- Tarrow, S. 1996. «Making Social Science Work Across Space and Time: A Critical Reflection on Robert Putnam's Making Democracy Work». *American Political Science Review*, vol. 90, p. 389-397.

- Tocqueville, Alexis de. 1835. *Democracy in America*. New York: Bantam Dell, 926 p.
- Triglia, Carlo. 2001. «Social Capital and Local Development». *European Journal of Social Theory*, vol. 4, no 4, p. 427-442. En ligne. <<http://est.sagepub.com/content/4/4/427.abstract>>.
- Uslaner, Eric. 1999. «Democracy and social capital». In *Democracy and Trust*, Mark E. Warren, p. 121-150. Cambridge: Cambridge University Press.
- , 2003. «Trust, Democracy and Governance: Can government Policies Influence Generalized Trust?». In *Generating Social Capital; Civil society and Institutions in Comparative Perspective*, Marc Hooghe and Dietlind Stolle, p. 171-190. New York: Palgrave Macmillan.
- Verba, S, et N Nie. 1972. *Participation un America : Political Democracy and Social Equality*. New York: Harper and Row p.
- Whittington, Keith. 2001. «Revisiting Tocqueville's America: Society, Politics, and Association in the Nineteenth Century». In *Beyond Tocqueville: Civil Society and the Social Capital Debate in Comparative Perspective*, Michael W. Foley Bob Edwards, and Mario Diani Editors. Hanover: University Press of New England.
- Williams, Colin C. 2003. «Developing Voluntary Activity: Some Policy Issues Arising from the 2001 Home Office Citizenship Survey». *Social Policy and Society*, vol. 2, no 04, p. 285-294. En ligne. <<http://journals.cambridge.org/action/displayAbstract?fromPage=online&aid=180339&fulltextType=RA&fileId=S1474746403001416>>. Consulté le 2003.
- Zulfikarpasic, Adélaïde 2001. «Le vote blanc: abstention civique ou expression politique?». *Presses de Sciences Po I*, vol. 51, no 1, p. 247-268.